

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 15 | PRINTEMPS 2023 | 6.00 €

**DESTINATION
MAURICE**

Une île à vivre
et à investir

**FRANÇAIS
AU CANADA**

La francophonie
vous tend les bras !

EXCLUSIF



La carte 2023 des
3,5 millions de Français
dans le monde

DOSSIER SPÉCIAL

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Le réseau peut-il doubler
ses effectifs d'ici 2030 ?

ÉCONOMIE

Les EFE, un atout
majeur pour la France

**FRANÇAIS
AU VIETNAM**

Des liens politiques
et humains

INSTITUT FRANÇAIS

Au cœur de la
diplomatie culturelle

EN PARTENARIAT AVEC

franceinfo:



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

M 02525 - 15 - F: 6,00 € - RD





CRYSTAL FINANCE

évolue et deviendra prochainement

Laplace

*Conseil
Patrimoine
Investissement*

Crystal Finance est une marque Crystal
Siège social : 939, rue de la Croix Verte - CS 44461 - 34198 Montpellier cedex 05 - FRANCE
Tél +33 4 67 04 66 36 - contact@groupe-crystal.com

www.crystal-finance.com

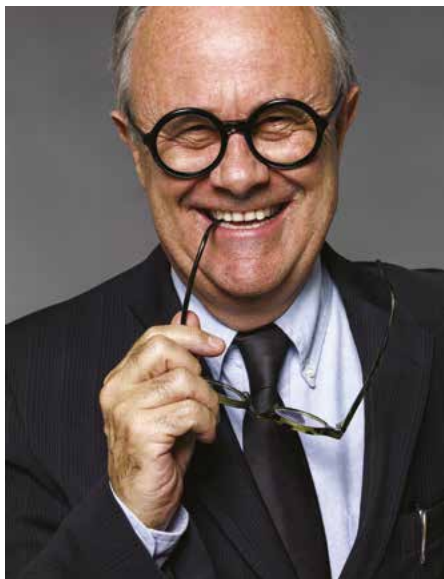


ÉDITO

Soft power

Titrer cet éditorial avec un anglicisme pour évoquer la place de l'enseignement français à l'étranger est pour le moins paradoxal. Pourtant, rendons grâce à la langue anglaise, celle locution a le mérite de résumer en deux mots ce vaste concept de zones d'influence dans les relations internationales. La place de l'enseignement français à l'étranger participe donc aussi de ce cadre, notamment depuis l'annonce du chef de l'État qui, en mars 2018, a souhaité le doublement des effectifs accueillis dans nos établissements à l'étranger à l'horizon 2030. Au-delà de l'objectif chiffré – qu'il sera temps de mesurer à cette échéance –, notre dossier fait le point sur la dynamique en cours.

Placée sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) pilote ce réseau qui compte aujourd'hui 567 établissements dans 138 pays. Mise à mal par des baisses de dotations durant plusieurs années puis par la crise sanitaire, l'AEFE maintient néanmoins le cap avec des projets de densification via l'homologation de nouveaux établissements partenaires. La mise en place, début 2023, de seize instituts régionaux de formation dans le monde s'inscrit aussi dans cette logique de renforcement des capacités du réseau. Association conventionnée avec l'État, la Mission laïque française (MLF), autre partenaire historique de l'enseignement français à l'étranger avec plus de 100 écoles présentes dans 37 pays, n'est pas en reste. Elle renforce également son ancrage territorial, notamment en Afrique subsaharienne, ainsi que sa politique de forma-



© Stéphane de Bourgies

tion à travers ses centres locaux de développement professionnel. Par ailleurs, il convient de saluer les investissements de groupes privés, représentants eux aussi du « label France », qui se distinguent avec des offres pédagogiques singulières dans un marché dominé par le modèle anglo-saxon.

De *soft power* il est aussi question dans ce numéro à travers la marque EFE International (Entreprises des Français de l'étranger), initiative soutenue par les Conseillers du commerce extérieur (CCE) et CCI France International. Comme le souligne son président Alain Taïeb dans nos colonnes, ce maillage de quelque 130 000 EFE présentes à l'étranger contribue aussi à l'influence économique de la France.

La table ronde organisée par notre journal sur ce thème est éloquent, elle est à retrouver sur notre site internet*. Enfin, notre champ d'influence est aussi relayé par le poids de la culture française dans le monde. L'Institut français est un digne ambassadeur de cette diplomatie culturelle qui puise ses racines dans une tradition centenaire. Sa présidente, Eva Nguyen Binh, revient dans nos pages sur les enjeux du temps présent, mais avec toujours ce souci de promouvoir « *la libre circulation des idées et des savoirs* ». Comme pour rappeler que le pouvoir ne s'exerce pas uniquement par la force et qu'à défaut de douceur (*soft*), il repose aussi sur l'intelligence.

Jean-Pierre Pont

* www.francaisaetranger.fr - Mots clés: Table ronde EFE

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaetranger.fr

**Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

Français à l'étranger est édité par TDME, 11 bis, rue Portalis, 75008 Paris. SAS au capital social de 110.950 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Bureau de Montréal :
Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

Bureau Asie :
Nicolas Balthazar,
CCI France/Vietnam,
186 Nguyen Van Huong. Le Square, Thao Dien, HCMC. Tél. : + 84 (0) 28 38258625.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont.
jpp@francaisaetranger.fr
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédaction et coordination :
Laetitia Dive. laetitia.dive@francaisaetranger.com

Rédaction :
Corinne Bras, Anaïs Digonnet, Nora Es-salhi, Frédéric Laloux, Emmanuel Langlois, Leena Lecointre, Bastien Lespert, Juliette Rengeval.

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras.
Direction artistique et maquette :
Grand National Studio.
Graphiste :
Max René-Worms.

Directeur du digital :
Mathieu Clément.
mathieu.clement@francaisaetranger.com

Cheffe de publicité :
Sophie Prieto.
sophie.prieto@francaisaetranger.com

Photo de couverture :
© PeopleImages.com – Yuri A / Shutterstock.com

Impression : CEE.





61

LES DOSSIERS DESTINATIONS DU JFAE EN 2023

Europe : pays
frontaliers
Portugal, Pays-Bas
Scandinavie, Singapour
... et la rubrique
Français au Canada
et au Vietnam à
retrouver tous les
trimestres

HORS-SÉRIES

- Emirats arabes unis
- Maroc...



24



38

06 Actus

Les infos qu'il ne fallait
pas manquer

12 Événement

La session plénière de
l'Assemblée des Français
de l'étranger

14 À la une

Institut français, entretien
avec Eva Nguyen Binh

16 Espace CCI

Les EFE, un atout majeur
pour la France

18 Français au Canada

18 France-Québec :
l'année de l'innovation
20 Des opportunités
dans l'emploi infirmier
22 Alberta : de réelles
opportunités d'affaires
24 Nouveau-Brunswick :
les francophones sont
les bienvenus !

28 Étudier et réussir au
Nouveau-Brunswick
32 Un premier lycée
français à Saint-Jean

33 Français au Vietnam

33 Un modèle de vitalité
économique
34 Retour sur 50 ans de
relations diplomatiques

36 Parfums d'aventure

36 Français du monde, la
chronique de Franceinfo

38 Destination île Maurice

38 Douceur de vivre
et diversification
économique
42 Opération
séduction auprès
des investisseurs
46 L'île aux mille atouts
50 Quels permis
de résidence ?

51 Un hub régional de
choix pour International
SOS
54 La CCIFM en première
ligne
56 Des échanges en
devenir avec Dubaï
58 Maurice tisse sa toile
en Asie
60 Les yeux tournés vers
l'Afrique de l'Est

61 Dossier Enseignement français à l'étranger

62 Olivier Brochet,
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger
66 Zoom sur l'institut
régional de formation
d'Abu Dhabi
70 Matthieu Peyraud,
ministère de l'Europe et
des Affaires étrangères
72 Jean-Marc Merriault,
Mission laïque française

78 La « révolution
copernicienne » du Cned
82 Inclusion des élèves
à besoins éducatifs
particuliers
86 Mireille Rabaté, lycée
international Winston-
Churchill de Londres
88 Réseau Flam : pour la
promotion de la langue
française à l'étranger
92 Soutien scolaire :
des formules sur mesure
93 Cours à distance :
quelles options pour les
Français de l'étranger ?
96 Crèches, garderies...
premiers pas dans un
environnement plurilingue
97 Les tables rondes
enseignement du *Journal
des Français à l'étranger*



EXPERT & FINANCE

Pourquoi investir dans le Private Equity ?



Dans un contexte où l'épargne sans risque ne rémunère plus et les marchés cotés deviennent tous les jours plus incertains, les investisseurs doivent se tourner vers de nouvelles solutions pour rémunérer leur épargne financière. Investir dans des sociétés non cotées prometteuses permet d'espérer de belles performances.

Diversification & Performance

Excellent moyen de diversification, le Private Equity offre historiquement les rendements les plus attractifs, toutes classes d'actifs confondues. Ainsi, les fonds d'investissement sélectionnés méthodiquement permettent de doubler ou tripler le montant investi sous condition d'avoir une perspective de long terme. Attention toutefois au stade d'investissement étudié : un investissement dans une start up ne présentera pas la même perspective de performance et de risque qu'un investissement dans une PME en forte croissance, déjà profitable.

Un cadre d'investissement privilégié

Dans le but d'orienter l'épargne des français vers l'économie réelle et de soutenir le développement des TPE/PME, le Private Equity est porté par un contexte législatif et fiscal très favorable, proposant des véhicules ainsi que des dispositifs spécifiques très avantageux pour les investisseurs.

En effet, 600 milliards d'euros sont aujourd'hui déposés sur les comptes courants des ménages, 300 milliards sur des livrets A et 2 100 milliards sont investis dans des contrats d'assurance-vie et épargne retraite. Une partie de cette épargne, dirigée vers des activités locales, permettrait de consolider

fortement le plan de relance !

C'est le but recherché de la loi pacte, par exemple, qui cherche à favoriser la souscription de fonds de Private Equity au sein des enveloppes d'assurance-vie. Théoriquement, il est possible depuis 2019 d'investir la moitié de son contrat d'assurance en Private Equity. Les investissements en direct (ne passant pas par un contrat d'assurance-vie/capitalisation) bénéficient quant à eux de régimes de faveur fiscaux sous conditions. Nous pouvons citer pour les plus connus le report d'imposition suite au schéma de l'apport cession, ou encore l'exonération d'impôt sur la plus-value pour certains FCPR et FPCI « fiscaux ».

Comment apprécier ce risque ?

Comme tout placement, le risque est corrélé aux perspectives de performance. Le Private Equity offrant un couple rendement/risque élevé et doit trouver sa place de manière intelligente dans une allocation d'actif. Le risque doit être pondéré par des investissements plus défensifs et liquides au sein du patrimoine financier, comme du fonds en euros à capital garanti, des produits structurés au capital protégé à l'échéance et des allocations financières liquides sur les marchés cotés. Il est admis que le Private Equity peut représenter 10 % du patrimoine d'un HNWI (high net worth individual : patrimoine > 1M\$) et

augmenter exponentiellement au regard de la fortune. Il peut représenter pour certains UHNWI (ultra high net worth individuals : patrimoine > 30M\$) jusqu'à 50% des actifs. Enfin, il convient de préciser que le spectre d'investissement est très large sur cette classe d'actif. Plusieurs secteurs peuvent être envisagés comme la technologie, les services, la santé mais également l'immobilier ou l'hôtellerie pour ceux désireux d'investir dans des actifs tangibles. Ainsi, le groupe Crystal propose de vous accompagner dans la création de votre stratégie et de vous proposer des solutions adaptées, sélectionnées rigoureusement

Du sens pour les investisseurs

Las des actifs financiers traditionnels proposés, les investisseurs cherchent à donner du sens à leur patrimoine. Certaines solutions ont le vent en poupe sur les marchés cotés, comme les fonds responsables ou à impact sous différents labels (ISR, greenfin, finansol...) mais le Private Equity demeure aujourd'hui le moyen le plus efficace pour investir de manière compréhensible et utile. Aussi, bien que le risque soit plus élevé, il est mieux appréhendé des investisseurs, sachant dans quelles entreprises les placements seront affectés.

Expert & Finance :
www.expertetfinance.fr



© HUBC / Shutterstock.com

Impôts : comment contacter la direction des non-résidents ?

Le sénateur des Français à l'étranger Jean-Yves Leconte a relayé début mars 2023 un courrier de la Direction des non-résidents (DINR) qui rappelle les moyens pour joindre ce service. Transmis à tous les parlementaires représentant les Français établis hors de France, le courrier de la DINR rappelle que l'ensemble des contribuables peut contacter ce service par l'intermédiaire du portail impots.gouv.fr. Ce courrier souligne cependant que « certains contribuables persistent à ne pas utiliser leur messagerie sécurisée, alors qu'ils disposent d'un espace particulier » sur ce même portail. La DINR ajoute que « si l'on peut comprendre qu'en cas de délais longs ils puissent être amenés à chercher d'autres vecteurs, en revanche une trace est toujours souhaitable dans la messagerie sécurisée, qui seule assure une traçabilité fiable. » Le courrier précise aussi que les numéros pour joindre la direction datent de 2019 et que le « taux de décroche téléphonique [est] autour de 90% ». Voici ces numéros :

- Service des impôts des particuliers non-résidents : 01 72 95 20 42 (du lundi au vendredi entre 9h et 16h, heure française).
- Recette des non-résidents : 01 72 95 20 42 (du mardi au vendredi de 13h30 à 16h).

Pour rappel, le service des impôts des particuliers non-résidents est compétent pour les demandes relatives au calcul de l'impôt sur le revenu et au paiement de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) émanant de Français installés hors de France. La Recette des non-résidents peut quant à elle répondre aux particuliers devant établir une déclaration d'IFI, à ceux qui doivent enregistrer des déclarations de succession, de don manuels ou des actes sous seing privé.



© CandyBox Images

Que faut-il savoir sur la procédure de divorce quand on vit à l'étranger ?

Quelles lois s'appliquent pour les Français expatriés en matière de divorce ? Celle de l'État français, celle du pays d'origine du conjoint, celle du pays de résidence ?

Il faut se référer au droit international pour savoir quel droit s'applique lors d'un divorce à l'étranger. Voilà ce qu'expliquait la notaire Marie Maurer lors d'une conférence organisée dans le cadre du salon « S'expatrier, mode d'emploi », le 29 mars 2023. Dans les faits, les situations varient selon le lieu du mariage. Ainsi, les règles ne sont pas les mêmes pour un mariage en France, dans un pays de l'Union européenne et hors de l'UE.

• **Divorce dans un pays de l'Union européenne** : selon la notaire, si l'un des conjoints « ne possède pas la nationalité française, le juge n'appliquera pas forcément la loi française. » Il pourra ainsi appliquer celle du pays de l'époux(se). Afin de fluidifier les démarches dans ce type de situation, 17 pays de l'Union européenne ont adopté les mêmes règles pour décider quelle législation appliquer (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Portugal, Roumanie et Slovaquie). Depuis le 1^{er} août 2022, l'Union européenne applique par

ailleurs le Règlement de Bruxelles II ter* qui permet notamment de divorcer sans la présence d'un juge.

• **Hors de l'Union européenne** : si le couple ne réside pas sur un des territoires membres de l'Union européenne, plusieurs solutions existent. Les époux peuvent ainsi choisir de divorcer dans leur pays de résidence, soit dans le pays dont ils sont ressortissants. Dans le cas où le divorce doit être prononcé dans le pays de résidence, il est nécessaire de faire une vérification d'opposabilité : cela revient à vérifier que le jugement sur le point d'être prononcé ne s'opposera pas au droit français et que le divorce pourra donc être reconnu en France.

• **Faire reconnaître son divorce en France** : lorsque le mariage a été célébré en France, le divorce doit « faire l'objet d'une déclaration par le procureur de la République » du lieu où le mariage a eu lieu, précise enfin Marie Maurer. Une fois que le divorce étranger est « jugé opposable en France, le procureur de la République inscrit la mention de divorce sur l'acte d'état civil ».

* Ce règlement détermine les juridictions des États membres compétentes pour statuer en matière de responsabilité parentale ou en matière matrimoniale, dans des situations caractérisées par un élément international. (Source: eur-lex.europa.eu).

Apprentissage transfrontalier : que contient le projet de loi ?

Il devrait permettre d'instaurer un cadre légal à l'apprentissage transfrontalier et de préciser les modalités dans lesquelles des contrats d'apprentissage transfrontalier peuvent être signés.

Présenté en Conseil des ministres le 8 mars dernier, ce projet de loi ratifie l'ordonnance du 22 décembre 2022 qui inscrit « le cadre légal de l'apprentissage transfrontalier au sein du code du travail ». « Cette loi a ouvert la possibilité, pour les apprentis qui le souhaitent, d'effectuer une partie de leur formation, pratique ou théorique, dans un pays frontalier de la France », poursuit le gouvernement. Seule condition : que le pays frontalier choisi ait signé des accords bilatéraux avec la France. « Les règles d'application et d'exclusion de certaines dispositions du droit français » sont ainsi précisées par l'ordonnance ratifiée afin de « tenir compte du caractère international de l'apprentissage ». Il s'agit notamment des conditions de travail, de la protection sociale, de la rémunération, etc.



Précision importante, les territoires ultramarins seront aussi concernés : « L'ordonnance prévoit que l'apprentissage transfrontalier puisse se développer dans l'environnement géographique direct des collectivités, et ce même en l'absence de

frontière physique », précisait le compte-rendu du Conseil des ministres. Ainsi, un habitant de la Guadeloupe ou de la Guyane pourra par exemple envisager un apprentissage transfrontalier au Canada ou aux États-Unis.



Le service « France identité » sera bien accessible aux Français de l'étranger

Cette application va permettre à tous les Français de prouver leur identité en ligne, de manière sécurisée, en scannant la puce de leur carte nationale d'identité électronique. Le ministère de l'Intérieur l'a confirmé, en réponse à la question posée fin février par Olivier Cadic, sénateur des Français établis hors de France : « L'application a vocation à être utilisée par l'ensemble des Français détenteurs d'un titre d'identité, qu'ils soient établis en France ou hors de France. » La place Beauvau rappelle que cette nouvelle application mobile – déployée en phase test sur le Play Store d'Android – a pour but « de prolonger l'identité "physique" en permettant à chaque citoyen de prouver de manière sécurisée son identité dans le monde numérique », sans risque pour ses données personnelles. Ce service, qui doit être étendu aux passeports et aux titres de séjour à l'horizon 2024, sera accessible partout en Europe. « Les services pour lesquels les démarches seront ainsi facilitées sont pléthore », note Olivier Cadic. À titre d'exemple, on peut citer l'accès à des démarches médicales ou bancaires. Le sénateur évoque aussi « la possibilité de dématérialiser entièrement l'établissement des procurations de vote ». Selon le ministère de l'Intérieur, des échanges ont « débuté avec les services du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères afin d'étudier les conditions dans lesquelles le réseau consulaire peut être associé au déploiement à venir de la solution proposée ».


© NicoElNino

© DR

Jean-Marc Four, nouveau directeur de RFI

Nommé par Marie-Christine Saragosse, la PDG de France Médias Monde, Jean-Marc Four succède à Cécile Mégie qui dirigeait la radio depuis octobre 2012. Ce journaliste chevronné a occupé de nombreux postes au sein de différents médias. Il a été tour à tour présentateur, reporter, correspondant à Londres pour Radio France, producteur à France Inter, directeur de la rédaction de France Culture, directeur de la rédaction internationale de Radio France et enfin éditorialiste de politique internationale pour différents canaux émis depuis la Maison ronde. Âgé de 56 ans, Jean-Marc Four est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (1986), titulaire d'un DESS de correspondant de presse en pays anglophone de l'université Paris III (1989), et diplômé du Centre de formation des journalistes (Paris, 1989). Il est président de l'association de la presse diplomatique française depuis 2022 et a écrit plusieurs ouvrages.

La France ne séduit guère les expatriés

La plateforme internationale pour les expatriés « Internations » a publié en mars dernier son classement des meilleures destinations pour démarrer sa vie à l'étranger. La France se classe à la 44^e position sur les 52 pays évalués.

« Les questions linguistiques et administratives rendent difficiles l'installation des expatriés en France. »

Voilà le constat publié dans le dernier classement de la plateforme Internations sur les conditions d'expatriation dans différents pays. Dans le cadre de son étude « Expat Insider », menée auprès de sa communauté de 4,5 millions d'expatriés, Internations a passé en revue quatre critères pour établir son indice « Expat essentials » qui détermine quels pays sont le plus accessibles pour les travailleurs étrangers. Le critère principal qui a valu à la France un si mauvais score est celui de la langue : selon le sondage, *« 60% des expatriés trouvent la vie en France difficile quand on ne maîtrise pas la langue locale »*. C'est deux fois plus que la moyenne mondiale, qui s'élève

à 32%. La France occupe la dernière position sur ce critère. Côté administratif, 39% des expatriés à travers le monde considèrent la communication avec les autorités locales compliquée. En France, ce chiffre s'élève à 55%. Elle concerne toutes les instances de bureaucratie, et en particulier pour ouvrir un compte en banque. Le sondage d'Internations montre que 32% des répondants ont évoqué ce sujet, contre 21% mondialement. Sur ce critère, la France se positionne au 43^e rang, la dernière place étant attribuée à Malte. En revanche l'administration en ligne française trouve meilleure grâce, près de 9 expatriés sur 10 s'en déclarant satisfaits. Concernant les logements, et malgré le contexte immobilier tendu, la France se situe dans la moyenne mondiale en termes de facilité d'accès pour les expatriés. Les avis restent néanmoins mitigés sur un critère: le montant des loyers. Si 39% considèrent les prix « abordables », 40% des répondants jugent au contraire qu'il est difficile de se loger dans l'Hexagone.



©Photo: A. Ravera



EMMANUELLE BASTIDE

8 MILLIARDS DE VOISINS

DU LUNDI AU VENDREDI À 10H10 TU

Emploi des jeunes, entrepreneuriat, créativité, urbanisation, relations hommes/femmes : comment évoluent les modes de vie et les sociétés dans le monde ?

À (ré)écouter sur rfi.fr





▲ Catherine Colonna.

Où sont les femmes ?

La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna a reconnu la nécessité de féminiser les noms des établissements scolaires français à l'étranger.

« Les établissements existants ou à venir seront incités par les postes diplomatiques et par l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) à élargir leur choix de noms en intégrant davantage de noms de femmes. » Dans sa réponse à un courrier de la sénatrice Hélène Conway-Mouret en date du 17 janvier 2023, Catherine Colonna a fait part de la volonté du gouvernement de féminiser les noms des établissements des lycées français du réseau. Dans sa lettre, la parlementaire se disait en effet « frappée par l'absence de noms féminins » lors de ses déplacements.

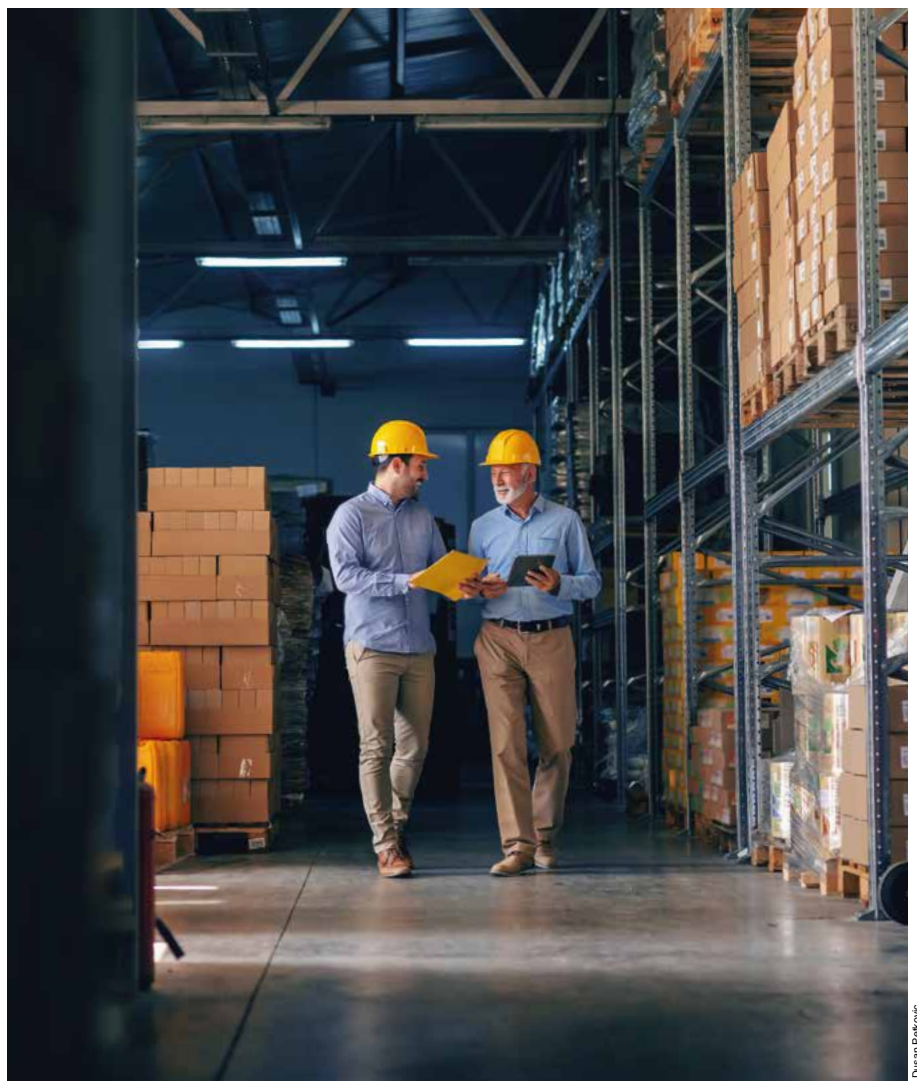
Dans sa réponse, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères confirme que seulement 5% des 567 établissements français à l'étranger portent le nom d'une femme. Ce pourcentage est bien inférieur à la moyenne des écoles sur le territoire national qui s'élève à 19%, soit une part qui reste loin de la parité. Catherine Colonna salue néanmoins les récents efforts réalisés par l'AEFE dans le cadre de la « diplomatie féministe ». Si le choix du nom revient à terme aux groupes scolaires, l'organisme les a largement encouragés ces dernières années à donner des noms de femmes à leurs établissements. La ministre cite notamment l'exemple du lycée français de Düsseldorf, devenu lycée français international Simone-Veil. Selon une infographie publiée par *L'Étudiant*, cette figure politique est largement plébiscitée : elle a donné son nom à 55 établissements sur le territoire national depuis 2012.

Améliorer l'utilisation des droits de douane « préférentiels »

La consultation publique sur les accords commerciaux lancée par la direction générale du Trésor se divise en trois questionnaires dédiés aux importateurs, aux exportateurs/producteurs et aux intermédiaires ou professionnels du dédouanement.

« Les entreprises françaises n'utilisent pas pleinement [les] droits de douane "préférentiels" prévus par les accords commerciaux. » Voilà le constat de la direction générale du Trésor qui lance cette consultation publique dont le but est de « comprendre les facteurs qui limitent l'utilisation des accords commerciaux dans les différents secteurs d'activités et vis-à-vis [des] différents partenaires commerciaux ». Dans un communiqué publié mi-février 2023

sur le site de la Team France Export, Bercy rappelait que les accords commerciaux « offrent des opportunités aux entreprises leur permettant de bénéficier de la suppression ou de la réduction de droits de douane sur les produits originaires des parties à l'accord ». Et d'ajouter : « Ces accords génèrent de réels avantages comparatifs pour les entreprises françaises, notamment à l'export lorsque le pays partenaire n'a pas d'accord équivalent avec des pays tiers dont les entreprises proposent le même type de produits. » En maîtrisant mieux ces dispositifs, « plusieurs centaines de millions d'euros de droits de douane supplémentaires » pourraient être économisés par les entreprises françaises, assure la direction générale du Trésor.



© Dusan Pekovic



©Photos: P. Ruffe-Worms

PARIS DIRECT

PAULINE PACCARD & DAMIEN COQUET

DU LUNDI AU VENDREDI DE 5H À 9H TU

Un tour d'horizon complet de l'actualité du jour

À (re)voir sur france24.com



38^E SESSION PLÉNIÈRE DE L'AFE

Renforcer la collaboration entre l'administration et les élus

La session plénière de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) de mars 2023 s'est clôturée par une intervention de Laurence Haguenauer. La directrice des Français de l'étranger et de l'administration consulaire a rappelé la nécessité de travailler main dans la main avec les élus locaux.



« Vous êtes une caisse de résonance qui nous fait remonter les difficultés, les cas compliqués, mais qui doit aussi pouvoir faire redescendre auprès de nos communautés [...] l'action que nous menons et ce que nous faisons pour nos compatriotes. » Lors de sa dernière intervention devant les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger, Laurence Haguenauer a résumé en ces termes le rôle de ceux qui composent l'AFE. Face à des conseillers qui l'ont interpellée à de multiples reprises, celle qui est à la tête de la Direction des Français de l'étranger (DFAE) au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères depuis 2019 – et qui quittera son poste à l'été 2023 – a également évoqué les grands chantiers administratifs sur lesquels sa direction travaille.

Moderniser les services consulaires

Parmi ces chantiers, elle cite notamment l'enjeu de la numérisation, prenant comme exemple probant l'appli-

**« LA PROTECTION
CONSULAIRE NE SERA
PAS REMPLACÉE
PAR CHAT GPT. »**

LAURENCE HAGUENAUER

cation Troov qui permet de prendre en ligne un rendez-vous dans un consulat. « Un million de rendez-vous ont été pris depuis que les consulats utilisent Troov », se réjouit pour sa part le chef de la communication de la DFAE, Sébastien

Hueber. Outre le fait qu'il facilite ces prises de rendez-vous pour les usagers, ce nouveau système permet de « lutter contre les officines qui vendent des rendez-vous ». Interrogée sur la fiabilité de l'application, la directrice précise : « Le fonctionnement de l'application et la disponibilité des rendez-vous sont deux sujets différents. Chaque poste est différent en termes d'effectifs et en ce qui concerne les aspects techniques comme la résolution des "bugs", nous y travaillons encore. »

Toujours sur le plan numérique, les élus se sont également inquiétés des dysfonctionnements du vote électronique. Ceux-ci ont entraîné l'invalidation de l'élection des députés des 2^e et 9^e circonscriptions, élus en juin 2022. Laurence Haguenauer a rappelé que dans les deux cas le problème n'était pas lié



© MEAE Judith Litvine

▲ Olivier Becht.

au scrutin électronique mais à la délivrance de SMS qui contiennent les codes permettant aux électeurs de se connecter pour voter. Elle a par ailleurs confirmé que le vote électronique continuerait d'être développé.

« L'humain est au cœur de l'action consulaire »

« La protection consulaire ne sera pas remplacée par Chat GPT », promet toutefois Laurence Haguénauer. Tous ces outils ont pour but d'accompagner les agents pour des tâches secondaires afin qu'ils se concentrent sur leurs priorités. « *L'humain est au cœur de l'action consulaire* », affirme-t-elle, reconnaissant d'ailleurs la nécessité de renforcer les effectifs pour rendre cette volonté plus concrète. À cet effet, alors que certains postes sont en sous-effectif pour le moment, elle annonce la mobilisation du centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère pour pallier les difficultés en matière de délivrance de visas. « *[Cela] ne résoudra pas les difficultés d'effectifs dans le monde entier* », prévient-elle néanmoins, indiquant qu'il s'agit d'un dispositif temporaire.

Autre sujet de préoccupation pour la direction : « *La montée des incivilités et des comportements agressifs à l'égard des agents.* » Elle invite les élus à participer à la responsabilisation des usagers pour limiter ce type de comportements. À ce problème, s'ajoute celui du *no-show* (non-présentation). Selon la DFAE, 30% des rendez-vous pris en ligne ne sont pas honorés, ce qui contribue à l'engor-

gement des services. Là encore, les élus doivent s'en faire l'écho pour aider les consulats à résorber ce phénomène.

Les missions sociales de la DFAE

Cette coopération entre la direction et les élus de l'AFE porte d'ailleurs ses fruits dans d'autres domaines. Laurence Haguénauer salue ainsi les membres de l'AFE qui ont « *fait remonter des cas de violences* » – notamment intrafamiliales – à sa direction. En 2022, la DFAE a traité 1102 dossiers de cette nature. Parmi eux, 389 dossiers concernent des déplacements illicites d'enfants, 246 des violences conjugales et 24 des viols. Au total, la direction dispose d'un budget de 15,3 millions d'euros pour les aides sociales. Cette somme sert à accompagner les personnes concernées par ces violences. Elle est également utilisée pour les allocations de solidarité pour les personnes âgées et les allocations adultes et enfants handicapés (AAH et AEH).

Interrogée par un élu au sujet des taux de base de ces allocations – jugés trop bas au regard des crises internationales et de l'inflation dans certains pays – la directrice rappelle qu'ils ont par exemple été revalorisés au Royaume-Uni. Pour le reste des pays européens, elle recommande de se tourner vers les dispositifs locaux. Laurence Haguénauer indique par ailleurs avoir reçu des propositions d'élus sur ce « *sujet crucial* ». « *La collaboration dans le respect des compétences de chacun est un enrichissement au service de nos compatriotes* », conclut-elle. ♦

QU'A ANNONCÉ LE MINISTRE ?

Olivier Becht, ministre du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français à l'étranger, a prononcé deux discours lors de cette 38^e session au cours desquels il a évoqué plusieurs sujets, notamment le déploiement du service France consulaire ou le travail lancé autour du statut de la « résidence de repli ».

Il était présent au lever comme au baisser de rideau. Olivier Becht a prononcé un discours lors de la journée d'ouverture (27 mars) puis un autre lors de la clôture (31 mars) de la 38^e session plénière de l'AFE. L'occasion de faire plusieurs annonces devant les conseillers de l'Assemblée. Une bonne tout d'abord pour les élus eux-mêmes : le ministre s'est dit favorable à la réévaluation de leurs indemnités. Celles-ci n'ont pas évolué depuis 2014. Côté numérique, certains chantiers avancent plus rapidement que d'autres. Olivier Becht explique que la fin du déploiement de la plateforme France Consulaire – initialement prévu pour 2027 – interviendra finalement en 2025. « *Courant 2023, le service couvrira toute l'Europe. En 2024, nous espérons élargir à tous les pays qui sont sur les mêmes fuseaux horaires que le continent européen* », avait déjà indiqué Olivier Becht dans nos colonnes en janvier 2023. À l'inverse, l'expérimentation concernant la dématérialisation totale de la procédure de renouvellement du passeport essuie un retard : elle devait être lancée cette année au Portugal et au Canada, mais débutera finalement en mars 2024.

Sollicité par un représentant de l'AFE, le ministre annonce par ailleurs avoir sollicité Olivier Dussopt, le ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion pour que les Français de l'étranger, via les élus de l'AFE, soient associés au groupe de travail sur les conséquences de la réforme des retraites. Olivier Becht indique enfin avoir bien reçu les propositions de la commission de l'Enseignement, des Affaires culturelles, de la Francophonie et de l'Audiovisuel extérieur concernant l'extension du « pass culture » et du « pass éducation » aux jeunes Français de l'étranger. « *J'espère que j'aurai des choses extrêmement concrètes à vous annoncer lors de la session d'octobre sur la mise en œuvre et la déclinaison de ces deux pass* », a-t-il ajouté.

INSTITUT FRANÇAIS

« Offrir cet espace de libre circulation des idées et des savoirs »

À la tête de l'Institut français depuis juin 2021, Eva Nguyen Binh évoque les priorités de l'institution pour les années à venir. Parmi elles, la refonte des relations avec les pays africains et la promotion du débat d'idées.

L'Institut français existe depuis 1922, les Alliances françaises depuis 1883. Pourriez-vous nous expliquer la différence entre ces entités ?

L'Institut français est une institution du gouvernement français qui vise à promouvoir la culture française à l'étranger, et la coopération culturelle entre la France et les pays étrangers. Il existe une centaine d'Instituts français à l'étranger et un à Paris qui les accompagne dans leurs actions. L'Institut français travaille par ailleurs en étroite collaboration avec les Alliances françaises qui poursuivent les mêmes objectifs et contribuent à la politique culturelle extérieure française. Mais contrairement aux Instituts français, les Alliances sont des associations de droit local. Sur les 800 présentes à travers le monde, environ la moitié est subventionnée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

L'année 2022 a été marquée par la présidence française de l'Union européenne pendant les six premiers mois de l'année. Comment l'Institut français y a-t-il contribué ?

L'année 2022 est la première année pleine de reprise post-Covid. Celle-ci nous a permis de mettre en place un certain nombre de projets artistiques et de débats d'idées dans nos différents « postes » (Instituts français, Alliances françaises, ambassades). Nous avons, entre autres, développé des formats « décryptages » dans le cadre de l'initiative « Café Europa ». L'objectif est de faire dialoguer journalistes et citoyens autour de thématiques telles que la liberté de la presse ou l'avenir des médias afin de faire face à la montée en puissance des techniques de désinformation.

Ces événements ont eu une résonance particulièrement forte alors que la guerre en Ukraine venait d'éclater, notamment en Pologne, en Roumanie, etc. Malgré un contexte difficile,

la quasi-totalité des Instituts français de ces pays a souhaité aller au bout de l'initiative, estimant qu'elle était plus essentielle que jamais.

Lutter contre la désinformation fait partie des missions qui vous sont confiées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ?

Notre rôle de promotion de la culture française doit s'entendre au sens large, au-delà de l'artistique, et le débat d'idées prend en effet de plus en plus de place chez nous. Depuis les Printemps arabes en 2011, nous avons compris qu'une situation peut exploser lorsque les citoyens n'ont aucun espace où s'exprimer. Nous souhaitons offrir cet espace de libre circulation des idées et des savoirs. Cela ne passe pas que par les débats :

« NOTRE RÔLE DE PROMOTION DE LA CULTURE FRANÇAISE DOIT S'ENTENDRE AU SENS LARGE, AU-DELÀ DE L'ARTISTIQUE. »

EVA NGUYEN BINH

nous proposons aussi par exemple des programmes permettant de soutenir des entrepreneurs dont l'activité a un impact social. Aujourd'hui, la grande force de l'Institut français réside dans les liens qu'il a su nouer avec les sociétés civiles et le réseau de partenaires qu'il a pu se créer partout dans le monde. Tous ces partenaires ne partagent pas nos idées, mais c'est là tout l'intérêt du débat.

Le sentiment anti-français gagne du terrain en Afrique et l'Institut français en a fait les frais en 2022...

La France a en effet été visée à travers les dégâts causés dans les Instituts français

de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Tous ces événements ont accéléré la prise de conscience généralisée qu'il faut refonder urgemment nos relations avec ces pays. Le président de la République avait déjà prononcé un discours en ce sens en 2017 à Ouagadougou et, depuis, plusieurs actions culturelles et diplomatiques ont été menées : la saison Africa 2020 – qui s'est finalement tenue en 2021 pour cause de Covid –, ou le nouveau sommet Afrique-France en octobre de la même année. Nous devons poursuivre sur cette voie en 2023 : les Africains veulent des partenariats d'égal à égal et davantage de considération. Pour mettre cela en œuvre sur le terrain de manière systématique, nous avons par exemple réuni mi-mars tous nos conseillers culturels, des directeurs d'Instituts et d'Alliances du continent africain pour travailler sur le sujet pendant deux jours. Tous sont conscients qu'il faut innover pour créer les bases d'une nouvelle relation.

Sur le terrain justement, quelles initiatives ont été mises en place pour renforcer les liens avec la population du continent africain ?

Nous avons lancé en 2022 des forums régionaux de dialogue : les forums « Notre futur – dialogues Afrique-Europe ». Deux ont eu lieu en 2022 : le premier à Johannesburg (Afrique du Sud) en octobre et le second à Yaoundé (Cameroun) en décembre. Ces forums sont destinés à la société civile et plus particulièrement à la jeunesse. Y participent des intervenants du pays hôte, des autres États de la région, et de France. L'objectif est de mieux se connaître, de réfléchir ensemble aux défis communs et d'apporter des solutions concrètes. Ils sont à chaque fois organisés avec des partenaires locaux (universités, associations, etc.). L'Algérie, Maurice et la Côte d'Ivoire accueillent les trois éditions de 2023.



▲ Eva Nguyen Binh.

De quelles autres nouveautés pouvez-vous nous parler pour 2023 ?

Le soutien aux entreprises du secteur créatif et culturel constitue pour nous un nouvel enjeu avec le lancement du programme ICC Immersion début 2023 (*après une phase de candidatures en 2022, ndlr*). Ce programme, qui bénéficie de financements « France 2030 », est destiné aux entreprises françaises du secteur culturel qui souhaitent s'internationaliser ou qui ont commencé à le faire, mais tâtonnent encore un peu. Pour l'heure, le projet est déployé dans quatre pays pilotes : la Corée du Sud, le Royaume-Uni, le Canada et Israël. Ces quatre pays ont été identifiés avec Business France avec qui nous travaillons pour ce projet, ce qui est une nouveauté pour nous. Les professionnels des

secteurs ciblés et les ambassades nous ont également accompagné. Toujours en lien avec Business France, nous sélectionnons également les entreprises qui participent au programme, avec l'accompagnement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et celui de la Culture.

En quoi consiste ce programme ?

Il se déroule en trois phases. D'abord, les entreprises sélectionnées bénéficient d'une formation à distance sur le marché où elles souhaitent s'implanter avec notamment des modules juridiques, ensuite un déplacement dans le pays avec un programme établi spécifiquement pour les entreprises, et enfin – si les entreprises le souhaitent – un accompagnement individualisé à

leur retour. Un déplacement en Corée du Sud a d'ores et déjà eu lieu : une cohorte de quinze entreprises issues de domaines variés (jeux vidéo, design, solutions numériques pour des musées, etc.) a pu rencontrer sur place de nombreux partenaires, découvrir l'écosystème local, obtenir des clés pour rentrer sur le marché coréen. Il s'agissait d'un événement *ad hoc*, mais il est aussi possible d'inscrire ce déplacement dans le cadre d'un événement existant. Une autre cohorte doit effectuer un voyage similaire au Royaume-Uni en mai, et nous allons par ailleurs annoncer au printemps les pays qui seront inclus dans le programme à l'issue de cette première année pilote. ♦

www.institutfrancais.com/fr

LES EFE

Un atout majeur pour la France

Paradoxalement c'est au moment de la crise sanitaire qu'on en a le plus entendu parler, quand une partie d'entre elles ont disparu, aucun soutien financier n'étant juridiquement possible de la part de l'État français. Les EFE – entreprises des Français de l'étranger – sont pourtant un outil essentiel du « soft power » à la française.

Quel point commun peut-il exister entre un boulanger seul dans son fournil de Buenos Aires, en Argentine, le patron d'un club de plongée en Égypte ou une société d'architectes et de construction de 1 000 employés dans la banlieue de Saïgon (Hô-Chi-Minh-Ville) au Vietnam ? A priori aucun. Mais à y regarder de plus près, tous les trois appartiennent à la communauté, aujourd'hui toujours très informelle, des EFE. On en compte environ 130 000 à travers le monde, soit une part non négligeable des 3,5 millions d'expatriés français, au cœur d'un écosystème (employés, sous-traitants, famille...) représentant près de 500 000 personnes. « *Le portrait-robot de l'EFE, détaille Alain Taïeb, président d'EFE International, c'est un(e) entrepreneur(se) qui mobilise son savoir français pour créer un pont entre la France et le pays où il a installé son entreprise. Celle-ci va commercer avec la France, utiliser des savoir-faire français, acheter des produits et des prestations de services français, des logiciels français et employer des cadres français. Il ou elle va ainsi contribuer au rayonnement économique de la France sans pour autant être recensé car il ou elle n'est pas contribuable français. Il ou elle reste donc sous les radars statistiques de l'influence économique française dans le monde.* »

Visibilité et légitimité

C'est pour donner de la visibilité et de la légitimité aux entrepreneurs français basés à l'étranger qu'Alain Taïeb a fait créer par les CCI et les CCE l'entité « EFE International », avec comme



▲ Alain Taïeb.

QUELQUE 130 000 EFE SONT PRÉSENTES À TRAVERS LE MONDE.

objectif de devenir un pont avec les pouvoirs publics français, en particulier auprès du ministère du Commerce extérieur de la France.

« À la différence des entreprises immatriculées sur le territoire français, les EFE n'ont pas pu bénéficier du "quoi qu'il en coûte" pendant la crise Covid car ce ne sont pas des contribuables français », rappelle-t-il. Néanmoins elles impactent positivement la balance du commerce extérieur de la France et constituent un vaste écosystème sur lequel s'ap-

À NE PAS MANQUER !

La table ronde virtuelle du JFAE sur les EFE, en présence d'Alain Taïeb, conseiller du commerce extérieur, président d'EFE International, président du groupe AGS Mobilitas, Arnaud Vaissière, président de CCI France International, cofondateur et président du groupe International SOS, Jean-Luc Ruelle, président de la commission développement durable et du commerce extérieur à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE).

• À retrouver sur : www.francaisaetranger.fr
Mots clés : Table ronde EFE.
Plus d'infos également sur : www.cci-france-international.org/services/le-vie/efe-international.html

puient les investisseurs basés en France. La première victoire – grâce à cette entité juridique créée avec la bienveillante collaboration de Business France, de CCI France International, des conseillers du commerce extérieur de la France (CCE) – est de permettre aux EFE de recruter à leur tour des jeunes diplômés en V.I.E (volontariat international), ce qui leur était interdit jusqu'à présent. « Chaque organisme a pris une action, une part, du capital de la société, se réjouit Alain Taïeb, suivies par plusieurs EFE qui pouvaient arguer désormais avoir un lien avec la France ! Nous en sommes à près d'une trentaine aujourd'hui. C'est un vrai succès ! » À terme, les CCE et les CCI souhaitent que ces entrepreneurs de l'étranger soient reconnus avec la plus grande bienveillance par toute la communauté d'affaires internationale comme faisant partie intégrante du succès du commerce extérieur de la France. ♦

PROCHAIN RENDEZ-VOUS DE L'ENTREPRENEURIAT

Les trophées CCI France International

Chaque année, CCI France International (CCI FI) décerne des trophées à des entreprises françaises qui ont réussi à l'international. Pour cette nouvelle édition, l'événement aura lieu le 26 juin 2023.



▲ Les vainqueurs et leurs soutiens lors de l'édition 2022.

C'est un moment incontournable pour un grand nombre d'entreprises françaises présentes à l'international. Cette année encore, CCI France International récompensera plusieurs d'entre elles lors d'une cérémonie de remises de trophées à laquelle devraient assister près de 500 participants. L'objectif ? « Valoriser les réussites et les performances des entreprises françaises à l'international. » L'événement aura lieu le 26 juin 2023 au pavillon d'Armenonville, un espace de réception situé dans le 16^e arrondissement de Paris. L'édition 2022 s'était déroulée au même endroit. Une centaine d'entreprises y sera représentée, issues de 70 pays différents.

Voici les sept catégories de trophées qui seront remis lors de cette soirée :

- **Start-up :** Ce trophée récompense une entreprise récemment créée par au moins un Français, se distinguant par sa créativité, son originalité, son dynamisme, ses perspectives de croissance, ou bien sa capacité à lever des fonds.
- **Entrepreneur français à l'étranger (EFE) :** Ce prix distingue une entreprise initiée à l'étranger par au moins un Français, sans lien organique avec

une entreprise en France, ayant connu une trajectoire exemplaire ou offrant de belles perspectives de croissance.

- **Responsabilité sociétale des entreprises :** Ce trophée distingue les entreprises qui ont démontré leur engagement dans un processus visant à intégrer dans leurs opérations commerciales et leur stratégie de base les préoccupations sociales, environnementales, éthiques ou relatives aux droits de l'homme.

- **Performance à l'export :** Ce prix récompense l'entreprise qui s'est distinguée par l'efficacité de sa stratégie de développement à l'export, avec des résultats probants et une progression notable de son chiffre d'affaires export.

- **Implantation étrangère en France :** Ce trophée distingue les entreprises ayant investi en France dans les trois ou quatre dernières années, avec des apports notables en matière de création d'emplois, d'innovation, d'impact économique sur le territoire d'implantation, d'investissement réalisé.

- **Trophée spécial du jury :** Il s'agit du « trophée coup de cœur du jury ». Il n'y a aucun critère de secteurs ou de taille d'entreprise : le lauréat peut être une

start-up, un entrepreneur, une filiale, une joint-venture, etc.

- **Initiative RSE-ESG :** Ce trophée est remis à une CCI française à l'international (CCI FI). Les CCI FI mènent de très nombreuses actions dans les domaines RSE – ESG. Ce trophée récompense les actions innovantes et remarquables dans ces domaines.

Le lendemain de cette remise de trophées, CCI France International tiendra son assemblée générale annuelle. Elle réunit chaque année des représentants de 70 pays ainsi que tous les partenaires du réseau. ♦

REPRÉSENTER, ANIMER, COORDONNER, PROMOUVOIR

CCI France International regroupe et anime 123 Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'international (CCI FI) dans 94 pays : un réseau mondial unique de relations et de contacts d'affaires de plus de 33 000 entreprises. Les CCI FI accompagnent les entreprises à chaque étape de leur développement à l'international : information, prospection, implantation, développement commercial... www.cci-france-international.org

RELATIONS BILATÉRALES

L'innovation au cœur de la coopération entre la France et le Québec en 2023

Travailler à une collaboration économique au service d'une relance durable : tel est le mantra de l'Année de l'innovation franco-québécoise.



Depuis début 2023, l'Année de l'innovation franco-québécoise (AIFQ) constitue un fil rouge majeur dans le lien entre la France et de la Belle Province. L'événement a été lancé en novembre dernier à Paris en présence d'Olivier Becht, ministre délégué en charge du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, et de Martine Biron, ministre québécoise des Relations internationales et de la Francophonie. « L'AIFQ vise à participer à une relance économique durable autour des valeurs partagées, en créant de nouvelles synergies entre universitaires, chercheurs, entreprises et entrepreneurs », commente pour sa part Guillaume Courty, attaché de coopération au consulat général de France à Québec.

Trois thématiques transversales

L'objectif global est renforcer les investissements croisés et les partenariats publics-privés dans les secteurs économiques innovants et créateurs d'emploi sur les deux territoires. Sept secteurs innovants ont été définis comme cen-

traux : aérospatiale, agrochimie et agriculture, énergies et transport, industries culturelles et créatives, intelligence artificielle, cybersécurité, quantique. La priorité est donnée à trois thématiques transversales : transition écologique et environnement, économie numérique, économie sociale et solidaire et innovation sociale. « Une attention particulière est aussi portée aux missions ou projets de femmes chercheurs ou entrepreneures », ajoute Guillaume Courty. Du côté québécois on précise également soutenir « la mobilité des jeunes, des chercheurs et des entrepreneurs, le Québec étant la première destination des étudiants français en mobilité internationale ».

Un agenda ouvert pour valoriser les événements

Pour mettre en musique ce programme, la diplomatie française à Montréal a créé un poste dédié à l'AIFQ, occupé par Mathilde Pons-Teixeira. Une de ses missions est de labelliser des « événements structurants » pour l'innovation franco-québécoise comme des festivals, des forums, des colloques, des salons, des

POUR FAIRE LABELLISER UN ÉVÉNEMENT, CONTACTER :

Mathilde Pons-Teixeira, chargée de mission AIFQ au sein du consulat général de France à Québec (mathilde.pons-teixeira@diplomatie.gouv.fr) et/ou François St-Laurent-Ross, conseiller en affaires internationales au sein du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (francois.st-laurent-ross@mri.gouv.qc.ca).

conférences... Elle en fait la promotion sur un agenda public. Différents critères peuvent conduire à cette reconnaissance : « Ce peut être par exemple pour montrer l'attractivité de certaines régions françaises, comme le webinaire sur la thématique de la Vallée de l'électricité Béthune-Bruay afin de présenter les opportunités d'affaires dans les Hauts-de-France, en amont de la participation de la Communauté d'agglomération au salon Impulsion, sommet international des transports électriques et intelligents, qui s'est tenu à Montréal du 13 au 15 mars derniers. »

En plus d'un accroissement de la visibilité, la labellisation AIFQ peut mener à un accompagnement à la mobilité transatlantique ou au versement de fonds, comme l'enveloppe de 100 000 euros remise à Bleu Blanc Tech, la communauté French Tech de Montréal pour l'organisation du Sommet de l'innovation France-Québec le 16 mai prochain où devraient réseauter officiels, start-up et grandes entreprises pour échanger sur le métavers ou la *healthtech*. Parmi les autres grands rendez-vous à noter figurent aussi l'opération « Vous lancer au Québec », le 18 mai, un webinaire organisé par la CCI française au Canada, le Forum international de la cybersécurité (FIC) les 25 et 26 octobre prochains à Montréal, et dans cette même ville, le 21 novembre, la 3^e édition des Assises québécoises de l'économie circulaire. ♦

Journées Québec EUROPE

Décrochez un emploi
au Québec dans un
secteur d'avenir.

Postulez jusqu'au 21 mai 2023.

Quebec.ca/JournéesQuébecEurope



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

*Une référence pour tous les leaders
d'opinion français dans le monde*

**NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR
MAGAZINE TRIMESTRIEL – CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE
NEWSLETTER QUOTIDIENNE – RÉSEAUX SOCIAUX – APPLICATION MOBILE**

SECTEUR SANITAIRE

Des opportunités dans l'emploi infirmier au Canada

Face à la pénurie de soignants, le Canada est en recherche de compétences dans ce secteur. Certains Français se lancent dans l'aventure, mais non sans mal selon les provinces, où les règles de reconnaissance des diplômes diffèrent.

Diplômée infirmière en 2014, Loudia Ghars exerçait jusqu'en 2019 à la Pitié-Salpêtrière à Paris. « J'ai commencé fin 2018 en m'informant notamment sur l'ARM (arrangement de reconnaissance mutuelle, signé en 2008 entre la France et le Québec, ndlr). » Pour immigrer, la jeune femme décide de passer par le biais du programme Jeunes Professionnels, un permis fermé qui la lie à son employeur pendant deux ans. « J'ai assisté aux entretiens organisés à Paris par le bureau de Recrutement Santé Québec. » Un rendez-vous durant lequel l'hôpital public de la ville québécoise de Gâtineau lui signe une promesse d'embauche. « Même en parlant français, on ne se comprenait pas toujours avec les patients. Il a fallu une période de réajustement », explique Loudia qui, avant de voguer

solo, a dû réaliser 75 jours en binôme avec un conseiller infirmier chargé de sa formation. En effet, ici, l'infirmier ausculte le patient pour réaliser une évaluation complète. Loudia évoque un salaire « qui a pratiquement doublé, mais avec quatre semaines de congés et une durée hebdomadaire de travail de 37,5 h, sur des roulements qui peuvent être de nuit ou de jour, provoquant de nombreuses démissions ». Une raison qui l'a notamment poussée à partir dans la capitale du Canada, à l'hôpital universitaire francophone de Montfort. « Même si je suis passée à deux semaines de vacances par an et qu'il faut davantage parler en anglais, notamment avec les médecins, les conditions sont vraiment meilleures en Ontario, je gagne dix dollars de l'heure en plus. Il était aussi plus facile, en déménageant, d'obtenir sa résidence permanente car à Ottawa on traite directement avec le gouvernement fédéral, contrairement au Québec qui fixe des seuils d'admission. » Loudia Ghars vient de reprendre une maîtrise. « Ici on peut vraiment développer sa carrière avec des débouchés multiples. Mais s'il y a beaucoup de potentiel, il faut être conscient des inconvénients et faire le deuil des nombreux avantages sociaux qui existent en France », prévient-elle.

Aide à domicile, doula ou brancardier

Après quatre ans comme infirmier-réanimateur à Crétéil, Laurent Chan arrive à Vancouver en 2019, sous un visa touristique pour rejoindre sa compagne. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le



Francilien n'a pas encore l'autorisation d'exercer son métier en Colombie-Britannique car la « la reconnaissance des titres de compétences étrangers est avant tout la responsabilité des provinces et des territoires ». Avant de partir, Laurent avait pourtant envoyé les preuves de son expérience au Service national d'évaluation de soins infirmiers (SNEI). « Des erreurs ont été recensées dans mon dossier, j'ai dû recommencer et la procédure a aussi été ralentie par la pandémie. » Son mariage lui ouvre la voie de la résidence permanente et de la possibilité de travailler. « J'ai été aide à domicile dans une famille privée pendant un an. Sinon, dans la santé, les seuls autres choix possibles sans avoir besoin d'une certification étaient doula (fonction non médicale qui assiste le travail des sages-femmes, ndlr) ou brancardier. » Après un examen pour évaluer ses compétences, passé en août 2021, il est sommé huit mois plus tard de prendre des cours en ligne pour s'initier au système de santé canadien, soutenu à hauteur de 2 000 \$. Laurent Chan a depuis fait ses comptes : à la fin du processus, il aura dépensé près de 13 000 \$. Un investissement financier qu'il espère compenser avec un salaire deux fois plus important qu'en France, à près de 37 \$ de l'heure. ♦



« ICI ON PEUT VRAIMENT DÉVELOPPER SA CARRIÈRE AVEC DES DÉBOUCHÉS MULTIPLES. »
LOUDIA GHARS

Envolez-vous au Québec pour vos études supérieures au **cégep**

48 établissements
d'enseignement supérieur

Plus de
120 filières
d'études



cegepsquebec.ca

Texte : Anaïs Digonnet

JORIS DESCAUX-DESMARES

« En Alberta, le taux d'imposition sur les sociétés est un des plus bas du pays »

Normand installé en Alberta depuis dix ans, Joris Descaux-Desmares est aujourd'hui le directeur du Conseil de développement économique de l'Alberta (CDEA) qui aide les francophones à réaliser des affaires dans la province de l'Ouest du Canada.

Pouvez-vous revenir sur le rôle de ce Conseil de développement économique ?

Nous sommes une organisation provinciale, financée par le gouvernement canadien, qui soutient les francophones porteurs d'un projet d'entreprise, d'affaires ou de formation en Alberta. Nous avons un rôle de consultant et les aidons à mettre en place leur projet. Nous agissons comme des mentors grâce à notre connaissance du marché économique local et permettons une mise en contact avec des experts juridiques, en comptabilité, etc.

Qui sont les francophones qui profitent de vos services ?

Nous avons accueilli quelques francophones d'Europe qui envisageaient de s'installer sur le marché de l'Alberta mais aujourd'hui la majorité d'entre eux sont issus de l'Afrique francophone. Nous sommes en contact avec la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada, basée à Montréal, qui oriente des Français attentifs à d'autres provinces que le Québec et qui veulent réaliser des affaires dans leur langue natale. Lorsque Total était basé à Calgary pour ses activités pétrolières, nous avons été en contact avec des expatriés français sous-traitants, notamment dans le domaine de l'énergie, des ressources humaines ou de la logistique.

Quels outils proposez-vous ?

Cela va de la construction du business plan à la mise en relation avec des experts ou de potentiels partenaires d'affaires via notre réseau. Nous avons un programme de mentorat pour tous les entrepreneurs



▲ Joris Descaux-Desmares.

qui en ont besoin. Par exemple « Les Elles des affaires » est un programme spécifiquement dédié aux femmes. Nous offrons aussi un suivi aux nouveaux arrivants qui ne sont pas encore des résidents permanents. L'objectif est de leur expliquer les étapes à franchir pour qu'ils puissent créer leur entreprise en bonne et due forme, et développer efficacement leur activité.

Le français est-il une langue propice aux affaires en Alberta ?

C'est une langue d'appui, notamment auprès des Québécois installés en Alberta. Cependant la langue des affaires reste l'anglais, avec cette culture très « nord-américaine » influencée par la proximité avec les États-Unis. Par exemple, les échanges

BON À SAVOIR

- Entre 400 à 600 entrepreneurs francophone bénéficient chaque année d'un accompagnement du CDEA.
- En Alberta, 16 000 entreprises sont détenues ou codétenues par un francophone.
- Tous les deux ans, lors de son gala, le CDEA organise les « Lauriers de la PME » dont le but est de reconnaître les mérites des entreprises francophones. Le prochain événement devrait avoir lieu en 2024.

doivent être rapides et directs, notamment par email, en gardant en tête cette idée de croissance au service du développement de l'entreprise.

Quelles opportunités pour un entrepreneur francophone ?

Le taux d'imposition sur les sociétés est un des plus bas du pays et il n'y a aucune taxe de vente provinciale, ce qui permet aux entreprises de

garder la majorité de leurs bénéfices. On trouve une main-d'œuvre jeune, instruite, diversifiée et une forte croissance économique. L'Alberta est aussi connue pour ses ressources naturelles en pétrole et en gaz qui peuvent être intéressantes pour des entreprises souhaitant se développer dans le secteur de l'énergie ou de la technologie.

Quel serait le secteur le plus porteur en termes d'investissement ?

On voit de plus en plus de projets émerger dans le domaine du développement durable car l'Alberta est une des provinces qui bénéficie d'un des plus forts taux d'enneigement au Canada, ce qui permet un rendement énergétique très élevé. ♦

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES ÉTUDES SUPÉRIEURES AU CÉGEP

6 raisons de choisir l'expérience internationale du cégep, au Québec.



LES CÉGEPS DU QUÉBEC

1 Un concept unique, « fait au Québec »

Porte d'entrée de l'enseignement supérieur au Québec, les cégeps sont des établissements publics qui décernent des diplômes d'État. Une des caractéristiques qui rend les cégeps si uniques est l'intégration des **formations techniques supérieures qualifiantes et préuniversitaires au sein d'un même système**. Les filières d'études techniques s'échelonnent sur trois ans (six semestres) et permettent d'accéder rapidement au marché du travail, tandis que les formations préuniversitaires s'échelonnent sur deux ans (quatre semestres) et préparent à l'intégration universitaire. Nos 48 établissements offrent ainsi plus de 120 filières d'études aux étudiantes et étudiants internationaux.

2 Au cœur des cégeps : l'approche par compétences et la réussite

Axés sur la participation, la responsabilisation et l'approche par compétences, l'enseignement et l'apprentissage dans chacun de nos établissements sont conçus pour soutenir le développement des compétences et l'autonomie. De plus, la proximité du personnel enseignant et des services aux étudiants et étudiantes ainsi que le légendaire accueil québécois, reconnu pour sa chaleur, contribuent à une intégration rapide : vous vous sentirez comme chez vous.

3 Des équipements, des installations et des laboratoires à la fine pointe

Répartis aux quatre coins du Québec, nos établissements offrent

des formations dans des domaines multiples : administration, génie, comptabilité et gestion, gestion de commerces, soins infirmiers, informatique, environnement, agroalimentaire, etc. Tous les programmes disposent d'**infrastructures et d'équipements répondant aux plus hauts standards des milieux de pratique professionnelle**, comprenant aussi tous les outils multimédias du moment. Par ailleurs, nos installations sportives accueillent chaque année des dizaines de milliers de personnes apprenantes qui peuvent même prendre part à des ligues régionales.

4 Un diplôme reconnu

Les formations préuniversitaires et techniques au cégep sont sanctionnées par un **diplôme d'État délivré par le ministère de l'Enseignement supérieur du Québec** : le diplôme d'études collégiales (DEC). Pour les adultes ayant déjà cumulé de l'expérience de travail ou terminé une formation et qui souhaitent effectuer une mise à niveau ou un cours de perfectionnement à leur arrivée au Québec, les formations de courte durée (entre 6 et 18 mois) sont l'idéal. Une attestation d'études collégiales (AEC) est délivrée à la suite de ces formations de courte durée, axées sur la pratique.

5 Un remarquable taux de placement post-formation

Au Québec, plus de 80 % des personnes diplômées des cégeps décrochent un emploi dans leur domaine, directement après l'obtention de leur diplôme, et ce n'est pas un hasard ! Connectée au milieu professionnel, la formation technique est centrée sur la relation entre la théorie et la pratique.

6 Un environnement nord-américain stimulant, où l'innovation et la recherche appliquée ont une place de choix

Saviez-vous que les 48 cégeps du Québec font partie intégrante de la recherche au Québec ? Les enseignantes et enseignants conduisent des projets de recherche au sein même de l'établissement ou encore des 55 centres collégiaux de transfert technologique (CCTT). Ce dynamisme permet aux cégeps de récolter plus de 50 % des fonds canadiens destinés à la recherche collégiale et de soutenir l'innovation dans 5 000 organisations et entreprises chaque année.



Grâce à une entente entre la France et le Québec, les citoyens français n'ont pas de droits de scolarité supplémentaires à déboursier pour fréquenter le cégep.

En ce sens, ils paient les mêmes frais que la population étudiante québécoise, essentiellement administratifs. Alors, lancez-vous ! Les cégeps sont prêts à vous accueillir !

www.cegepsquebec.ca



Nouveau-Brunswick

Les francophones sont les bienvenus !

Seule province officiellement bilingue du Canada, le Nouveau-Brunswick, l'un des territoires de l'Acadie, est un lieu d'accueil privilégié pour les immigrants d'expression française issus de tous les horizons. Ils y trouvent l'occasion de prendre un nouveau départ, avec de nombreuses opportunités d'emploi ou de création d'entreprise.

Le Nouveau-Brunswick est l'une des trois provinces maritimes canadiennes qui longent l'océan Atlantique. Bordé par le Québec au nord, la Nouvelle-Ecosse à l'est, le golfe du Saint-Laurent au nord-est et l'État américain du Maine à l'ouest, il est desservi par trois aéroports, dont deux permettent des vols internationaux (Moncton et Fredericton). Dans cette province où le coût de la vie fait partie des moins élevés au Canada, les trois centres urbains les plus importants (plus de 50 000 habitants) sont Moncton (plus de 85 000 hab. en 2017), ville la plus peuplée, Fredericton, la capitale provinciale, et St-Jean (ou St-John). Le Nouveau-Brunswick est un harmonieux mélange de modernité et de ruralité. Son climat de type continental est adouci par la proximité de l'océan et peut donner lieu à des températures plus élevées que dans la majeure partie du pays.

ÉTUDIER

Quatre universités publiques sont particulièrement renommées pour la qualité de leur enseignement. L'université de Moncton est la plus grande université canadienne française (hors Québec). Elle propose de multiples programmes: administration des affaires, droit, sciences humaines, sciences de la vie, mathématiques, génie civil, informatique, matières artistiques... Plus d'un cinquième de sa population étudiante provient de l'extérieur du Canada. L'université du Nouveau-Brunswick, située à Fredericton mais qui possède aussi un campus à St-Jean, est la plus ancienne de la province. On y étudie la chimie, le droit, les sciences de la santé, la biologie marine et les ressources naturelles. Saint Thomas University, également à Fredericton, offre principalement un enseignement

axé sur les arts, l'éducation et le travail social. La Mount Allison University, située à Sackville, offre des programmes de baccalauréat en sciences, en gestion des affaires, en beaux-arts et en musique. Par ailleurs, le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) fait partie des établissements de formation post-secondaires. Par le biais de ses cinq campus situés à Bathurst, Campbellton, Dieppe, Edmundston et dans la péninsule acadienne, il offre plus de 80 programmes de formation technique et professionnelle en français, au sein de plusieurs centres de formation, ainsi que par correspondance ou bien en ligne. Étudier au Nouveau-Brunswick peut aussi servir de passerelle pour l'obtention de la résidence permanente au Canada en postulant au Programme des candidats du

Nouveau-Brunswick (*). L'obtention d'un diplôme universitaire permet d'accéder au marché du travail et d'obtenir un permis de travail post-diplôme (PTPD) valable d'un à trois ans. Les candidats doivent avoir douze mois d'expérience de travail qualifié, payé à temps plein dans la province.

TRAVAILLER

L'économie de la province a longtemps reposé essentiellement sur l'exploitation de ses ressources naturelles, à l'image de ses vastes étendues de forêts et la présence de l'océan, avec la pêche et la transformation des produits de la mer. On constate aujourd'hui une pénurie de main-d'œuvre pour cause de nombreux départs à la retraite, en cours ou imminents, mais aussi en raison de la pandémie qui a impacté de nombreux secteurs professionnels. Parmi les métiers les plus recherchés, ceux en lien avec les soins médicaux : infirmiers autorisés, infirmiers psychiatriques, aides-soignants, etc. On observe le même phénomène dans le secteur du travail social et de l'éducation. La province manque cruellement d'éducatrices et d'aide-éducatrices à la petite enfance, d'enseignants (de la maternelle au secondaire) au sein du système scolaire francophone. Les professionnels qualifiés dans des secteurs en croissance, comme celui de l'informatique, sont aussi grandement désirés : formateur ou consultant en cybersécurité, directeur des systèmes informatiques, analyste et consultant en système d'information, programmeur et développeur de médias interactifs, technicien de réseau informatique, technicien de soutien aux utilisateurs. Plus généralement, la province manque d'ingénieurs en construction navale, de comptables, d'électriciens, de menuisiers-charpentiers ou de conducteurs de camions de transport. À noter que le salaire moyen de la province est de 23,49 \$ (la moyenne canadienne étant de 27,75 \$). Exercer une profession en forte demande permet de postuler au volet **Entrée express** du Programme des candidats du Nouveau-Brunswick (PCNB), relié au système d'Entrée Express fédéral, en tant que travailleur qualifié ou travailleur de métiers spécialisés.

Le Programme d'immigration au Canada Atlantique (Pica) s'adresse aux travailleurs étrangers qualifiés et aux diplômés étrangers d'un établissement post-secondaire reconnu du Canada Atlantique. Il permet aux employeurs du Nouveau-Brunswick de recruter des candidats étrangers pour des postes non pourvus par la main-d'œuvre locale.

Le projet pilote sur les travailleurs critiques du Nouveau-Brunswick a été lancé en novembre 2022 afin de combler urgemment le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs et dans différentes régions de la province. Six employeurs ont été sélectionnés en fonction de leur expérience, de leur utilisation continue des programmes d'immigration économique et de leur capacité à fournir un accueil et un soutien aux nouveaux arrivants. Il s'agit de : *Cooke Aquaculture, J.D. Irving Ltd, Groupe Savoie, Groupe Westco, Imperial Manufacturing Group, McCain Foods Ltd*. C'est donc un projet dirigé par l'employeur qui servira d'intermédiaire entre le postulant et la province.

ENTREPRENDRE ET INVESTIR

Les créations d'entreprise sont fortement encouragées au Nouveau-Brunswick et les entrepreneurs étrangers sont soutenus dans leur démarche. En partenariat avec les chambres de commerce et les organismes de développement économique régionaux, le gouvernement du Nouveau-Brunswick finance des programmes de mentorat d'affaires pour immigrants à Fredericton, Moncton, Saint-Jean, Bathurst et Edmundston.

• **Opportunités Nouveau-Brunswick** est un organisme de développement qui conseille et procure toutes les informations nécessaires pour appréhender le marché économique et créer son entreprise.
Contact: <https://onbcanada.ca/fr/daccueil/>
• **Le site PerLE** est un point d'accès unique en ligne qui simplifie la recherche d'informations sur les licences et les permis d'affaires à tous les niveaux de gouvernement: fédéral, provincial et municipal. Il permet ainsi de mieux cibler les démarches administratives.
• *Contact: www2.snb.ca/content/snb/fr/sites/perle.html*



REPÈRES

Superficie : 72 908 km²
Population totale : 775 610 habitants
Capitale provinciale : Fredericton
Population francophone* : 235 702 (30,38% du total)
** Source : Statistique Canada. Dernier recensement 2011.*

• **The Hive/La Ruche** est un incubateur d'entreprises financé par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et l'agence de promotion économique du Canada Atlantique. Il fournit de multiples services aux entrepreneurs immigrants : soutien administratif, entraide, espace de travail, formation, réseautage, etc. Il existe quatre structures provinciales : à Fredericton, Moncton, Bathurst et Edmonton.
• *Contact: <https://fr.3plus.ca/services/entrepreneurship/programs-available/the-hive-la-ruche/>*
Le Nouveau-Brunswick est un lieu propice aux affaires qui peut séduire différents profils d'investisseurs par sa position géographique, permettant l'accès à un vaste marché, son bilinguisme officiel, ses faibles coûts d'exploitation, ses impôts peu élevés, son soutien aux entreprises et plus particulièrement l'accent mis depuis plusieurs années sur les secteurs innovants. Un volet d'immigration est consacré aux entrepreneurs. Il concerne les candidats âgés de 21 à 59 ans possédant un diplôme équivalent à un diplôme d'études secondaires canadien, propriétaire d'une entreprise (au moins à 51%), ou cadre supérieur pendant trois des cinq dernières années et ayant pour intention de vivre et de gérer une entreprise dans la province.

(*) *Programme des candidats du Nouveau-Brunswick: www.bienvenueenb.ca/content/wel-bien/fr/Immigrer/content/CommentImmigrer.html*



LA RÉGION DE LA CAPITALE

Un joyaux caché au cœur du Nouveau-Brunswick

Bienvenue dans la Région de la Capitale au cœur de la belle province du Nouveau-Brunswick, dans l'est du Canada. La capitale provinciale, Fredericton, bénéficie d'un riche patrimoine culturel, d'une économie prospère et d'un vigoureux esprit communautaire. La Région de la Capitale vous offre tout ce qui est nécessaire pour vous y installer. La Région de la Capitale est située autour de la ville de Fredericton. Elle abrite une mosaïque de collectivités locales dynamiques comme Oromocto, New Maryland, Hanwell, Nackawic-Millville, Central York, Sunbury-York, Harvey, Arcadia, Grand Lake, Nashwaak, Tracy et Fredericton Junction. Chacune de ces collectivités a développé son tissu économique et son offre d'activités, ajoutant à la diversité de la région. De ce fait, celle-ci est une destination prisée par les talents et les entreprises. Les loisirs ne manquent pas dans ces splendides paysages : des randonnées à pied aux balades à vélo dans les parcs et les réserves naturelles en passant par la pratique du kayak et de la pêche le long des lacs et des rivières sauvages. En outre, derrière la beauté de la nature se cache un véritable esprit communautaire, animé par des gens chaleureux, accueillants et toujours prêts à donner un coup de main. Fredericton fait partie des dix meilleures petites villes du Canada d'après bestcities.org et se classe au deuxième rang des villes où il fait bon vivre et travailler selon l'hebdomadaire canadien Maclean's. Ces distinctions, parmi d'autres, s'expliquent par un urbanisme bien pensé, un riche

patrimoine architectural, une scène artistique et culturelle vivante, un coût de la vie attractif et des relations humaines chaleureuses. Le coût de la vie à Fredericton est nettement inférieur à celui d'autres villes canadiennes, comme Toronto ou Vancouver, sans que la qualité de la vie n'en souffre. La région offre une multitude d'équipements et de services : établissements scolaires, services de santé, activités culturelles. Les habitants jouissent d'un cadre de vie confortable et agréable pour un coût raisonnable.

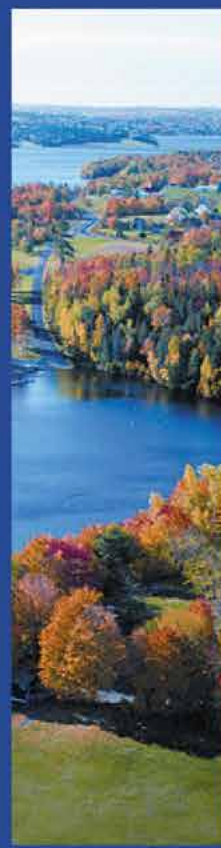
Vous envisagez d'immigrer au Canada ? Choisissez la Région de la Capitale au Nouveau-Brunswick.

Grâce aux efforts entrepris depuis des décennies pour développer les infrastructures numériques et l'économie du savoir, Fredericton est aujourd'hui reconnue comme la « capitale canadienne des startups », une aire d'innovation et l'une des 7 collectivités les plus intelligentes du monde (classement ICF). Avec une hausse spectaculaire de 155 % des offres d'emploi au cours des cinq dernières années et un taux de chômage largement inférieur à la moyenne nationale, Fredericton offre d'innombrables possibilités professionnelles aux nouveaux talents et immigrants qui choisissent de s'y installer. La région se distingue par l'excellence de certains de ces secteurs d'activité, notamment un pôle IT, comptant le plus grand nombre d'entreprises du Canada atlantique, un pôle d'ingénierie,

comprenant plus de 40 employeurs, et un puissant pôle de recherche et de développement. L'économie traditionnelle offre également des opportunités intéressantes, notamment dans les métiers de la santé, de l'hôtellerie-restauration, de la finance et de la gestion, de l'artisanat, du commerce et des services publics. Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour venir à Fredericton. Ignite, l'agence régionale de développement économique, fait office de guichet unique pour répondre à tous vos besoins et vous accompagner dès votre arrivée dans la Région de la Capitale. Que vous ayez besoin d'être accompagné dans l'emploi, d'informations sur votre installation, sur la formation professionnelle ou les opportunités d'intégration, l'équipe d'Ignite est prête à vous aider.



Pour en savoir plus sur la Région de la Capitale, visitez le site www.myignite.ca. Inscrivez-vous pour recevoir notre newsletter et être informé des activités du réseau d'affaires et d'immigration de Fredericton ou suivez Ignite sur les réseaux sociaux.



A LA DÉCOUVERTE DE LA RÉGION CAPITALE

FREDERICTON | NEW BRUNSWICK | CANADA



EMPLOI

Le Nouveau-Brunswick cherche ses talents parmi les étudiants internationaux

Avec la volonté de soutenir la croissance des entreprises de son territoire, la province maritime souhaite enrichir son bassin d'emploi en orientant au mieux les futurs professionnels, venus de l'étranger pour se former sur son sol, sur les opportunités locales de travail.



ront réussi leurs études et le programme *Étudier et Réussir* n'est pas conditionné à la réussite d'un diplôme. » La démarche tend à soutenir les inscrits internationaux des établissements post-secondaires dans leurs efforts pour rester au Nouveau-Brunswick après leurs études. Le programme va mettre à leur disposition l'accès à des ressources d'emploi essentielles, à la formation, au mentorat et au réseautage qui les aideront à se préparer aux possibilités de carrière sur place.

Tous les étudiants internationaux concernés

Les étudiants de tous les campus universitaires publics, des collèges liés au programme des collèges privés de formation professionnelle, ainsi que de l'université Crandall, basée à Moncton, pourront participer. Tous les domaines d'études sont éligibles et les étudiants recevront des informations sur la recherche d'emploi de la part de Travail NB, l'organisme provincial en charge d'aider les demandeurs d'emploi à trouver un contrat. Opportunités Nouveau-Brunswick, principal organisme de développement économique de la province, veut travailler avec les entreprises et investisseurs pour identifier les besoins locaux et mettre en relation les nouveaux arrivants avec les employeurs, mais aussi soutenir les communautés dans l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux. Initiative portée sur trois ans, *Étudier et réussir au Nouveau-Brunswick* est financée par l'ONB et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Apeca) par l'entremise de son programme Croissance économique régionale par l'innovation (Ceri). Au total, chaque organisme investit environ 500 000 \$.

« Étudier et Réussir au Nouveau-Brunswick » : tel est le nom du nouveau programme de la province à l'est du Canada lancé début 2023. Objectif ? « Offrir aux étudiants étrangers un accès aux ressources d'emploi essentielles, aux relations professionnelles nécessaires, mais aussi à de la formation pour qu'ils puissent réussir leur carrière et mener une vie épanouissante dans la province », explique Michel Leblanc, spécialiste en marketing et communications pour Opportunités Nouveau-Brunswick (ONB). Concrètement, le dispositif vise à augmenter la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée en retenant un plus grand nombre d'étudiants étrangers après l'obtention de leur diplôme.

Comblant les pénuries de main-d'œuvre

Ce programme s'inspire du pilote « Étudier pour m'y établir », en vigueur de 2018 à 2021 dans les provinces de l'Atlantique, notamment pour faire face au défi

démographique. Selon ONB, les pénuries de main-d'œuvre concernent ici les entreprises de toutes tailles. Elles correspondent en grande partie aux tendances nationales avec d'importants postes vacants dans les secteurs de la construction, des soins de santé et de l'aide sociale, de l'hébergement et de la restauration. Le Nouveau-Brunswick propose aussi des postes dans les secteurs de la fabrication, du transport, de l'entrepôt et des technologies de l'information et de la communication. « On estime qu'il y aura huit cohortes de 100 étudiants internationaux à divers stades de leur éducation sur trois ans, soit 400 francophones et 4000 anglophones, qui auront bénéficié du programme *Étudier et Réussir au Nouveau-Brunswick* », ajoute le représentant de l'ONB. « Les candidats au programme doivent faire preuve de leadership et d'initiative et s'engager à vivre et à travailler au Nouveau-Brunswick après l'obtention de leur diplôme. Il n'y a pas un système de visa particulier pour les étudiants qui au-

• Pour en savoir plus :
etudiantsinternationaux@GNB.CA

RÉSEAU en
IMMIGRATION
FRANCOPHONE
du NOUVEAU-BRUNSWICK



© gvector

LE NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick est souvent méconnu par nos homologues francophones à l'international, mais laissez-nous vous le présenter.

La francophonie dans notre belle province

Situé à l'est du Canada en bordure de l'océan Atlantique, le Nouveau-Brunswick se trouve être la seule province officiellement bilingue au Canada, laissant ainsi la possibilité aux futurs immigrants de bénéficier de services en français dans des domaines tels que l'éducation, les soins de santé, les services gouvernementaux, et autres services publics, partout dans la province. Avec plus de huit cent mille habitants, 30% ont le français comme langue maternelle. La communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick est vaste et diversifiée. Elle est répartie dans l'ensemble de la province avec cependant une concentration dans le Nord-ouest, le Nord-est, la Péninsule acadienne et le Sud-est. En plus d'obtenir vos services de soins de santé ou d'établissement en français, vous trouverez aux quatre coins de la province des garderies et plus de 90 écoles francophones publiques.

Une qualité de vie exceptionnelle

Cette province regorge de trésors naturels, que vous pourrez explorer à travers ses parcs provinciaux et nationaux, ses îles, ses plages, et ses routes panoramiques. Amoureux de la nature, vous tomberez sous le charme de cette région. Joignez-vous à nos communautés chaleureuses et attachantes pour vibrer à travers ses nombreux festivals, et multiples activités proposées aussi bien l'hiver que l'été. Prenez le temps d'explorer toutes les régions de notre belle province, pour découvrir les richesses culturelles et naturelles de chacune d'elle. Que vous recherchiez les atouts d'une vie en ville ou en campagne, le Nouveau-Brunswick est un endroit idéal pour s'installer, où vous pourrez vous fixer de nouveaux objectifs, allier vie professionnelle et vie de famille et profiter des opportunités diverses qu'offre la province. De plus, le coût de l'immobilier y est également parmi les plus bas au Canada, ce qui favorise l'accès à la propriété. La capitale, Fredericton est située dans le sud de la province, elle

allie le charme d'une petite ville et le dynamisme du milieu urbain. La région du Grand Moncton, destination privilégiée des immigrants francophones est la région la plus peuplée du Nouveau-Brunswick. N'hésitez pas à visiter [la carte interactive du Nouveau-Brunswick](#) pour avoir toute l'information sur nos belles régions et surtout la panoplie de services qui sont offerts dans chacune d'elles.

Des services en français gratuits avant et après l'arrivée

Afin d'aider les immigrants francophones avant et après leur arrivée, de nombreux services sont offerts gratuitement à travers la province. Des organismes communautaires sont là pour vous aider, vous pouvez retrouver la liste des organismes membres du Réseau en immigration francophone du Nouveau-Brunswick sur : <https://rifnb.ca/les-membres-du-rifnb>. Que ce soit au niveau de l'accueil et établissement, de l'emploi et développement économique, de l'éducation et la petite enfance ou du développement communautaire, ces services d'orientation sont offerts pour assurer votre intégration sociale, économique et culturelle, n'hésitez pas à consulter **notre dépliant** pour avoir plus d'information sur les services offerts. Vous souhaitez vous installer au Nouveau-Brunswick et vous voulez en savoir plus, regardez les épisodes de notre série « **s'installer au Nouveau-Brunswick** » et découvrez les **témoignages** de personnes qui ont fait le pas et qui adorent cette belle province.

Découvrez la province également à travers les différentes webconférences, ateliers et autres informations sur notre site web : www.rifnb.ca et n'oubliez pas de nous suivre sur les réseaux sociaux!





Explore nos programmes



**COLLÈGE COMMUNAUTAIRE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

LE TÉMOIGNAGE DE MARION HUBER : de Marseille à Bathurst au Nouveau-Brunswick



Lorsque j'ai décidé de quitter le sud de la France pour m'installer au Nouveau-Brunswick et commencer une nouvelle vie, je réfléchissais à mes options. En France, j'avais choisi de faire un BTS tourisme : des études courtes et qualifiantes qui me permettaient d'aller rapidement sur le marché de l'emploi. Cette formule d'apprentissage, le CCNB (Collège communautaire du Nouveau-Brunswick) peut vous l'offrir. Plus de 80 programmes de cours répartis dans

cinq campus à travers la province, qui préparent les étudiants à entrer sur le marché du travail rapidement. Parmi les 15 professions prioritaires en forte demande de main-d'œuvre au Nouveau-Brunswick*, huit ont un programme de formation offert au CCNB.

De vrais environnements de travail

Les frais de scolarité sont abordables, les horaires réguliers et il vous sera possible de continuer vers des études universitaires pour compléter votre formation à la fin de vos études au CCNB. De plus, les ateliers de pratique simulent de vrais environnements de travail et les enseignants, qui ont d'abord été des professionnels du métier avant de devenir enseignants, préparent les étudiants à leurs stages pratiques. Souvent, ces stages donnent l'opportunité d'un emploi une fois le diplôme ou le certificat en poche. Le Nouveau-Brunswick étant la seule province officiellement bilingue du Canada, elle accueille de nombreux étudiants internationaux venant de pays francophones et francophiles qui souhaitent étudier en français et apprendre l'anglais. Le CCNB, leur offre la possibilité de perfectionner leurs compétences linguistiques

pendant leurs études grâce à des cours spécialement conçus pour eux. En tant qu'agente de liaison au recrutement étudiant pour le CCNB, ce sont ces avantages que j'aime mettre en valeur.

Accéder plus facilement à des emplois

En tant qu'ancienne « nouvelle arrivante », j'aime aussi parler du fait qu'il est possible de reprendre ses études à n'importe quel âge. Avec l'expérience, si je devais changer quelque chose dans mon parcours d'immigration, ce serait de reprendre des cours pour obtenir un diplôme canadien. Cela aurait vraiment facilité ma compréhension des attentes dans le milieu professionnel et m'aurait aussi permis d'avoir accès à des emplois plus facilement, sans compter que le CCNB offre aussi tout un parcours éducatif pour les adultes, qui peut être adapté à la réalité de la vie courante.

Pour ces raisons, mon choix se serait porté vers le CCNB.

**Source : Rapport de la Province du Nouveau-Brunswick, février 2022.*

Pour plus de détails au sujet du CCNB, veuillez visiter : ccnb.ca



Le CCNB c'est...

des services personnalisés pour vous !

- Bourse de recrutement - 1 000 \$
- Soutien avant l'arrivée
- Aide à la recherche de logement
- Accueil au point d'arrivée
- Accompagnement initial (logement, épicerie, santé)



● Démarches légales

- Numéro assurance sociale
- Banque
- Immigration
- Assurance-maladie obligatoire
- Ateliers sur l'emploi au Canada
- Programme de jumelage

● Conseiller réglementé en immigration

- Séances d'information
- Soutien pour les démarches d'immigration en lien avec les études
- Soutien pour les demandes de permis de travail post-diplôme
- Soutien pour les demandes de résidence permanente

C'est aussi...

Plus de 2500 étudiants dans 5 campus.



84 programmes de formation menant au marché de l'emploi canadien.

Tableau comparatif des systèmes éducatifs



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
École							Secondaire					Université				
												CCNB				



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
École						Collège				Lycée			Université			



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
École						Secondaire					Cégep			Université		

ÉDUCATION

Le premier lycée français va bientôt ouvrir à Saint-Jean

Bien que le français soit la seconde langue officielle de la province, le Nouveau-Brunswick ne compte aucun établissement français sur son sol. Pour y remédier, un lycée labellisé AEFÉ doit ouvrir en 2024.



▲ Sylvain Olivier, le futur directeur du lycée.

« L'accueil de tous en langue française, et des mobilités internationales dans les deux sens. » Voilà l'ambition du Lycée international français des provinces atlantiques (Lifpa), selon son futur directeur Sylvain Olivier. L'ouverture de cet établissement a été annoncée le 16 janvier 2023. Chapeauté par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), il doit être inauguré à l'horizon 2024 à Saint-Jean (ou Saint-John), la deuxième plus grande ville de la province après la capitale Moncton. C'est une première pour le Nouveau-Brunswick qui ne compte pour l'heure aucun établissement français alors que sa population est en partie francophone et que le français est la seconde langue officielle. Avec ce nouveau lycée, le Canada comptera au total neuf établissements français.

Des publics cibles

Au Nouveau-Brunswick, la seule option d'enseignement francophone est pour l'instant proposée par l'école publique. Un réseau d'établissements en langue

**« NOTRE FORCE SERA
DE FAIRE VENIR DES
LYCÉENS PERFORMANTS
DE FRANCE. »
SYLVAIN OLIVIER**

française est en effet piloté par la province : il s'agit du Conseil scolaire académien provincial (CSAP). Selon Sylvain Olivier, le Lifpa « ne vient pas en concurrence, mais en complémentarité ». Il accueillera des élèves de 3 à 17 ans, soit de la maternelle à la terminale. Des enfants franco-canadiens devraient notamment rejoindre ses bancs, mais pas seulement. « Nous avons quatre publics cibles : un public local, des expatriés français, des expatriés étrangers et un public temporaire (qui ne resterait qu'entre trois et six mois) venant de France et d'Europe », détaille le futur directeur. Selon la réglementation en vigueur au Nouveau-Brunswick, il est nécessaire d'avoir un parent proche

ou éloigné qui soit francophone pour être scolarisé dans un établissement en langue française. Toutefois, le Lifpa espère pouvoir ouvrir au plus grand nombre dans le but de promouvoir aussi la francophonie auprès des communautés anglophones.

Développer la francophonie dans une ville 98% anglophone

Il s'agit là d'un grand défi : malgré le fait que le Nouveau-Brunswick soit une province bilingue, la ville de Saint-Jean ne compte que 2% de francophones. « Ce sera sans doute plus dur pour nous d'attirer des élèves au départ que si nous étions implanté à Moncton, qui compte 30% de francophones », reconnaît Sylvain Olivier. Mais selon lui, le jeu en vaut la chandelle : « Si nous y arrivons, cela fera venir des entreprises françaises qui viendront s'implanter dans la ville. Cela développerait l'économie locale et la francophonie de manière remarquable. »

Pour y parvenir, le futur directeur compte sur l'excellence du cursus mais aussi sur l'aspect international. En effet, le lycée proposera un programme d'échange dynamique : il offrira aux élèves internationaux la possibilité de s'inscrire pour des périodes de trois mois à un an, leur permettant de réaliser une partie de leur cursus au Canada et le reste de l'année dans leur pays d'origine. « Notre force sera de faire venir des lycéens performants de France », précise Sylvain Olivier. « C'est à travers les relations interpersonnelles de cohabitation permanente avec les Français que l'on donnera envie aux étudiants de rester jusqu'au bout du cursus. » Car si les établissements francophones au Canada souffrent d'un décrochage à partir de la classe de troisième, le Lifpa compte fidéliser ses étudiants afin de les conduire vers les plus grandes universités nord-américaines et françaises. ♦

Plus d'infos :
www.lifpa-donbosco.com



ANALYSE

Le Vietnam, un modèle de vitalité économique

Avec une croissance de 8% en 2022, le Vietnam affiche une santé éclatante en matière économique. Au cours de la dernière décennie, il a su s'illustrer dans un certain nombre de secteurs et gagner du terrain sur la scène internationale.

Il est aujourd'hui l'un des pays les plus dynamiques de l'Asie du Sud-Est avec une croissance de 8% en 2022, « la plus forte des 25 dernières années », d'après Bercy. Toujours selon des estimations du ministère français de l'Économie et des Finances datant de novembre 2022, le Vietnam devrait « se hisser d'ici un à deux ans au troisième rang des économies de l'Asean, passant devant la Malaisie et Singapour ». Pourtant, au début des années 80, le Vietnam affichait un visage bien différent, recroquevillé sur lui-même en matière économique. Le premier virage intervient en 1986, lorsque le Parti communiste au pouvoir décide d'abandonner le modèle planifié pour s'ouvrir à l'économie de marché dans le cadre de la réforme *Doi Moi* (« renouveau » en français, ndlr). À la suite de la chute de l'URSS en 1991, le pays entre dans une nouvelle ère, affichant d'année en année une croissance stable : ces dix dernières années, elle est en moyenne de 6,8%.

Investisseurs étrangers et main-d'œuvre bon marché

Les raisons de cette économie florissante ? D'abord, depuis l'ouverture du Vietnam à l'économie de marché, les investisseurs étrangers arrivent en

nombre. Ils viennent profiter des coûts de main-d'œuvre compétitifs, de la position géographique stratégique du pays mais aussi de ses politiques favorables aux investissements. Certains investisseurs occidentaux atterrissent par ailleurs au Vietnam après avoir quitté la Chine, jugée aujourd'hui trop risquée.

Autre raison, sa population jeune qui lui permet de disposer d'une main-d'œuvre nombreuse. En 2018, l'âge médian au Vietnam était de 30,9 ans, contre 40,6 ans en France. Enfin, le Vietnam s'illustre par l'aspect multisectoriel de son économie, très compétitive dans les technologies de l'information, le textile, l'agriculture, le tourisme ou les pièces détachées pour l'industrie automobile. Grâce à sa croissance fulgurante, la place du Vietnam sur la scène internationale a pris de l'ampleur au fil du temps : le pays est membre de l'Organisation mondiale du commerce depuis 2007 et participe activement aux négociations commerciales internationales. Il fait par ailleurs partie des signataires de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), un traité multilatéral de libre-échange (une première version signée en 2016 a été amendée en 2018) entre des nations connectées par le Pacifique. Le Canada,

l'Australie mais aussi le Chili, le Japon ou Singapour l'ont également ratifié. Le pays a enfin conclu en 2020 un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Échanges commerciaux avec la France

« En 2022, le déficit commercial de la France vis-à-vis du Vietnam se creuse pour atteindre 5,7 milliards d'euros, soit une augmentation de 35% par rapport à l'année précédente », précisait la direction générale du Trésor (Bercy) le 14 février 2023. Après une stabilisation relative de ce déficit commercial en 2021 grâce notamment à un rebond des livraisons d'Airbus, l'écart apparaît de nouveau. Le principal motif ? La forte hausse des importations de produits vietnamiens en France : +25%, soit 6,9 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement liée « à la reprise des commandes de textile, habillement, cuir et chaussures », explique Bercy. Les exportations vers le Vietnam enregistrent quant à elles une baisse de 6,3% pour atteindre 1,2 milliard de dollars, notamment en raison de la réduction des livraisons aéronautiques en 2022. Ces résultats font de la France le 23^e partenaire du Vietnam en matière commerciale selon les statistiques vietnamiennes. ♦



© Patrick Foto

RAPPROCHEMENT

La France et le Vietnam célèbrent un demi-siècle de relations diplomatiques

Le 8 décembre 2022, Gérard Larcher, le président du Sénat français, coprésidait avec Vuong Dinh Hue, le président de l'Assemblée nationale vietnamienne – unique chambre du Parlement –, le lancement des célébrations du 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et le Vietnam (1973-2023). Ces cinquante années marquent un tournant dans la relation entre les deux pays qui ont entretenu des liens complexes durant plus d'un siècle.

« Nous savons que l'héritage que la France et le Vietnam partagent est ancien, complexe et protéiforme, et dépasse largement ce demi-siècle de relations diplomatiques, mais il est toujours surprenant de découvrir l'ampleur des influences croisées dans tous les domaines, de la santé à la

gastronomie en passant par l'art et le patrimoine. » Ambassadeur de France au Vietnam depuis septembre 2019, Nicolas Warnery salue notamment, à l'occasion du 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, la poursuite des échanges en dépit de la crise du Covid-19. « La pandémie nous

a permis de démontrer la solidité de nos liens de solidarité, avec les dons de masques du Vietnam à la France en 2020 et les dons de vaccins par la France en 2021-2022. » Outre cet exemple récent, le demi-siècle écoulé a vu s'effacer progressivement les blessures du passé après un début de XX^e siècle tumultueux.

teux, permettant à la France et au Vietnam d'inscrire leur relation dans une nouvelle ère.

Une occupation de près d'un siècle

Pour comprendre le chemin parcouru, il faut remonter loin en arrière, jusqu'au 1^{er} septembre 1858, date à laquelle une flotte française prend possession de la baie de Danang, dans le centre du pays. S'ensuit la signature de traités qui placent le Vietnam sous la tutelle de la France. Le pays est alors divisé en trois régions : le Tonkin au nord, l'Annam au centre, la Cochinchine au sud. Tandis que les deux premiers sont considérés comme des protectorats et permettent donc aux gouverneurs locaux de garder une certaine autonomie, la Cochinchine est, elle, directement placée sous la gouvernance des colons français.

L'Indochine française est finalement fondée en 1887 : elle regroupe le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Cette entité géographique et la domination française au Vietnam sont mises à mal avec la Seconde Guerre mondiale qui voit le territoire occupé par les Japonais. En mars 1945, l'administration coloniale française prend fin.

La guerre puis l'éloignement

La République démocratique du Vietnam est proclamée par Hô Chi Minh, figure du Viet Minh, une organisation politique et paramilitaire vietnamienne créée en 1941 dans le but d'obtenir l'indépendance du pays. La guerre d'Indochine qui oppose les partisans du Viet Minh à l'Union française – la France et ses colonies – s'achève finalement en 1954 après la défaite française de Diên Biên Phu et la signature des accords de Genève. « 80 000 combattants sous uniforme français sont morts lors du conflit en Indochine entre 1946 et 1954 », rappelle le site officiel du gouvernement français.

À la suite de la signature de ces accords, le Vietnam est officiellement divisé en deux. Le Nord devient un

régime communiste proche de l'URSS tandis que la république créée au Sud s'oppose farouchement au communisme et vit sous l'influence américaine. Entre 1955 et 1975, les deux Vietnam vont se livrer une guerre sans merci, soutenus l'un et l'autre par leurs alliés respectifs. Qu'en est-il alors de la France ? Sa présence en Afrique étant menacée par des velléités d'indépendance – au Maghreb en particulier –, elle s'éloigne à cette époque de ses anciennes colonies d'Asie de façon durable.

Des liens politiques... et humains

De nouveaux liens commencent à se tisser à compter de 1973, année de la signature des accords de paix de Paris qui scellent le désengagement mili-

taire américain du territoire vietnamien. Le 12 avril de cette même année, la France et le Vietnam établissent les bases de leur coopération diplomatique, ininterrompue depuis. François

Mitterrand (1993), Jacques Chirac (en 1997 et 2004) puis François Hollande (2016) ont ainsi tous les trois effectué des visites présidentielles à Hanoi, tandis que les dignitaires vietnamiens se sont également déplacés à plusieurs reprises à Paris.

« Au-delà de ces coopérations bilatérales et de ces visites de haut niveau, je continue surtout d'être frappé au quotidien par l'attachement profond de nos interlocuteurs à la relation franco-vietnamienne et à notre histoire partagée, tant côté français que côté vietnamien : artistes, chercheurs, journalistes, entrepreneurs bien sûr..., mais aussi femmes et hommes qui ont simplement lors d'un voyage ou d'une rencontre découvert cette autre culture et sont devenus à leur petite échelle un pont entre nos deux pays », explique Nicolas Warnery. Pour le 50^e anniversaire des relations diplomatiques, le slogan choisi relève d'ailleurs davantage de l'humain que du politique : il s'intitule sobrement « cultures partagées ». « J'insiste sur le pluriel, nous partageons nos deux cultures », conclut l'ambassadeur. ♦

50 ANS ET DE MULTIPLES RENDEZ-VOUS

« Nous travaillons avec l'ensemble de nos services et du réseau français au Vietnam ainsi que tous nos partenaires vietnamiens, à Hanoï, à Hô Chi Minh-Ville et dans les provinces, pour mettre en œuvre un programme sur toute l'année, rythmé par des événements publics – expositions, festivités, rencontres – et des activités diplomatiques et politiques pour célébrer ces anniversaires et poursuivre l'approfondissement de notre relation et de nos coopérations », indiquait l'ambassadeur de France au Vietnam Nicolas Warnery en ce début d'année 2023.

Un premier trimestre bien rempli

Parmi les événements les plus marquants qui ont rythmé le premier trimestre, figure le forum des conseillers du commerce extérieur de la France à Hô Chi Minh-Ville les 2 et 3 mars derniers. Plus de 500 entreprises françaises de la région Asie-Pacifique y étaient représentées, et le ministre délégué au Commerce extérieur, à l'Attractivité et aux Français de l'étranger Olivier Becht s'est d'ailleurs rendu au Vietnam pour l'occasion. Autres événements, culturels cette fois, qui ont marqué le début d'année : l'opération Ciné-Têt de l'Institut français du Vietnam qui a permis de diffuser gratuitement au Vietnam seize films français sous-titrés, l'exposition « Rappelle-toi Barbara » au Musée des femmes (Hanoï) qui raconte l'histoire de quatorze femmes pendant la Seconde Guerre mondiale, ou encore l'exposition « Pont de Long Biên – Témoin de l'histoire » au Centre national des archives (Hanoï), organisée en collaboration avec l'École française d'Extrême-Orient. Anciennement appelé Paul-Doumer – le gouverneur général de l'Indochine en 1898, date de début de la construction – ce pont permet de franchir le fleuve Rouge à Hanoï.

Petit Prince et rois de la mode

Le reste de l'année sera ponctué d'autres événements culturels qui se dérouleront en différents points du Vietnam. À Hanoï, l'Institut français participe à l'organisation de « Photo Hanoï 23 », la première biennale de la photographie de la ville qui s'étend d'avril à juin. Toujours dans la capitale, une présentation du conte musical « Le Petit Prince », inspiré de l'œuvre de Saint-Exupéry, se tiendra à l'Opéra de Hanoï en juin, avec la participation de l'Orchestre national symphonique du Vietnam. Quant à Hô Chi Minh-Ville, elle accueillera en mai une saison « mode et design ». L'objectif ? Faire venir au Vietnam des grandes signatures de la mode française. À cette occasion, le concours « Vietnam fashion in Paris » verra s'affronter les jeunes talents de la mode vietnamienne. Le lauréat remportera une formation à la haute couture à Paris en 2024.

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCEINFO

DIFFUSION LE DIMANCHE À 7H24 ET 10H54

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

Malaisie : « Les métropoles sont devenues de vraies destinations touristiques »

Quitte à prendre l'avion pour partir loin en vacances, autant passer un maximum de temps à l'étranger. Les grandes villes redeviennent ainsi des lieux de visite et de séjour, plus seulement de passage, comme l'explique Julien Collot, guide français de Malaisie. Julien Collot vit depuis plus de cinq ans à Kuala Lumpur. Guide pour une agence locale, il raconte comment il a vu la capitale se métamorphoser : « On a l'image traditionnelle de Kuala Lumpur avec les tours jumelles Petronas qui sont un peu l'icône de la ville. Mais il y a aussi d'anciennes rues et des quartiers historiques qui sont aujourd'hui en train de se métamorphoser avec l'ouverture de salles d'exposition, de cafés ou de restaurants branchés. » Immanquablement, à la nuit tombée, le Français entraîne ses clients dans les ruelles de Chinatown, le quartier chinois de la vie, à la découverte des *speakeasy*, ces bars cachés au fond de dédales d'escaliers et de couloirs sans fin. « Ils ont tous leur thématique propre : des magasins de jouets, ou dans un petit centre commercial, raconte Julien Collot. Il y en a d'autres qui sont liés à la culture chinoise, à



la vie, à la mort, aux décès ou aux fantômes ! » En plus des touristes, Kuala Lumpur séduit aussi les expatriés qui viennent en nombre s'y installer. Ils plébiscitent notamment son climat agréable et sa proximité avec la nature. Tous ces avantages ont valu à la capitale de la Malaisie d'être sacrée en 2021 « meilleure ville au monde pour les travailleurs étrangers » par le réseau d'expatriés InterNations.

Son agence : www.asiantrails.travel



Autriche : « Le tourisme est condamné à se réinventer »

Des clients qui réservent de plus en plus tard et plus spontanément : les habitudes des vacanciers ont changé après la crise Covid, l'invasion de l'Ukraine et la réchauffement climatique, analyse Marie Cabiro dans le Tyrol. Originaire de la Somme, la Française est chargée de produire les programmes des circuits proposés par le tour-opérateur Visit Europe, basé près d'Innsbruck. Marie Cabiro est en particulier en charge des pays d'Europe de l'Est, qui ont moins la cote, depuis l'invasion de l'Ukraine. « Avant, on avait beaucoup de réservations sur la Pologne, etc., observe la jeune femme. Maintenant, ça a beaucoup diminué. On a aussi souvent des questions sur la Croatie ou l'Albanie. On sent de toute façon les réticences des clients à réserver hors de l'Union européenne. » Mais les gens n'ont pas pour autant renoncé à voyager, ce sont seulement les destinations qui ont changé : « Les clients vont beaucoup plus vers des endroits qui les rassurent, observe la jeune femme, comme la Corse ou le Portugal, limitrophes de la France ou à maximum 2-3 heures d'avion de Paris. » Visit Europe est passé de près de 17 000 clients en 2019, à un peu plus de 9 000 l'an dernier. Le tour-opérateur a bon espoir de retrouver dès l'an prochain sa fréquentation d'avant-Covid. Sa grande fierté est d'avoir conservé la plupart de ses effectifs, une centaine de personnes, dans la tempête. Il prévoit d'ailleurs de lancer de nouveaux circuits en Scandinavie, en Grèce et en Espagne.

Visit Europe : www.visiteurope.fr

Cambodge : « Ce musée raconte toute l'histoire du pays »

Arrivé au Cambodge il y a plus de vingt ans, le Français Blaise Kilian codirige aujourd'hui le musée de la Monnaie de Phnom Penh. A travers le prisme de son économie, ce lieu incontournable évoque les périodes tumultueuses du royaume khmer. De l'extérieur, c'est un ancien bâtiment colonial de l'époque du protectorat français dans le centre de Phnom Penh. A l'intérieur, on découvre un musée ultramoderne, avec bornes interactives et écrans tactiles. A travers des hologrammes ou des petits films d'époque qu'on lance d'un coup d'index, le musée de la Monnaie et de l'Économie du Cambodge raconte deux mille ans de l'histoire du pays. *« Vous serez peut-être étonné d'apprendre qu'au Cambodge aujourd'hui, au bar ou au restaurant, on peut payer sa consommation en utilisant le "bakong", un QR code, et non de l'argent liquide ou une carte bancaire, explique Blaise Kilian, ancien directeur d'Eurocham, la Chambre de commerce européenne du Cambodge. Ce sont des choses que les gens n'imaginent pas à propos*



© DR

d'un pays très moderne et d'une économie émergente qui a connu une croissance extrêmement forte, exponentielle, au cours des vingt dernières années. » Au musée Sosoro, comme on l'appelle ici, on peut admirer entre autres la plus ancienne pièce de monnaie cambodgienne, datant du VII^e siècle. Après sept années de

travaux initiés par la Banque nationale du Cambodge, le musée a ouvert ses portes il y a quatre ans. Blaise Kilian espère que le lieu va vite devenir une étape incontournable pour les touristes de passage à Phnom Penh.

Le musée Sosoro de Phnom Penh :
<http://sosoro.nbc.org.kh>



Ukraine : « À Kiev, la vie a repris normalement »

Plus d'un an après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les commerces, les bars et les restaurants ont rouvert dans la capitale. Certains Français ont choisi de rester, comme Carlos de Cordoue, directeur du Crédit Agricole dans le pays. Des salles de cinéma rouvertes, à nouveau des embouteillages dans les rues aux heures de pointe : à première vue, Kiev a retrouvé son visage d'avant la guerre. Les Français sont quelques centaines à être restés malgré les bombardements et les alertes, comme Carlos de Cordoue. Directeur du Crédit Agricole en Ukraine, le Français est arrivé il y a trois ans à Kiev. Aujourd'hui, la plus grande partie des 150 agences de la banque sont toujours ouvertes, en particulier dans la capitale. *« Ici, la vie a repris son cours comme avant, témoigne-t-il. Tous les commerces sont ouverts, les transports en commun fonctionnent. La seule différence, c'est que la journée est ponctuée d'alertes, mais beaucoup de gens se sont habitués à ça. La nuit, c'est le couvre-feu. »* Ce qui force le plus l'admiration du Français, c'est l'ingéniosité et l'agilité dont font preuve les Ukrainiens. *« Le plus spectaculaire, c'est de voir comment toutes les chaînes logistiques se sont réorientées, notamment le train et le camion, pour pouvoir acheminer les céréales par les voies terrestres en Pologne, puis en Roumanie et vers les ports du Danube. »* Selon un récent sondage, 95% des Ukrainiens croient en la victoire de leur pays contre la Russie.



ÎLE MAURICE

Douceur de vivre et diversification économique

Au cœur de l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie, l'île Maurice est réputée pour ses paysages somptueux et sa diversité ethnique et culturelle, conséquence de son histoire grandement marquée par les colonisations. Après avoir longtemps vécu de l'exploitation de la canne à sucre puis misé essentiellement sur l'expansion du tourisme de luxe pour se développer, l'île investit vers d'autres secteurs porteurs.

L'île Maurice fait partie de l'archipel des Mascareignes qui regroupe Maurice, la Réunion et Rodrigues. Dix districts la constituent. Neuf d'entre eux se situent sur l'île, le dixième étant Rodrigues qui bénéficie aujourd'hui d'un statut autonome. Bordée par 330 km de littoral, Maurice bénéficie d'un climat subtropical avec des températures plus élevées durant la saison humide, de novembre à avril. Port-Louis, sa capitale, est la ville la plus peuplée et abrite le siège du gouvernement. Le pays fait partie des 54 États membres du Commonwealth et est aussi membre de la Commission de l'océan Indien (COI) qui a pour but de défendre les intérêts des îles, leurs spécificités économiques, sociales, géographiques et biologiques.

Emplacement stratégique et passé douloureux

Les Hollandais furent les premiers à saisir les profits à tirer de la position géostratégique de l'île, sur la route des Indes. Ils la baptisèrent *Mauritius* mais l'aban-

donnèrent en 1710 avant que les colons français ne s'y installent en 1715 en exploitant pendant plusieurs décennies des esclaves africains dans les plantations de canne à sucre. On trouve encore de nombreuses traces de la colonisation française, notamment à Port-Louis. Au terme d'une lutte acharnée entre la France et le royaume anglais, ce dernier récupéra l'île en 1874. Afin de compenser le manque de main-d'œuvre à la suite de l'abolition de l'esclavage en 1835, on fit appel à des « travailleurs engagés », entraînant l'immigration de plus de 200 000 Indiens et Chinois. C'est ainsi que l'île Maurice est devenue une terre de grand métissage avec une population issue d'horizons très différents. Ce n'est qu'en 1968 que l'île prit son indépendance. Devenue une république en 1992, sa Constitution est basée sur le modèle britannique. La langue officielle est l'anglais, utilisée au sein du Parlement, des tribunaux, de l'administration et dans l'enseignement secondaire et universitaire. Toutefois, le français et le

créole sont couramment parlés par les Mauriciens. Parmi les langues présentes sur le territoire, on peut aussi relever l'importance de l'hindi et du chinois. Le christianisme, l'hindouisme et l'islam sont les trois religions principales.

Investissements étrangers bienvenus

Dans un passé récent, Maurice a démontré ses capacités de résilience dans le domaine économique : au milieu des années 2000, elle a su par exemple rebondir après la chute de 36% des prix du sucre à l'export, avec pour conséquence une augmentation de près de 10% du chômage. Son économie s'est aujourd'hui largement diversifiée. C'est le cas dans le domaine des services financiers (qui représentaient à eux seuls la moitié du PIB en 2017), de l'ensemble des activités industrielles (15%) ou encore du tourisme de luxe (7%). Maurice a aussi investi dans le médical de haut niveau et plus globalement les nouvelles technologies. Les produits de la mer, la culture su-



rière et le textile sont d'autres secteurs qui abondent traditionnellement l'économie mauricienne. L'exploration pétrolière dans la Zone économique exclusive (ZEE) de l'île pourrait également receler une importante manne de richesse, ne serait-ce que, dans un premier temps, pour répondre aux besoins locaux, le pétrole constituant à ce jour la plus lourde charge d'importation de l'île. Pour autant, ces travaux de prospection ne devraient pas rendre leur verdict avant plusieurs années. Le pays fonde aussi ses perspectives de développement économique dans l'accueil des investissements étrangers, attirés par une attractivité fiscale, le faible coût de la main-d'œuvre et un environnement politique qui offre des gages de stabilité.

Toujours prête à accueillir de nouvelles implantations, l'île Maurice affiche sa volonté de modernité. En témoigne la création dans les années 2000, d'une cybercité à Ebène, dans « le triangle d'or », à une dizaine de kilomètres de Port-Louis. Une immense technopole qui regroupe, outre sa fameuse tour, un centre d'affaires, un centre commercial, des banques, un centre de formation et d'éducation en ligne. On y trouve aussi un pôle administratif, des hôtels d'affaires ainsi qu'un cybervillage à destination des cadres et personnels techniques des entreprises. Plusieurs milliers de personnes y travaillent déjà, un grand nombre d'entre elles dans des centres d'appels.

Des infrastructures en devenir

Mis à part à Port-Louis et les côtes où se trouvent les grandes infrastructures hôtelières, l'île pâtit d'une urbanisation de faible niveau et d'un retard dans la gestion de son réseau routier. Certains circuits administratifs gagneraient aussi à être modernisés, pénalisés par une faible centralisation des données. À noter, l'île Maurice attire depuis quelques années de nombreux expatriés qui peuvent travailler à distance, de façon dématérialisée. Cet univers digital regroupe notamment des professionnels du marketing, de l'e-commerce, du conseil, mais aussi des créateurs de contenus pour les réseaux sociaux. Sans surprise, le coût des logements et de l'alimentation est moindre lorsqu'on s'éloigne du littoral. Le rythme de vie, l'état d'esprit insulaire et le niveau de sécurité sont sources de tranquillité, tout comme la gentillesse et l'hospitalité du peuple mauricien. Cependant, pour



bénéficier des mêmes garanties qu'en France, il faut néanmoins prévoir de déboursier des frais supplémentaires. C'est bien sûr le cas en termes de protection santé, l'adhésion à la Caisse des Français à l'étranger (CFE) étant vivement recommandée. Les frais de scolarité pour les enfants sont aussi à prendre en compte, les écoles privées étant la seule option possible pour les expatriés, avec des coûts qui peuvent s'élever à plusieurs milliers d'euros par an.

Les secteurs qui recrutent

Maurice ne disposant et ne formant pas encore suffisamment d'ingénieurs informaticiens pour répondre à des besoins croissants, les compétences sont particulièrement bienvenues dans ce secteur. Dans ce vaste environnement numérique, les métiers les plus recherchés concernent ceux de la cybersécurité, du développement de logiciels, de la création et de rédaction de contenu, de la conception web, de la communication et du marketing numérique. L'île déplore aussi un manque de profes-

REPÈRES

Capitale : Port-Louis

Superficie : 1 865 km²

Population (2022) : 1.262.523 hab.

(dont 73% francophones)

Présence ressortissants français (2022) :

10 254 inscrits consulaires

Monnaie : roupie mauricienne (MUR).

1 MUR = 0,21 €

sionnels dans les domaines suivants : l'industrie agroalimentaire, l'industrie créative, l'éducation, les services financiers, la logistique, la santé, les sciences de la vie, l'industrie manufacturière, l'économie marine, l'immobilier, l'hôtellerie et les énergies renouvelables. Par ailleurs, il convient de rappeler que la Chambre de commerce France-Maurice (lire p. 54) reste le partenaire incontournable pour tout projet d'emploi, d'entrepreneuriat et/ou d'investissement. Elle a pour mission d'aider les entreprises à s'implanter sur l'île en leur proposant des services d'appui, comme des études de marché, et de mise en relation avec des membres et des experts. ♦



Le cœur de l'île

MOKA SMART CITY

Un style de vie unique avec un retour sur investissement inégalé à l'île Maurice !

Située au centre de l'île Maurice, Moka Smart City est une destination urbaine de choix qui offre une qualité de vie exceptionnelle à ses résidents et une opportunité d'investissement incomparable aux investisseurs.

Moka, première ville intégrée de Maurice

Elle est, depuis, quinze ans, synonyme d'urbanisation intelligente. Depuis sa certification Smart City par l'Economic Development Board en 2017, la Smart City de Moka n'a cessé d'innover. Elle améliore ainsi la qualité de vie, en réunissant tous les éléments essentiels à ses résidents. Des établissements éducatifs aux commerces, en passant par des espaces de travail, des services de santé, mais aussi les loisirs, tout y est accessible en 15 minutes.

Moka, le cœur de l'île

L'un des aspects les plus attrayants de Moka est son emplacement central, ce qui permet un accès facile aux principaux centres financiers de l'île, notamment Port-Louis et Ébène. En outre, la proximité de la ville aux plages de l'île en fait une option de choix pour ceux qui recherchent un équilibre parfait entre vie urbaine et détente en bord de mer.

Moka, ville durable

L'urbanisme durable est un des piliers de développement de Moka qui se veut être un aménagement urbain pensé à long terme, assurant l'utilisation raisonnée des ressources naturelles et diminuant l'impact environnemental de chaque citoyen tout en augmentant sa qualité de vie.

La ville agit sur 6 axes, à savoir :

- L'eau
- La gestion des déchets
- La transition énergétique
- L'économie circulaire
- La mobilité
- L'aménagement territorial

La technologie « smart » pour une ville durable

La Smart City de Moka investit dans des technologies qui changent la vie pour apporter des solutions pratiques à ses citoyens. Elle est ainsi l'une des premières à Maurice à adopter

la redondance Internet physique, qui met deux réseaux physiques de différents fournisseurs (deux pour l'instant, possiblement un troisième bientôt) à disposition des entreprises pour profiter d'une connexion sans interruption, assurant ainsi la continuité de leurs services. Dans cette même optique, l'IoT (*Internet of things*) vient moderniser les opérations de la ville grâce à divers capteurs.

Une ville vibrante au cœur de l'île

Dans cette ville au plus proche d'une nature majestueuse et accueillante, le sport se pratique en plein air, en intérieur, ou au sein du club sportif Moka Rangers qui réunit déjà plus de 700 adhérents ! La passion sportive se vit aussi en groupe à travers des classes gratuites de zumba et de Body Combat, entre autres. Moka crée des événements uniques pour promouvoir



la culture au sein de la région et faire briller les talents. La ville propose un programme de résidence artistique en accueillant des artistes de l'océan Indien, des expositions, des causeries et des concerts. Nous souhaitons aussi démocratiser l'art; la rue étant la galerie la plus démocratique car elle est accessible à tous. Un projet déjà amorcé à travers l'embellissement d'arrêts d'autobus traditionnels. La ville a créé un collectif citoyen – Moka'mwad.

Les actions et événements organisés et coorganisés par les membres du collectif ont pour but de rassembler autour de causes et de passions communes, et de dynamiser la ville. Depuis l'inauguration de son quartier général : La Kocotte Moka'mwad, le collectif couve de bonnes idées pour faire vivre la ville de demain, en y accueillant des personnes de tous horizons !

www.moka.mu

VIVRE À MOKA

Investir à Moka c'est investir dans un cadre qui favorise une vie équilibrée et proche de la nature, encourageant la mobilité douce. À Moka, chaque quartier laisse parler son âme et ses atouts spécifiques. Découvrez les offres disponibles aux expatriés :

Helvétia, le quartier plein de vie au cœur de la Smart City de Moka

C'est le quartier familial par excellence qui réunit une promenade et tous les points du parcours quotidien. Écoles, centres commerciaux, supermarchés, boutiques, restaurants, et centre sportif sont tous à quelques pas du foyer. Dans cette zone résidentielle pleine de vie, appartements, penthouses, lofts, duplex, et terrains en toute propriété donnent naissance aux projets d'investisseurs,

familles de toutes tailles, jeunes actifs et couples animés de rêves.

L'Avenir, le quartier justement nommé

Le dynamisme de ce quartier paisible à usage mixte lui donne un potentiel d'évolution intéressant, avec une première phase de terrains résidentiels vendus en à peine quelques semaines ! Suite au succès de cette première phase résidentielle, y sont désormais proposés les tous premiers appartements du quartier avec des unités d'une à quatre chambres.

Un retour sur investissement inégalé

Des opportunités à ne pas manquer, compte tenu de la valorisation importante du foncier à Moka qui enregistre en moyenne une plus-value annuelle de 12%, et un retour locatif avoisinant les 5% sur ces mêmes développements.

TRAVAILLER À MOKA

L'emplacement central et stratégique, la vision de développement intelligent et l'ensemble de services à portée de main : autant d'atouts de la Smart City de Moka pour séduire les entreprises locales et internationales !

Dans cette ville intégrée où se développent divers quartiers uniques, les nouvelles opportunités d'acquisition répondent ainsi aux diverses attentes des investisseurs. Trois quartiers d'affaires sont actuellement en phase de commercialisation : Vivéa, l'Avenir et Telfair. Des lieux de prédilection pour une activité commerciale ou corporate permettant un épanouissement dans des meilleures conditions. Découvrez des terrains commerciaux à vendre pour construire vos propres bureaux et/ou showroom ; des espaces de bureaux à vendre et de bureaux à louer

Oficea : la référence de l'immobilier d'entreprise

Bienvenue à Oficea, pôle « bureaux » de la Smart City de Moka. Cette marque d'ENL Property – conglomérat majeur de l'île – s'est imposée comme une référence de l'immobilier d'entreprise, réunissant aujourd'hui PME et sociétés d'envergure grâce à son offre diversifiée de plus de Rs 2 milliards d'actifs. Spécialiste du développement d'espaces de bureaux de catégorie A (haut de gamme), la société a développé un portefeuille unique de 33,000 m² d'espaces de bureaux aux ambiances diverses au cours de la dernière décennie.

Oficea en chiffres :

- +2,500 employés dans ses locaux
- +65 entreprises implantées sur le territoire
- 96% d'occupation moyenne sur l'année
- 3 mois : délai moyen pour la location d'un bureau vacant à Moka
- 7 salles de réunion pouvant accueillir jusqu'à 90 personnes
- Un pôle Workspitality pour le bien-être des locataires (avec des services tels que : conciergerie, garderie, événements, etc.).

Moka, lieu propice à la croissance d'entreprises étrangères

À noter pour les investisseurs :

L'Economic Development Board (EDB) impose un investissement initial minimum de 100,000 USD (dont le calcul inclut l'importation d'équipements qualifiés de haute technologie). Leur activité devra, par la suite, générer un chiffre d'affaires de plus de Rs 4 millions par an.

À noter pour les particuliers :

L'EDB impose un investissement initial minimum de 35,000 USD, avec une activité qui, à terme, dépasse les Rs 600,000 roupies par an.



Port-Louis, la capitale.

SUCCESS STORY

Opération séduction auprès des investisseurs

Indépendante depuis plus d'un demi-siècle, l'île Maurice, moderne et cosmopolite, est un exemple de réussite à l'échelle de l'Afrique et son cadre légal est propice aux affaires. Le Covid-19 a beau avoir ralenti sa croissance, son PIB par habitant reste le deuxième du continent derrière les Seychelles.

L'atout de Maurice, c'est sa population jeune, multiethnique et en pleine croissance. Son indice de développement humain est le plus élevé d'Afrique et l'île maintient une économie à revenu intermédiaire élevé selon la définition de la Banque mondiale. Maurice est une destination privilégiée pour les investissements directs à l'étranger (IDE). L'Agence française de développement (AFD) accompagne le secteur public mauricien, mais aussi les entreprises privées grâce à des prêts. Si la France commerce beaucoup avec l'île, l'Inde demeure aussi un partenaire privilégié, et désormais la Chine.

L'un des avantages de l'île réside dans son cadre institutionnel et réglementaire moderne, faisant de Maurice un modèle en termes de climat des affaires et de facilitation des échanges. Le pays offre aussi une vraie plus-value dans les domaines des services, de l'innovation ou encore des intrants biologiques pour l'agriculture. En tant que centre

financier international (IFC), Maurice est enfin bien placé pour servir de plateforme aux investisseurs qui souhaitent prendre pied sur le continent africain.

Un impôt à taux unique

Les autorités mauriciennes misent sur un retour rapide à la normale du secteur du tourisme, gros pourvoyeur de devises, après la crise Covid. Près d'un tiers des touristes est français et près de 60% sont européens. Jadis unique source de revenus de l'île, l'exploitation de la canne à sucre continue, elle, aujourd'hui à alimenter son PIB. Maurice a également développé une industrie textile performante et a continué à se diversifier dans le secteur tertiaire, informatique et centres d'appels notamment. « *Au tournant des années 2000, l'État mauricien a opté pour une plus grande ouverture de l'économie afin d'attirer davantage d'investisseurs, d'entrepreneurs ainsi que des retraités étrangers* », rappelle à l'hebdomadaire *Affiches Pari-*

siennes Heerun Ghurburrin, conseiller économique auprès de l'ambassade de l'île Maurice à Paris. Ce virage a nécessité une refonte en profondeur de l'environnement des affaires et une remise à plat de toute la législation concernant la création d'entreprise, la fiscalité, l'ouverture du secteur immobilier aux étrangers et la facilitation de l'obtention d'un permis de résident et de travail. L'État mauricien a, par exemple, fait le choix d'une « flat tax », un impôt à taux unique de 15% dans l'objectif d'attirer les investisseurs.

Maurice fait aussi désormais partie du top 15 du classement de la Banque mondiale sur l'attractivité du climat des affaires. L'île bénéficie également d'un capital humain avec une population bien formée, fruit d'un investissement important dans l'éducation et d'une forte diversité culturelle. La scolarité des jeunes leur permet ainsi d'atteindre des niveaux d'études supérieures et constitue un atout stratégique dans la diver-



© Shutterstock

sification et le développement économique, notamment dans le numérique et la finance internationale.

Une forte présence française

Des fleurons du CAC 40 aux PME en passant par les TPE et les start-up, les entreprises tricolores présentes sur l'île représentent une grande diversité de tailles et de secteurs. Les entrepreneurs français ont irrigué quasiment toute l'économie mauricienne. À Maurice, le droit des affaires, des sociétés ou le droit pénal sont d'inspiration britannique. Le droit immobilier est lui basé sur le code civil français. En conséquence, les avocats locaux sont tous formés à la fois au droit français et au droit britannique. Fonder sa société est donc plus simple : aucune obligation de déposer des statuts lors de la création d'une entreprise car cette déclaration est prise en compte par le droit des sociétés.

Il n'est pas non plus nécessaire de disposer d'un capital minimum pour créer une entreprise. L'immatriculation de la compagnie est complètement dématérialisée et se fait via une plateforme en ligne sur internet. Il est même possible d'effectuer cette démarche depuis la France, à des coûts relativement faibles. L'État français, par ailleurs, a été un grand soutien : la France est le premier marché touristique et le premier investisseur étranger à Maurice, avec environ 30% des investissements de l'île. Ce sont aussi les Français qui achètent le plus de biens immobiliers sur l'île. La France constitue

enfin la nationalité la plus importante en termes d'expatriés et de retraités étrangers installés sur l'île. Autre atout, il n'y a que deux heures de décalage entre l'île Maurice et la France et plusieurs vols quotidiens directs relient les deux pays.

Intégration régionale

Membre de l'Union africaine, Maurice fait aussi partie de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CD2A) et du marché commun de l'Afrique orientale et australe. L'île appartient à la fois à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et au Commonwealth anglais. Maurice accueille également sur son sol le siège de la commission de l'océan Indien (COI, créée en 1982), exclusivement composée d'îles et qui s'appuie sur des projets

de coopération régionale. Le lancement récent de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) marque aussi une étape importante vers une intégration régionale plus poussée de Maurice. De par sa position, l'île est géographiquement partie prenante de l'espace indopacifique, au cœur des stratégies actuelles de la France et de l'Union européenne. Point d'appui historique sur la route des Indes, elle continue d'attirer les grandes puissances grâce à sa vaste zone économique. Son atout majeur réside dans cette zone maritime. Maurice construit aujourd'hui son avenir autour d'une stratégie globale centrée sur l'économie bleue (développement durable des océans) tout en faisant le maximum pour résister aux puissances extérieures. ♦

LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : UN DÉFI MAJEUR

L'île Maurice a accueilli en décembre dernier la Conférence économique africaine 2022. Le pays est plus que jamais engagé dans la recherche de solutions pour allier développement économique et baisse des émissions de CO₂. L'objectif du gouvernement mauricien est ambitieux : atteindre 60% d'énergies renouvelables (solaire, éolien...) dans son mix énergétique (contre 22% aujourd'hui) et abandonner totalement le charbon d'ici à 2030. Cette feuille de route prévoit de remplacer les voitures à moteur thermique par des véhicules électriques, moins polluants, de pousser les transports publics, avec notamment un projet de métro, et de se concentrer sur des importations régionales plutôt que mondiales. Le gouvernement mauricien estime à 20 milliards de roupies (400 millions d'euros) ses besoins d'investissement pour atteindre cet objectif, en particulier dans les secteurs du transport maritime et de l'agriculture. Le statu quo n'est, en effet, pas une option. Pour atteindre cet objectif et financer ses politiques de développement durable, Maurice devra encore davantage solliciter le secteur privé. De par sa topographie, notamment sa faible altitude et son nombre importants d'hôtels et d'établissements touristiques au niveau de la mer, Maurice est un des pays les plus vulnérables au monde au dérèglement climatique et à la montée des eaux. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le pays pourrait perdre jusqu'à 7% de son PIB uniquement à cause des dégâts provoqués par les cyclones de plus en plus fréquents et violents dans l'océan Indien.

investir – Ile Maurice

L'île Maurice, destination prisée par les Français puisque 12.000 y résident. Communauté francophone importante : belges et suisses.

VIVRE

INVESTIR

LÉS 2



CADRE DE VIE FAMILIAL
ET SECURISÉ



LA FRANCE À 30MIN
D'AVION : LA RÉUNION



SYSTEMES EDUCATIFS
FRANCAIS ET ANGLAIS
(POPULATION BILINGUE)



SYSTEME POLITIQUE
LIBRE ET
DEMOCRATIQUE



FUSEAU HORAIRE
QUASI ALIGNÉ AVEC
L'EUROPE



SERVICES MEDICAUX
AUX STANDARDS
INTERNATIONAUX

LA FISCALITÉ À L'ILE MAURICE

investissement

Convention fiscale franco-mauricienne

- Accord de non-double imposition (reconnu et accepté) entre la République de Maurice et par la France depuis 1980.
- Lors de l'achat d'un bien immobilier à l'île Maurice, un ressortissant français n'est imposable que sur le sol mauricien.
- Ressortissant français imposable uniquement sur le sol mauricien lors de l'achat d'un bien immobilier à l'île Maurice.
- Défiscliser son IFI par l'investissement immobilier à l'île Maurice = biens immobiliers hors patrimoine du champ d'application de l'IFI.

Sources:

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/478-FGP.html/identifiant=BOI-INT-CVR-MUS-20120912>

<https://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl3877-ei.asp>

une fiscalité attractive

Des accords internationaux, comme le traité de non double imposition, ont été conclus avec plus de 61 pays*



TAUX D'IMPOSITION UNIQUE
DE 15% SUR LES REVENUS
(45% EN FR)



TVA DE 15%
(20% EN FR)



PAS D'IMPÔT SUR LA
FORTUNE IMMOBILIÈRE : IFI
(0,7 > 1,25% EN FR)



PAS D'IMPÔT SUR LES PLUS-
VALUES IMMOBILIÈRES
(19% EN FR)



PAS DE TAXE FONCIÈRE
OU D'HABITATION



PAS DE TAXE SUR LES
DROITS DE SUCCESSIONS
(5 > 45% EN FR)

*Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Botswana, Burkina Faso, Bangladesh, Belgique, Cap-Vert, Chine, Croatie, Chypre, Canada, Egypte, Espagne, Emirats Arabes Unis, France, Gabon, Ghana, Gibraltar, Guernesey, Hong Kong, Italie, Iran, Jersey, Lesotho, La Barbade, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Morocco, Mozambique, Malaysia, Malta, Monténégro, Nigeria, North Sudan, Nepal, Oman, Portugal, Pakistan, Qatar, République du Congo, Russie, République, Royaume-Uni, Tchèque, Sudan, Swaziland, Singapour, Sri Lanka, Suède, Saint-Kitts-et-Nevis, Tanzanie, Tunisie, Thaïlande, Uganda, Vietnam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

property development scheme (PDS)

Le PDS permet de faciliter l'achat de bien immobilier à l'Ile Maurice par des investisseurs étrangers incluant un permis de résidence.



**"Devenez
investisseur avec
permis de résidence
dès 350k €"**

UNE DEMANDE ACCRUE DE LA FRANCE, AFRIQUE DU SUD, ALLEMAGNE
ET ROYAUME UNIS DEPUIS 2022

VILLAS, APPART, PENTHOUSE EN TOUTE PROPRIÉTÉ

6 programmes neufs sur plan



LE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER REMODELÉ

qui est KEON ?

KEON est LA référence en devenir dans le développement immobilier de prestige à l'Ile Maurice.

KEON est dirigée par une équipe talentueuse multigénérationnelle composée de professionnels de l'immobilier dont l'expérience combinée couvre tous les domaines du développement immobilier. KEON a la capacité de : acquérir, développer, commercialiser, construire et gérer tout types de développements. KEON se différencie grâce à : son approche, sa créativité, communication transparente, exécution chirurgicale et à la synergie des autres clusters du Groupe.

L'objectif de KEON est claire : Remodeler le développement immobilier à l'Ile Maurice grace à un portfolio exceptionnel de propriétés inédites avec une approche 360° (design, écologique, intelligente, contemporaine et inclusive) de types résidentielles et hôtelières. Pour le moment...

Contact

✉ contact@keon.mu

☎ +230 5 251-2936 (WhatsApp)



Scannez moi pour plus d'infos !

www.keon.mu





TOURISME

L'île aux mille atouts

Sa renommée est internationale, elle génère d'importants profits et de nombreux emplois. Longtemps considérée comme une destination de luxe, l'offre touristique sur l'île Maurice s'est aujourd'hui diversifiée et quelque peu démocratisée, attirant de nouveaux publics avec une inclination pour le tourisme vert.

Après le déclin de l'industrie sucrière, le tourisme est devenu au cours des dernières décennies le pilier central de l'économie mauricienne. C'est en grande partie grâce à ce secteur que l'île Maurice est aujourd'hui classée, selon les normes de la Banque mondiale, comme pays à revenu intermédiaire élevé. L'ouverture à de nouvelles compagnies aériennes et l'implantation de nombreuses chaînes d'hôtels, souvent de grand standing, en ont fait l'une des destinations les plus convoitées du monde. Selon les données de Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA), Maurice a accueilli plus d'un million de touristes en 2022. En 2020, année sinistrée pour le tourisme en raison de la crise sanitaire, 316 000 visiteurs s'étaient tout de même rendus sur l'île, plaçant cette destination au 24^e rang mondial du secteur et faisant de Maurice le pays d'Afrique de l'Est le plus fréquenté après les Seychelles. Le tourisme lui avait alors rapporté 453,51 millions d'euros, soit 4,7% de son PIB pour un volume qui représentait 11% de l'ensemble des recettes touristiques en Afrique de l'Est. Une évolution fulgu-

rante quand on sait que le premier hôtel de l'île ne fut ouvert qu'en 1952 pour loger les passagers d'une ligne aérienne ! Depuis, l'île Maurice a su tirer parti de son emplacement privilégié au cœur de l'océan Indien et de la magnificence de ses sites. En dehors du farniente sur les plages, il est possible, entre autres, de naviguer le long des côtes pour admirer les récifs coralliens ou de pratiquer de multiples sports : kayak, plongée sous-marine, golf, randonnée, etc.

De la beauté aux quatre coins du pays

La côte Nord est la plus touristique. Mieux reliée aux autres sites et très animée, on y trouve une multitude d'hôtels de différentes catégories ainsi que de nombreux restaurants et des discothèques, plus particulièrement dans la station balnéaire de Grand-Baie. La capitale, Port-Louis, située au nord-ouest au bord de l'océan Indien, offre un témoignage du passé tumultueux de l'île Maurice. Elle garde tout particulièrement l'empreinte française par son architecture, mais aussi celle de l'empire britannique qui administra l'île pendant

plus d'un siècle et demi. On y retrouve également la culture asiatique dans un petit *Chinatown*, tout comme des quartiers musulman et indien.

Toujours au nord-ouest de l'île se trouve le district et la ville de Pamplemousses dont les jardins, quoique aujourd'hui en déclin, font l'objet d'excursions parmi les plus populaires de l'île. Non loin de là se trouve également «L'aventure du sucre», musée créé en 2002 dans une ancienne usine de sucre qui retrace le rôle majeur qu'a joué la canne pendant deux siècles dans l'économie locale et qui relate plus globalement l'histoire de l'île.

La côte Ouest attire aussi les visiteurs, particulièrement autour du village de Flic-en-Flac connu pour son décor de carte postale : plage de sable blanc, eau émeraude et superbes couchers de soleil. Peu exposée au vent, cette côte romantique et propice aux lunes de miel est imprégnée d'un climat plus chaud.

Au sud-ouest de l'île, Le Morne présente des plages qui ravissent les amateurs de windsurf et de kitesurf. Impossible aussi de ne pas citer à cet endroit la présence du Morne Brabant, une montagne de 556 mètres symbole de la rébellion



La plage de Flic-en-Flac, côte Ouest.

© Leaks

d'esclaves, aujourd'hui classée au patrimoine mondial de l'Unesco. À quelques kilomètres du Morne, «les terres des sept couleurs» dans le district Rivière-Noire sont une curiosité unique en leur genre. Riches en cendres volcaniques et en minéraux, on peut clairement distinguer sept variations de couleurs, entre l'ocre, le marron, le rouge et le violet. Dans les environs, le piton de la Petite Rivière Noire est le point culminant de l'île Maurice avec ses 828 mètres d'altitude. C'est l'un des meilleurs endroits pour admirer l'océan et les plages. La côte Sud se démarque par son aspect plus sauvage et plus montagneux. C'est la partie la mieux préservée en raison de ses plages exposées au vent et peu appropriées à la baignade. Les précipitations y étant plus nombreuses, c'est aussi un endroit idéal en saison de grande chaleur.

Sur la côte Est se trouvent des plages réputées, elles aussi, pour leur beauté. Ce littoral bénéficie d'un environnement paisible, constitué notamment de petits villages de pêcheurs. Moins transformé par des constructions luxueuses, il a gardé une grande authenticité. Enfin, le centre de l'île possède des sites culturels et d'autres lieux de mémoire pour qui souhaite découvrir l'histoire et les habitudes de vie des Mauriciens. Son climat, plus froid et humide, favorise une végétation plus verte et plus dense. Parmi les sites incontournables de cette région on trouve un volcan endormi: le Trou aux Cerfs qui livre une vue panoramique sur le plateau central de l'île, ainsi

que les montagnes de Moka. Des efforts physiques sont nécessaires pour les gravir, mais largement récompensés par la vue au sommet. La ville de Moka abrite, quant à elle, le musée folklorique de l'immigration indienne relatant l'arrivée et la vie des travailleurs agricoles indiens après l'abolition de l'esclavage.

Vers un tourisme durable

La cause environnementale est au cœur des préoccupations globales et l'île Maurice est dotée d'une grande biodiversité à préserver. Dès lors, le secteur du tourisme s'est rendu à l'évidence qu'il avait un rôle important à jouer et le devoir d'instaurer un tourisme plus durable. Conscient des effets pervers liés au tourisme de masse qui tend à détériorer l'équilibre écologique et l'image même de l'île, il s'est donc dirigé depuis quelques années vers des activités liées à la découverte des richesses naturelles et non plus seulement à la splendeur de ses plages. Le secteur hôtelier et les opérateurs touristiques ont déjà commencé à s'impliquer dans cette démarche. L'île Maurice est ainsi devenue ces dernières années l'une des premières destinations de l'écotourisme en mettant en valeur ses zones vertes. Elle programme notamment des excursions visant à l'observation encadrée de végétaux et d'animaux endémiques ou de visites de localités à pied ou à vélo. Le National Parks and Conservation Service (NPCS) est l'organisme qui gère la biodiversité terrestre et l'écosystème de l'île Maurice.

De nombreuses formules d'hébergement

Les hôtels représentent l'option privilégiée par les touristes, surtout quand il s'agit d'un court séjour. Certains comportent une vue sur la mer, des piscines privées, des spas, des restaurants gastronomiques, des suites luxueuses, des services de conciergerie, etc. Les tarifs s'élèvent alors jusqu'à plusieurs centaines d'euros par nuit et par personne. Mais on peut évidemment recourir à des structures hôtelières moins onéreuses. C'est essentiellement sur la côte Ouest que se situent les hôtels les plus abordables. Il est possible de louer des appartements ou des villas permettant un hébergement familial et plus intime. Le logement chez l'habitant est une autre alternative, plus accessible et qui offre l'avantage d'une plus grande proximité avec la vie locale. Les auberges, moins coûteuses, favorisent elles aussi le contact avec les habitants et sont fréquemment implantées dans des endroits pittoresques. Il existe aussi quelques campings à Maurice, solution la plus économique et évidemment la plus prise par les amoureux de la nature. ♦

• Sources : www.donneesmondiales.com/afric/maurice/tourisme.php – <https://npcs.govmu.org/SitePages/Index.aspx> – <https://mauritiusnow.com/fr/mtpa/> – www.ecovoyageurs.com/ecolodge/ecolodge-ile-maurice.html – www.cairn.info/revue-autrepart-2015-4-page-161.htm – <https://aventuredu sucre.com/fr/>



A tradition of excellence

Depuis plus de 35 ans, la MCCI Business School (MCCIBS) offre aux jeunes de l'île Maurice et de l'Océan Indien la possibilité de démarrer leurs études universitaires à Maurice.

Partenaire privilégié des universités françaises depuis plus de 35 ans, la MCCI Business School vous permet de démarrer vos études universitaires à Maurice, en vous inscrivant à un diplôme, une Licence ou un Master.

De nombreuses filières de formation vous sont proposées, notamment en gestion, marketing, informatique, communication ou tourisme avec à la clé, des diplômes européens reconnus par l'«European Credit Transfer System» (ECTS).

La MCCI Business School demeure ainsi l'option idéale pour accéder localement à un diplôme européen, offrant ainsi aux jeunes mauriciens un tremplin pour poursuivre leurs études de deuxième cycle (Licence et Master) soit à Maurice ou alors dans une université européenne.





10

Diplômes internationaux délivrés par des universités étrangères



35

années au service de l'excellence dans la formation universitaire



SITUÉE

au Cœur de la Cybercité à Ebène



450

450 Étudiants mauriciens et étrangers préparent chaque année leur BTS et LICENCE



100%

D'insertion professionnelle en entreprise localement et à l'étranger

01

Des formations françaises de qualité

Des formations de qualité validées par des diplômes d'État de l'enseignement supérieur français délivrés sous l'égide de l'ambassade de France à Maurice.

02

Un contact permanent avec le milieu professionnel

Des stages et des activités professionnelles en entreprise dès la première année de BTS.

Possibilité de formation en Alternance, combinant insertion en entreprise et formation académique - financement pris en charge par l'entreprise.

03

La possibilité de poursuite d'études à Maurice comme à l'étranger

A travers ses partenariats avec des institutions françaises de renom, la MCCI Business School offre la possibilité de poursuivre des études en Licence à Maurice comme à l'étranger.

04

Une excellente insertion dans la vie active

Les diplômes délivrés par la MCCI Business School garantissent aux étudiants de trouver en moins de trois mois un travail intéressant et compatible avec leur domaine de compétence.



Texte : Corinne Bras

PRATIQUE

Quels permis de résidence ?

L'île Maurice, privilégiant avant tout son développement économique, ne délivre de permis de résidence qu'aux expatriés susceptibles de participer à la création de richesses. Les demandes doivent être validées par son agence nationale pour le développement économique : l'Economic Development Board (EDB) qui dépend du ministère des Finances et du Développement économique mauricien.



Si le français est très couramment parlé sur l'île, rappelons que tous les documents officiels et les démarches administratives se font en anglais. Sans forcément exceller dans la langue de Shakespeare, de bonnes bases sont donc nécessaires pour s'y installer et s'y repérer.

Le visa Premium, mis en place en 2020, est un permis de séjour d'un an renouvelable qui concerne les ressortissants étrangers ne travaillant pas sur le marché mauricien. Les revenus doivent nécessairement provenir d'une source étrangère : télétravail, dividendes, épargne, etc. Il séduit particulièrement les indépendants du web.

Le permis de travailleur indépendant (self-employed permit) correspond au statut d'auto-entrepreneur et est destiné aux professions libérales ou aux consultants. C'est un permis apparemment facile à obtenir mais il faut faire ses preuves sur place en générant un chiffre d'affaires d'au moins 17 000 € à partir de la 3^e année d'occupation. Si la condition est remplie, le permis de résidence de dix ans est alors obtenu. Un dépôt de 35 000 € doit être déposé sur un compte bancaire à Maurice après validation du dossier par l'EDB. Cette somme peut être utilisée librement pour l'achat d'une maison, d'un véhicule, etc.

Le permis d'occupation professionnelle (occupation permit professional) s'adresse aux étrangers recrutés par des entreprises mauriciennes. L'employeur doit verser un salaire supérieur à 1300 € et il est de sa responsabilité de faire la demande du permis d'occupation professionnel autorisant à vivre et à travailler à l'île Maurice pour une durée de dix ans ou simplement celle fixée par le contrats. Certains secteurs échappent à cette règle. Ainsi, le montant du salaire versé à certains employés (ceux des *call centers* notamment) est moindre; il doit être supérieur à 30 000 MUR (environ 650 €). L'île Maurice étant en quête de professionnels dans les secteurs innovants, certains profils comme ceux de l'énergie renouvelable, de la cybersécurité, de la communication, du marketing ou du milieu médical et pharmaceutique, ont de plus grandes chances d'être recrutés. Le titulaire de ce permis professionnel a le droit d'investir dans une entreprise à condition qu'il n'en soit ni gestionnaire, ni employé et qu'il n'en perçoive aucun salaire ou avantage.

Le permis investisseur (occupation permit Investor) concerne les ressortissants étrangers souhaitant investir dans l'économie mauricienne. Ils doivent procéder à un transfert initial de 50 000 € et atteindre un chiffre d'affaires annuel d'au moins 85 000 € à partir de la 3^e année. Un investisseur qui s'oriente vers des projets de recherche et de développement dans des secteurs innovants peut formuler une demande pour un *Innovator Occupation Permit* en soumettant son projet auprès de l'Economic Development Board ou se faire enregistrer auprès d'un incubateur accrédité par le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC). Ce permis est valable pour une durée de dix ans renouvelable et rend éligible à l'obtention du *permanent resident permit* (permis de résidence de vingt ans) au bout des trois premières années.

Le permis retraité (retired permit) nécessite d'être âgé d'au moins 50 ans, sans casier judiciaire, et de disposer d'un compte en banque à Maurice en y transférant un montant initial de 1500 €, puis de justifier chaque année d'un versement de 18 000 €. Ce permis est attribué pour dix ans mais il permet lui aussi, à l'issue des trois premières années de présence, d'être éligible à un permis de résident permanent pour une durée de vingt ans. Le permis retraité s'adresse aux conjoints et ne contraint aucunement à l'achat d'un bien immobilier.

Le permis de résidence inhérent au dispositif PDS (property development scheme) est lié, sans aucune limite de durée, à l'achat d'un appartement ou d'une villa dont le prix doit être supérieur à 375 000 €. Le propriétaire a le droit de se domicilier fiscalement à Maurice en y résidant plus de 183 jours par an. En cas de revente du bien, il perdra automatiquement son permis de résidence.

Le permis de dépendant est délivré sur demande, au conjoint de sexe opposé et aux enfants âgés de moins de 24 ans sous certaines conditions. Il est obligatoirement rattaché à un permis de résidence ou d'occupation déjà accordé.

À noter : qu'il s'agisse d'une demande de permis d'occupation ou de permis de résidence, une visite médicale et des examens sont à effectuer dans les trois mois précédant le dépôt du dossier, dans une clinique privée ou un laboratoire agréés par l'EDB.

• Sources :
www.edbmauritius.org/fr
www.visa-maurice.fr/demande-permis-residence-ile-maurice/
www.mric.mu/



EXPERTISE

Un hub régional de choix pour International SOS

Le groupe spécialisé dans la gestion des risques de santé et de sécurité a choisi de relocaliser son bureau régional pour l'Afrique de Johannesburg à l'île Maurice, d'où il opère sur tout le continent. Les dirigeants ne tarissent pas d'éloges sur les Mauriciens : autant à l'aise dans la maîtrise de plusieurs langues que dans la relation clientèle, ou encore dans l'utilisation des derniers outils numériques disponibles.

À ses débuts il y a trois ans, le bureau régional d'International SOS comptait une petite vingtaine de collaborateurs. Il n'a cessé de grandir depuis. Ici, les équipes ont pour mission de faciliter le support des opérations du groupe pionnier et leader de la gestion des risques en matière de santé et de sécurité à l'international, sur le continent africain. «Elles se composent de professionnels dans les domaines de la finance, la gestion des ressources humaines, le droit ainsi que la gestion des activités commerciales et de marketing», précise Philippe Couturier, manager général régional chez International SOS.

En 2022, le groupe a choisi Maurice pour mettre en place un centre d'excellence pour la gestion de sa solution de médecine du travail «Work Safe». «Au sein de cette équipe nous retrouvons des professionnels de la santé ainsi que des spécialistes en support clients. À travers cette plateforme nous servons nos clients à travers le monde», ajoute M. Couturier.

Grâce à son centre d'excellence «Work-Safe», le groupe gère les programmes d'examen médicaux pré-emploi pour des clients à travers le monde. Les équipes assurent la coordination de ces examens et de leurs résultats pour nos clients. «Certains d'entre eux, dans le secteur minier

ou maritime avec des activités en Afrique, ont des bureaux, comme nous, à Maurice», souligne M. Couturier. Avec ces développements, International SOS dépasse les 100 employés sur l'île Maurice.

Réduire la complexité

En Afrique, International SOS opère dans de très nombreux pays auprès de divers clients. Pour soutenir de telles opérations, l'entreprise a besoin de compétences bilingues, voire polyglottes, d'un cadre légal adapté aux affaires internationales et d'un environnement stable. Maurice cohabitait toutes ces cases. «Nos employés parlent tous au moins deux langues. Depuis que nous y sommes nous avons recruté de nombreux Mauriciens qui, en plus de leur bilinguisme, ont des qualifications et l'expérience que nous recherchons, se félicite M. Couturier. L'environnement économique nous permet de traiter avec nos clients, où qu'ils soient en Afrique ou dans le monde.»

Cela a permis à International SOS de réduire la complexité liée à la conduite des affaires dans une région aussi vaste et diverse que l'Afrique. L'infrastructure touristique de l'île Maurice et sa connectivité aérienne en font une destination de choix pour pouvoir réunir toutes les équipes en un seul lieu. En mars 2022,

à la sortie de la crise Covid, le groupe a ainsi invité à Maurice l'équipe de direction de ses différents bureaux en Afrique pour une conférence régionale, dont son cofondateur et président-directeur général, Arnaud Vaissie, qui en a profité pour visiter de nouveaux locaux à Moka.

Évacuations médicales

Le bureau régional africain d'International SOS supporte les activités du groupe aux quatre coins du continent. «Nous gérons quinze cliniques dans sept pays et offrons des services médicaux à des clients sur pas moins de 165 sites dans divers pays. Quant à notre centre d'assistance et opérationnel basé à Johannesburg, il assiste nos clients d'Afrique subsaharienne. Le tout est supporté par 1400 employés dont 900 professionnels de la santé. Nous travaillons aussi avec plus de 8000 prestataires de services de santé à travers l'Afrique», énumère M. Couturier. L'an dernier, International SOS a effectué quelque 210 évacuations médicales en Afrique et réalise également des évacuations médicales depuis l'île Maurice grâce, en grande partie, à son centre opérationnel et à sa flotte d'ambulances aériennes positionnées à Johannesburg. ♦

www.internationalsos.fr



MAURICE

Un paradis tropical pour investir, travailler et savourer la vie

Imaginez-vous, les pieds dans le sable, contemplant un coucher de soleil flamboyant, alors que votre investissement prospère dans un pays stable, sécurisé et prometteur. Bienvenue à l'île Maurice, un joyau de l'Océan Indien qui attire de plus en plus d'investisseurs, touristes, travailleurs nomades et retraités européens, notamment français et francophones.

Ce petit Éden tropical a tout pour plaire : des plages paradisiaques aux lagons turquoise, une population chaleureuse et accueillante, un patrimoine culturel riche et diversifié, et un cadre économique et juridique favorable aux investisseurs. Qu'il s'agisse d'acquérir une résidence secondaire, de lancer une entreprise, de travailler à distance ou de profiter d'une retraite bien méritée, l'île Maurice est une destination de choix pour qui souhaite conjuguer plaisir et affaires.

Stabilité et sécurité. La stabilité politique et économique de l'île Maurice attire investisseurs et expatriés. Sa position géostratégique en fait un hub régional et international, notamment dans les services financiers.

Attractivité et compétitivité. L'économie dynamique offre des opportunités d'affaires et un régime fiscal incitatif. Le pays est reconnu pour la qualité de ses infrastructures et le respect des normes internationales de développement durable.

Qualité de vie. La qualité de vie

exceptionnelle séduit touristes et expatriés. Les loisirs et activités culturelles abondent, et l'environnement sûr et paisible favorise l'épanouissement personnel et familial.

Acquisition d'un bien résidentiel.

L'acquisition d'un bien résidentiel est accessible et sécurisée pour les étrangers grâce à des régimes d'acquisition et de visas adaptés aux besoins spécifiques.

Éducation et santé. L'île Maurice est réputée pour la qualité de son système éducatif et ses établissements de santé. Les écoles internationales et hôpitaux privés offrent des services de qualité.

Infrastructures et technologies.

Les infrastructures modernes et le développement des nouvelles technologies font de l'île Maurice un choix judicieux pour les entrepreneurs et travailleurs nomades.

Tourisme et loisirs. Maurice est une destination touristique prisée pour son cadre enchanteur et la diversité de ses activités de loisirs.



VOTRE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ À L'ÎLE MAURICE

L'Economic Development Board (EDB) accompagne et guide les projets d'investissement, d'installation ou de retraite à l'île Maurice. L'EDB facilite vos démarches, offre un soutien personnalisé et a mis en place des outils innovants pour simplifier vos démarches administratives, comme la plateforme de e-licensing NELS. Le port franc mauricien est un atout majeur pour les investisseurs et entrepreneurs opérant dans l'import et l'export. L'organisation propose diverses initiatives adaptées aux besoins de différents secteurs et industries tels le Smart City Scheme, le Property Development Scheme, l'Integrated Resort Scheme et l'Invest Hotel Scheme. Ces initiatives s'adressent à un large éventail de secteurs tels que l'immobilier, le tourisme, la technologie et les services financiers. L'EDB soutient aussi l'innovation et l'entrepreneuriat grâce au Mauritius Start-up Incubator Scheme, qui offre des financements, du mentorat et des opportunités de réseautage aux entrepreneurs. L'augmentation des investissements directs étrangers place Maurice comme une destination d'affaires de premier plan. L'île se classe aussi en bonne position dans les indices internationaux d'affaires, tels que le rapport 'Ease of Doing Business' de la Banque mondiale. Faites appel à l'EDB pour concrétiser vos rêves à l'île Maurice.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.edbmauritius.org

Le Premium Visa

Votre accès exclusif pour:



Des vacances à longueur d'année



Le travail à distance



Une retraite dorée en toute sérénité et sécurité

Pour se qualifier pour le visa Premium, le demandeur doit remplir les critères suivants :



Avoir une assurance voyage et maladie suffisante pour la période initiale du séjour.



Le candidat ne peut faire une demande de travail sur le marché mauricien.



Le lieu d'activité principal et/ou la source de revenus et de bénéfices doit être en dehors de l'île Maurice.



Avoir les documents nécessaires à l'appui de la demande telles que le but de la visite, l'hébergement, etc. et autres exigences de base en matière d'immigration.

*Le Premium Visa est renouvelable et valable pour plus de 6 mois jusqu'à un an.

INVESTIR À MAURICE

La CCIFM en première ligne

La Chambre de commerce et d'industrie France-Maurice est un partenaire incontournable pour les entreprises françaises déjà sur place ou qui désirent s'y installer. Créée en 2006, elle compte désormais des centaines de sociétés qui emploient plus de 38 000 salariés.



▲ Amaury Halgand, directeur général de la CCIFM.

La présence économique française à Maurice est importante, majoritairement composée de PME et d'ETI (entreprises de taille intermédiaire). Parmi les grandes entreprises tricolores, citons Accor, Air France, Altice, Bolloré, CMA-CGM, Engie, Orange, Schneider Electric, Total ou Veolia. Plusieurs sociétés ont installé à Maurice des centres de services (comptabilité, traitements de données, paie, déclarations fiscales, centres de relation clients, recouvrement de créances, solutions informatiques...) pour leur propre compte (Axa, Amaris, BlueLink, Outremer Telecom...) ou pour leurs clients (Bipio, Euro CRM, Infomil, Linkbynet, Talenteum...). « Certains domaines d'activité attirent plus particulièrement les investisseurs français, à l'image des TIC (services informatiques, édition de logiciels) et de la "relation clients à distance" », explique Amaury Halgand, directeur général de la CCIFM.

Les autres secteurs prisés sont la grande distribution (Carrefour, Décathlon, les franchises de Super U, Monoprix, Intermarché, Mr. Bricolage), le tourisme (franchises d'Accor, Club Med) et l'énergie (Albioma, Quadran, Green Yellow). « Les exportations françaises concernent principalement les équipements mécaniques, les produits agro-alimentaires et chimiques », poursuit M. Halgand. Selon les données du FMI, la France est le quatrième fournisseur de Maurice avec 7,8% de parts de marché, derrière la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Une réelle attractivité

La coopération entre la France et Maurice s'exprime également au travers de l'Agence française de développement (AFD), le premier créancier de Maurice,

devant la Banque africaine de développement (BAD). L'AFD est un bailleur de fonds important pour l'île et agit via la mise en place de lignes de crédit en faveur des entreprises mauriciennes, aussi bien en période de crise que pour les accompagner dans leur transformation vers un développement plus durable et respectueux de l'environnement.

À l'heure actuelle on compte un peu plus de 1 200 entreprises ayant un directeur ou un partenaire français sur l'île Maurice. Depuis deux ans, ce nombre est en augmentation constante grâce au travail quotidien des membres, des

**« NOUS AVONS
REÇU PLUS DE 50
CANDIDATURES DE
NOUVELLES ADHÉSIONS
COURANT 2022. »
AMAURY HALGAND**

partenaires, des administrateurs et de l'équipe de la CCIFM. Ils sont répartis dans une quarantaine de secteurs d'activités et représentent au total plus de 38 000 salariés. « Nous avons reçu plus de 50 candidatures de nouvelles adhésions courant 2022, c'est un record depuis la création de la CCIFM en 2006 », se félicite M. Halgand. « Nous nous sommes fixé trois grands axes stratégiques, au bénéfice direct de nos entreprises membres », renchérit John Benatouil, président de la CCIFM, dans les colonnes du magazine économique *L'Eco austral* : « Ces axes stratégiques se matérialisent d'abord par de multiples événements organisés tous

les mois permettant aux membres de développer leurs réseaux. Nous leur assurons par ailleurs une présence unique auprès des instances locales avec qui les liens sont très étroits. Par ailleurs, depuis l'année 2022, nous déployons des partenariats avec d'autres CCI à travers le monde pour encourager et accompagner nos membres dans leurs démarches d'exportation de leurs produits et services », précise-t-il.

Une offre « d'amorçage » complète

La CCIFM offre une importante palette de services. « Nous proposons un appui aux entreprises ayant un lien économique avec la France et qui cherchent à s'implanter à Maurice, détaille M. Halgand. Nous appartenons à la Team France Export (partenariat entre les CCIFI et Business France, ndlr) pour les services d'amorçage qui comprennent un diagnostic, une étude de marché, une sélection de contacts avec différentes options, un test produit et une mission de prospection. »

Le rôle de la CCIFM est aussi d'informer ses membres via l'organisation de conférences, de petits déjeuners débats et d'ateliers sur des thèmes d'actualité. Située au carrefour de plusieurs routes de par sa situation géographique, l'île Maurice a toujours été proche de l'Europe par son histoire (France et Angleterre), de l'Asie par son passé (immigration de l'Inde et de la Chine). Sa proximité avec le canal du Mozambique lui confère une position stratégique. Enfin, l'île est un des acteurs économiques importants de la zone de l'océan Indien avec la Réunion où les échanges sont de



nature différente: les entreprises mauriciennes sont intéressées par le rachat de sociétés réunionnaises alors que les investissements de l'île Bourbon se concentrent plutôt sur les biens immobiliers mauriciens.

Traité de non-double imposition

«Les atouts de Maurice pour attirer les entreprises françaises sont nombreux : la stabilité politique et sociale, une population formée aux dernières technologies et qui parle aussi bien le français que l'anglais», énumère M. Halgand. Fiscalement, les impôts sur les sociétés et les charges sociales sont moindres que dans d'autres pays. De plus, la France et l'île Maurice ont signé un traité de non-double imposition. En 2021, les échanges bilatéraux entre la France et Maurice n'avaient pas encore connu de reprise forte après la crise sanitaire. Maurice est le 80^e client de la France, son 84^e fournisseur et son 49^e excédent. En 2021, les exportations françaises vers Maurice sont demeurées stables à 327 M€ (-0,2%), ne bénéficiant donc pas de la reprise des activités économiques suite à la crise sanitaire. Auparavant, et dans les dix années précédant la pan-

démie, les échanges bilatéraux entre Maurice et la France n'avaient cessé de croître. La CCIFM s'étend également à l'international grâce à des partenariats conclus avec d'autres CCIFI à travers le monde, comme celles des Émirats (UAE) ou de la Lituanie. Ces accords privilégiés permettent aux membres de la CCIFM de bénéficier d'un accès prioritaire à ces marchés locaux étrangers, soit à des fins d'exportation, soit d'importation. «Le rôle de la CCIFM est donc en permanente évolution. C'est un atout décisif aux yeux de nos membres», ajoute M. Benatouil.

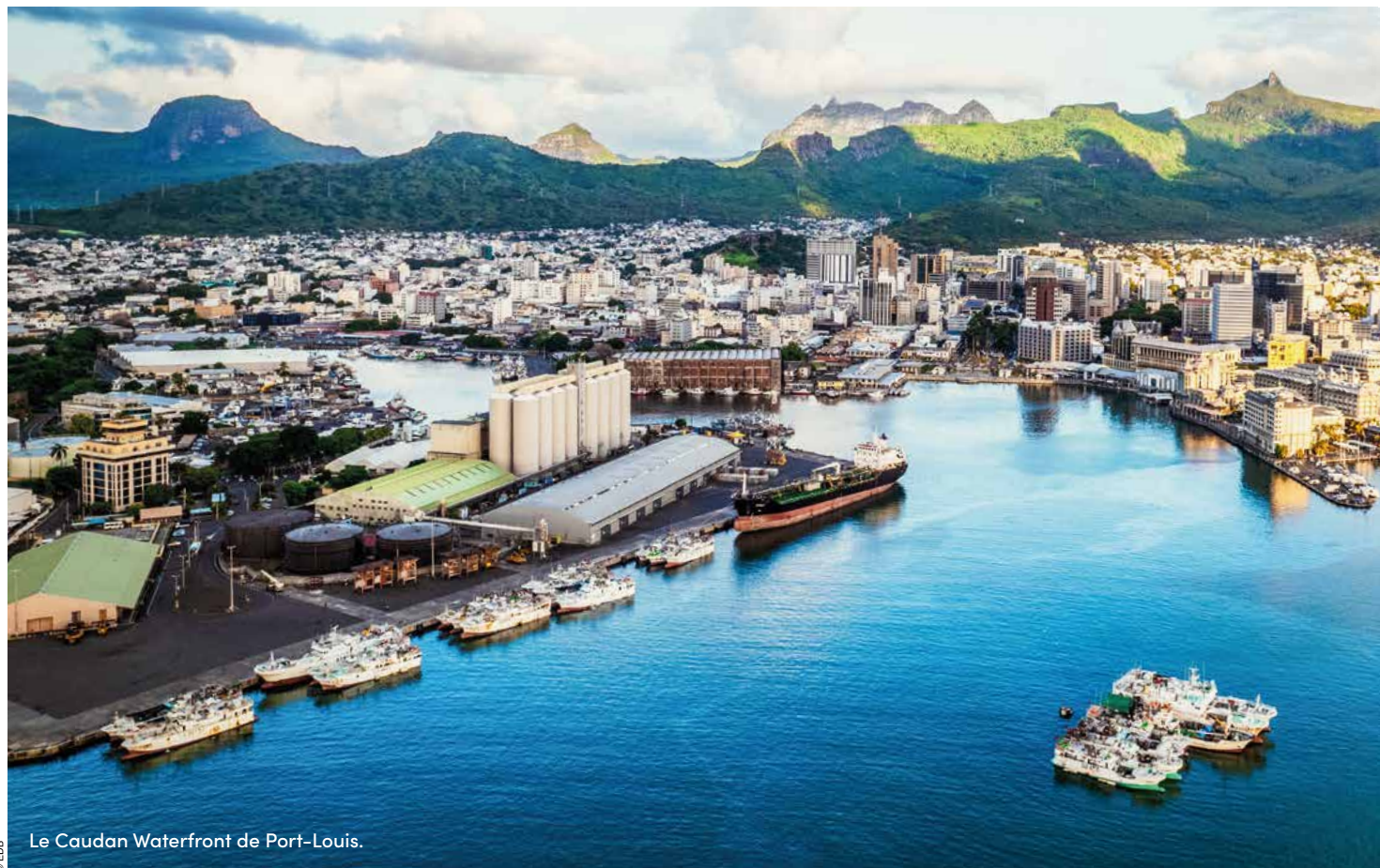
Un immense intérêt pour Maurice, à l'instar du continent africain

Installé à Maurice depuis dix-huit ans, John Benatouil dirige un groupe qu'il a fondé et qui évolue sur le continent africain. À travers une start-up baptisée «Talenteum», sa vocation est de révéler les talents locaux aux entreprises du monde entier qui rencontrent des difficultés pour recruter dans leur propre pays. Très confiant en l'avenir, M. Benatouil affirme constater «un réel intérêt des investisseurs envers le continent africain, et en particulier pour Maurice, avec

un solde net d'installations bien supérieur au nombre de départs. Conjoncturellement, cela s'explique bien sûr par la fin de la crise Covid mais il existe aussi des raisons plus structurelles à cet engouement, comme le travail de chacun, notamment d'organismes comme l'agence nationale pour le développement économique de Maurice (EDB) opérant sous la tutelle du ministère des Finances et du Développement, et dont le bureau à l'ambassade de Maurice à Paris est le partenaire privilégié pour tous les porteurs de projets à destination de l'île Maurice.»

Selon lui, les investisseurs recherchent avant tout la stabilité, à la fois politique et fiscale, dans le milieu des affaires, mais aussi la sécurité, aussi bien de la personne que de la protection des investissements. D'autres éléments sont également déterminants comme le coût de la vie, celui de la main-d'œuvre et le climat. «Au vu de tous ces critères, Maurice offre un cadre attirant et rassurant tant pour les entreprises, de toute taille, que pour les retraités, qu'ils soient jeunes ou plus âgés», conclut M. Benatouil. ♦

**Chambre de commerce et d'industrie
France-Maurice :**
www.ccifm.mu



Le Caudan Waterfront de Port-Louis.

MAURICE ET DUBAÏ

Des échanges en devenir

Quand géopolitique et business font bon ménage. L'île Maurice et les Émirats, particulièrement Dubaï, souhaitent accentuer leurs liens économiques dans le but d'attirer davantage de capitaux et d'investisseurs à la fois dans l'océan Indien et au Moyen-Orient. Une première pierre a été posée à l'édifice avec l'installation d'une antenne de l'EDB, le bureau de développement économique de l'île Maurice, dans les locaux même de la CCI de Dubaï, à l'invitation de l'Émirat.

Seul, on va plus vite. Ensemble, on va plus loin. C'est l'un des enseignements de la pandémie: mieux vaut affronter les crises à plusieurs qu'en solitaire. L'île Maurice s'est donc mise en quête de nouveaux partenaires pour développer son économie. Sur la carte du monde, les Émirats arabes unis (EAU) n'ont pas tardé à s'imposer. Car eux aussi étaient à la recherche de nouveaux débouchés et ont immédiatement vu l'île de l'océan Indien comme une porte ouverte sur l'ensemble du continent africain. Les Émirats occupent aussi une position géographique enviable, à la jonction de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et du proche Moyen-Orient. D'autant qu'en

2006, les deux États avaient déjà signé un accord de non-double imposition. C'est donc un échange gagnant-gagnant qui se profile puisque Maurice est preneur de l'expertise des EAU dans le domaine de l'exploration des hydrocarbures, un secteur en vue sur l'île. Les projets sont de toute façon nombreux.

Le travail en commun pourrait rapidement s'étendre au tourisme, à l'immobilier de luxe ou encore à la Fintech (technologie financière). Signe visible de ce rapprochement: l'EDB (bureau de développement économique de Maurice) a ouvert l'an dernier un bureau au sein même des locaux de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï, mis gratuitement à

sa disposition pendant deux ans. Après la France, l'Inde, le Japon ou l'Afrique du Sud, cette ouverture s'inscrit dans la stratégie de continuité de l'EDB aux Émirats.

Marchés de niche

Reste que les produits mauriciens ou labellisés «Made in Moris» sont souvent des articles de consommation courante et se concentrent aujourd'hui sur les marchés émergents. L'île aurait tout intérêt à se tourner aussi vers des marchés de niche à forte valeur ajoutée et des articles de luxe pour atteindre un marché élevé, sophistiqué et à fort pouvoir d'achat comme celui des Émirats, avec à la clé une montée en gamme incontour-



Favoriser le développement privé

Maurice et Dubaï s'étaient déjà rapprochés durant la tenue de l'Expo universelle en 2020. Pour Prithvirajsing Roopun, le président mauricien, « cette ouverture marque une nouvelle étape vers le renforcement des liens économiques et diplomatiques entre Maurice et Dubaï. Dans le contexte changeant de la mondialisation et du développement humain durable, l'île Maurice et les Émirats arabes unis identifient de nouvelles méthodes et façons de stimuler et de favoriser le développement du secteur privé ». Certes, les investissements

du Moyen-Orient dans l'économie mauricienne ne représentent qu'environ 4% du total des IDE (investissements directs étrangers) à Maurice, dans des secteurs comme l'immobilier, l'industrie manufacturière, l'hôtellerie et les services aux entreprises, loin derrière l'Asie (54%) et l'Europe (26%), mais ces flux devraient s'accélérer grâce aux partenariats signés, notamment un accord de promotion et de protection des investissements (IPPA). Il a déjà permis de générer plus de 10 milliards d'euros de transactions entre les EAU et Maurice. Au cours des vingt dernières années, Dubaï, mais aussi Abu Dhabi se sont développés en tant que plaques tournantes de l'économie au Moyen-Orient. Les deux plus importants Émirats sont considérés comme sûrs et représentent une opportunité pour Maurice de diversifier ses marchés, notamment en ciblant des fonds souverains et privés, le capital-risque.

Une offre plus lisible

De nombreux pays d'Afrique voient le Moyen-Orient comme un marché de diversification très important. Pour le petit État insulaire au milieu de l'océan Indien, il est essentiel d'établir de bonnes relations avec ces deux partenaires, mais la prudence s'impose : « Nous avons vu par le passé que de nombreux accords ne conduisent pas forcément à des développements profitables pour Maurice », explique à Business Magazine l'économiste Kevin Teeroovengadam. Quand un accord de libre-échange a été signé avec la Chine (entré en vigueur en 2021, ndlr), nous avons constaté que Pékin augmentait ses exportations vers Maurice de manière bien plus

importante que les exportations de Maurice vers la Chine. » Citons aussi l'exemple d'Abu Dhabi qui a fourni aux Seychelles des vaccins anti-Covid. En échange, l'Émirat a été autorisé à investir dans l'archipel dans le secteur du tourisme. Enfin, le marché du Moyen-Orient étant très différent des autres, il est essentiel pour les acteurs de s'imprégner de cette culture

et de s'engager plutôt sur des accords de gouvernement à l'entreprise, afin d'améliorer l'offre de produits, la rendre plus lisible et plus transversale. Chacun souhaite que ce marché attractif pour les flux de ca-

pitaux et les IDE profite aussi aux PME mauriciennes à la recherche de nouveaux canaux d'exportation.

Du pétrole à moindre frais

De son côté, Dubaï se positionne de plus en plus comme un centre financier mondial. Maurice compte aussi tirer profit de ces nouvelles alliances commerciales pour s'approvisionner en pétrole à moindre frais, une bonne partie des Émirats étant producteurs d'or noir. Cela devient même une urgence pour Maurice après les effets économiques dévastateurs de la pandémie sur certains secteurs comme le tourisme et l'aérien. Dubaï est également très avancé en matière de cryptomonnaie et de *blockchain* – des nouvelles technologies sur lesquelles lorgne aussi l'île Maurice – et serait ouvert à des synergies.

De son côté, l'Émirat ne fait pas mystère qu'il souhaite utiliser le centre financier mauricien pour accéder à l'ensemble du marché africain. Les intermédiaires dubaïotes, fournisseurs des services financiers ou cabinets d'avocats, constatent combien s'étoffe l'étendue des produits et la clientèle mondiale mauricienne. Rappelons que l'Afrique est la deuxième plus importante destination pour les investissements sortants effectués par l'intermédiaire de l'île Maurice, après l'Inde, pour un montant annuel moyen de 82 milliards d'euros, soit environ 6 milliards de dollars de recette fiscales pour l'Afrique chaque année. De plus, la multiplication des vols entre Maurice et les pays du Moyen-Orient, via des compagnies comme Etihad, Emirates ou Saudia, aide à créer des flux commerciaux. ♦

nable. Pour prendre pied de façon pérenne sur ce nouveau marché, le milieu d'affaires mauricien souhaite aussi être dans une logique d'engagement et de conquête plutôt que d'attente. Dans son discours lors de l'inauguration du bureau de Dubaï, le ministre mauricien des Finances a salué cette association. Renganaden Padayachy s'est dit certain qu'elle ouvrirait de formidables opportunités aux entreprises et ne pourra que renforcer les liens entre les deux économies dans des secteurs-clé comme l'industrie pharmaceutique, les services financiers, l'immobilier, les TIC (technologies de l'information et de la communication) ou les énergies renouvelables. « Maurice est classé par la Banque mondiale comme le pays le plus propice aux affaires en Afrique et se classe au 13^e rang mondial. Tout comme Dubaï est aujourd'hui un pôle d'attraction pour le monde, notre gouvernement s'est fixé un objectif clé pour attirer les investisseurs étrangers, les professionnels et donner une forte impulsion à la *silver economy* », a-t-il souligné. Grâce à cette nouvelle implantation, l'EDB sera en mesure d'identifier plus efficacement des investissements directs de l'Émirat.



Texte : Frédéric Laloux

COMMERCE

Maurice tisse sa toile en Asie

L'île de l'océan Indien a développé des liens économiques avec l'Inde et la Chine, ses principaux partenaires en Asie, grâce à deux accords de libre-échange qui facilitent déjà la circulation et le développement des flux de part et d'autre.



▲ Ken Poonoosamy, directeur de l'EDB.

Entré en vigueur en avril 2021, le CEEPA est le premier accord commercial signé par l'Inde avec un pays d'Afrique. Il couvre principalement le commerce des biens et services. En 2021, l'Inde était toujours le deuxième partenaire d'importation de Maurice, pour un volume total de 780,3 millions de dollars. Les importations en provenance de l'Inde en pourcentage des importations totales sont passées de 9,8% en 2020 à 15,6% en 2021. « Les exportateurs mauriciens profitent déjà de l'accès préférentiel au marché pour exporter sur le marché indien, analyse Ken Poonoosamy, directeur de l'EDB (bureau de développement économique de l'île Maurice). Il convient de noter que les dispositifs médicaux – cathéter et endoprothèses –, le rhum et les sucres spéciaux font déjà d'excellentes percées sur le marché indien. Des opportunités si-

milaires existent pour nos vêtements, nos produits agro-industriels et d'ingénierie de haute précision, entre autres. » Grâce à cet accord avec l'Inde, les exportations domestiques de l'île Maurice sont passées de 25,62 millions de dollars en 2020 à 38,77 millions en 2021, soit une augmentation de 51%.

**« NOUS METTONS
TOUT EN ŒUVRE
AFIN D'ÉTENDRE LE
COMMERCE AVEC
D'AUTRES MARCHÉS
À FORT POTENTIEL. »**
KEN POONOOSAMY

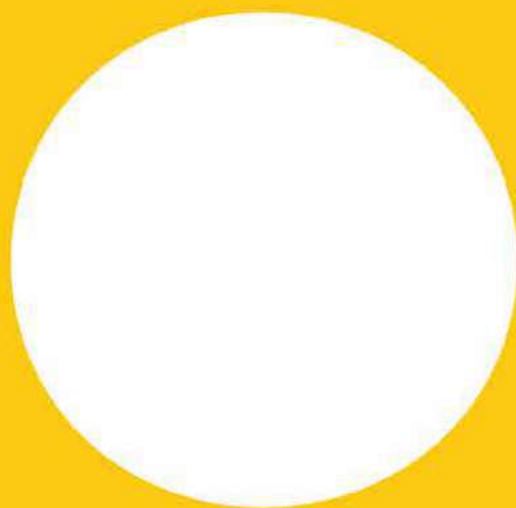
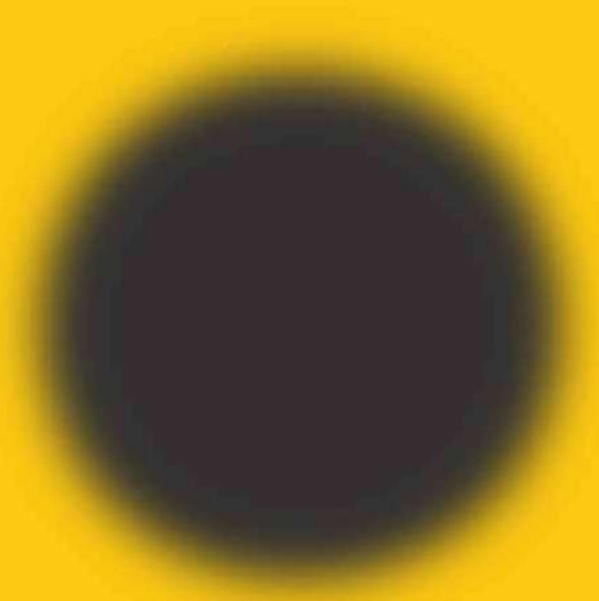
pire du Milieu, avec à la clé une augmentation de plus de 60% des exportations domestiques de l'île vers la Chine en 2021 par rapport à 2020. « Durant cette période, nous avons noté une augmentation exceptionnelle des exportations de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux vers la Chine », observe Ken Poonoosamy. Maurice a aussi bénéficié

LE PORT FRANC, UN OUTIL ESSENTIEL POUR L'ÉCONOMIE DE MAURICE

Malgré l'impact du Covid-19, l'investissement engagé pour le secteur du port franc et de la logistique s'élève à 160 millions d'euros pour la période 2020/2025 et des investissements à hauteur de 70 millions d'euros se sont déjà concrétisés. Du fait de sa localisation stratégique, le port franc de l'île Maurice est une plaque tournante importante permettant de desservir les principaux marchés mondiaux, notamment en Asie. Ces marchés englobent le commerce, la distribution, l'agroalimentaire, la transformation légère et l'assemblage. En termes de bénéfices, ce port franc offre les coûts les plus compétitifs de la région, tant au niveau de l'infrastructure logistique moderne qu'en tant que plateforme d'éclatement, avec un excellent réseau maritime régional. C'est aussi un port à fort tirant d'eau et d'une capacité accrue. L'exonération de droits de douane et de TVA sur les biens, équipements et les matières premières importées ainsi que la réduction des frais de manutention portuaire ne sont que quelques-unes des mesures incitatives mises en place par le gouvernement mauricien pour favoriser l'essor de ce secteur.

d'un accès immédiat en franchise de droits au marché chinois sur 7504 lignes tarifaires. Les droits de douane sur 723 lignes tarifaires supplémentaires seront progressivement supprimés sur une période de cinq à sept ans. Un contingent tarifaire de 50 000 tonnes de sucre a été mis en place progressivement sur une période de huit ans, avec une quantité initiale de 15 000 tonnes. « Nous mettons tout en œuvre afin d'étendre le commerce avec d'autres marchés à fort potentiel sur l'Asie, voire aussi le Moyen-Orient », assure Ken Poonoosamy. L'île Maurice prévoit ainsi d'accroître sa présence sur des marchés porteurs où une présence physique est déjà établie tels que le Japon et Singapour, ainsi que d'autres pays où les négociations ont déjà commencé, comme l'Indonésie et le Vietnam. ♦

Pas juste l'info.
L'info juste



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

Et tout est plus clair.



Texte : Frédéric Laloux



ACCORDS RÉGIONAUX

Les yeux tournés vers l'Afrique de l'Est

Historiquement, c'est en Afrique du Sud que l'île Maurice a noué ses premiers échanges avec le continent africain, comme en témoigne un nouveau projet d'accord signé en septembre dernier. Mais les chefs d'entreprise mauriciens avancent aussi leurs pions au Kenya ou au Rwanda.

Maurice est signataire de deux accords majeurs de libre-échange: le Comesa (marché commun de l'Afrique orientale et australe), à la fois une zone commerciale et une union douanière regroupant 21 États (de l'Égypte à Djibouti en passant par les Seychelles ou le Kenya). L'île est également partie prenante de la SADC (communauté de développement de l'Afrique australe) qui rassemble 16 États, dont l'Afrique du Sud, pays avec lequel Maurice entretient le plus de liens économiques sur le continent africain. D'abord parce qu'une importante communauté sud-africaine est implantée à Maurice, ensuite parce que beaucoup d'importations viennent d'Afrique du Sud. Ainsi, en septembre 2022, l'EDB

(bureau de développement économique mauricien) et la *Business Unity South Africa* (BUSA - fédération d'entreprises sud-africaines) ont signé un protocole d'accord (MoU - *Memorandum of Understanding*) qui permettra aux deux organisations d'échanger des informations sur les opportunités commerciales et le potentiel d'investissement mais également d'organiser des voyages d'études et de prospection ainsi que des événements commerciaux comme des foires commerciales, des expositions, des séminaires et des sessions de formation en direction des entreprises.

Dans la foulée, l'EDB a organisé plusieurs forums d'affaires dans trois grandes villes sud-africaines avec des acteurs locaux dans le domaine des in-

dustries manufacturières, pharmaceutiques, immobilières ou encore les TIC (technologies de l'information et de la communication). L'île offre aussi la protection des investissements sud-africains (et d'autres pays du continent) par le biais de son réseau d'APPI. Maurice et l'Afrique du Sud sont classés parmi les meilleurs pays d'Afrique dans l'indice publié fin 2022 par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'Afrique du Sud a dépassé les objectifs dans le groupe à revenu intermédiaire supérieur, tandis que Maurice a réalisé des performances conformes aux attentes dans le même groupe.

Des accords avec le Kenya et le Rwanda

Mais Maurice ne souhaite pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Ainsi, l'île joue aujourd'hui l'ouverture vers le Kenya. De grands groupes mauriciens se sont installés là-bas grâce notamment à des aides de Proparco (filiale de l'AFD, l'Agence française de développement), comme la compagnie d'assurance MUA et IBL, une société internationale d'investissement, l'un des plus grands groupes de l'océan Indien, venue investir au Kenya dans le secteur des grandes surfaces. Citons encore le groupe Eclasia (ex-Food & Allied) qui exploite de nombreux élevages de poulets au Kenya. Des flux se développent aussi autour des énergies renouvelables avec la création de parcs photovoltaïques au Kenya par des groupes mauriciens. D'autres échanges commencent à se mettre en place avec d'autres pays d'Afrique continentale, comme avec le Rwanda, avec lequel Maurice a signé un accord de non-double-imposition dès 2014.

Les coûts de financement sont encore très élevés au Rwanda et Maurice a sa carte à jouer en tant que hub financier compétent et reconnu. Dans ce sens, la MCB (*Mauritius Commercial Bank*) a noué un partenariat solide avec la Banque commerciale étatique de Kigali. Le rapprochement est évident : beaucoup d'entreprises utilisent la plateforme offshore de Maurice pour réaliser leurs investissements au Rwanda. Enfin, une croissance soutenue depuis plus de dix ans doit aussi s'accompagner d'un développement des compétences internes. Les Rwandais, demandeurs de formations, s'appuient déjà sur le système d'éducation tertiaire mauricien. ♦

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

**Le réseau peut-il
doubler ses effectifs
d'ici 2030 ?**

OLIVIER BROCHET |

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger (AEFE)

MATTHIEU PEYRAUD |

Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères

JEAN-MARC MERRIAUX |

Mission laïque française



ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Cned, plateforme
Cedre France...

ASSOCIATIONS FLAM

Pour la promotion
de la langue française
à l'étranger

CRÈCHES, GARDERIES

Où faire ses
premiers pas ?

| **SOUTIEN SCOLAIRE**
Des formules sur mesure



OLIVIER BROCHET

« *Nous semons aujourd'hui les graines qui feront le réseau de demain* »

Poursuite de l'objectif « Cap 2030 » avec notamment l'homologation d'établissements, l'optimisation de la formation des professeurs grâce à l'ouverture des instituts régionaux de formation, les rendez-vous sportifs et musicaux pour les élèves du réseau : Olivier Brochet, le directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) revient sur ces enjeux.

Quels sont les grands objectifs de l'année 2023 ?

Notre objectif principal, à savoir la croissance du réseau dans le cadre du Cap 2030, nous conduit à stimuler partout le renforcement des atouts des établissements. Il nous faut toujours mieux accueillir les élèves allophones, renforcer l'enseignement des langues et les dispositifs linguistiques. Les élèves du réseau apprennent entre trois et cinq langues, compétences valorisées dans le cadre du nouveau baccalauréat français international. Nous consolidons aussi l'attractivité de l'école maternelle, porte d'entrée dans le réseau, développons le numérique éducatif et poursuivons la mobilisation des établissements sur l'engagement (citoyenneté, développement durable, égalité filles-garçons, inclusion scolaire). L'année 2023 est aussi celle de la consolidation des dispositifs de formation et la transformation numérique du réseau.

Ensuite, nous reprenons « en présentiel » les initiatives pédagogiques animant la vie du réseau. Plus de 1200 élèves de seconde suivent le programme d'échanges ADN-AEFE. L'édition 2023 de « Ambassadeurs, Ambassadrices en herbe » a été lancée, l'Orchestre des lycées français du monde composé de 70 élèves s'est réuni à Vienne en mars pour deux représentations mémorables. Et les Jeux internationaux de la jeunesse sont organisés juin 2023 à Pau en prémices d'une année scolaire 2023-2024 sous le signe du sport.

Avez-vous un objectif chiffré en ce qui concerne le nombre d'établissements partenaires et d'élèves pour la rentrée 2023, dans le cadre du doublement du nombre d'élèves d'ici 2030 ?

Depuis fin 2019, nous sommes passés de 350 000 élèves à 390 000 élèves malgré la pandémie. Le doublement des effectifs ne pourra être atteint qu'en encourageant

un double mouvement : faire accéder de nouveaux établissements partenaires à l'homologation, mais aussi soutenir la densification du réseau existant en travaillant à renforcer son attractivité. S'agissant de nouvelles écoles, nous semons aujourd'hui les graines qui feront le réseau de demain car il s'agit le plus souvent de petites structures qui font homologuer de nouveaux cycles année après année. Nous accompagnons enfin tous les ans plusieurs dizaines d'établissements candidats à l'homologation et travaillons avec les postes diplomatiques à attirer de nouveaux porteurs de projets.

Le ministre Olivier Becht nous expliquait en janvier qu'une « stratégie de prospection afin de trouver de nouvelles écoles susceptibles d'intégrer le réseau » est en place : quelle est cette stratégie ? Elle se fait en collaboration étroite avec les postes diplomatiques qui élaborent

LES **LYCÉES
FRANÇAIS
DU MONDE**

sont des laboratoires
d'innovation
dans l'éducation

138 pays
567 établissements
390 000 élèves

REJOIGNEZ-NOUS !

des plans d'éducation. Ils peuvent ensuite s'appuyer sur les compétences des personnels de l'AEFE, en particulier du service d'accompagnement et de développement du réseau. Ce service accompagne les porteurs de projets qui font le choix du système éducatif français et les établissements qui se lancent dans l'aventure de l'homologation.

Certaines régions du monde sont-elles plus ciblées que d'autres ?

La demande d'éducation internationale exprimée par les familles vaut partout, mais sans parler de cible, certaines régions sont plus motrices dans le développement du réseau, chacune avec ses spécificités. Pour en citer quelques-unes, je pense au Maghreb, à l'Égypte, aux Emirats arabes unis, à l'Afrique de l'Ouest et à l'Amérique latine. Il y a un vrai potentiel de développement en Afrique anglophone. En Europe, il y a des marges de renforcement dans plusieurs pays en province.

Seize instituts régionaux de formation ont été créés début 2023 pour la formation initiale et continue des professeurs du réseau : comment se sont passés les débuts ?

La mise en place des IRF s'est faite de façon progressive. L'Agence y a travaillé avant le vote de la loi afin qu'ils soient opérationnels au plus vite. Il s'est agi notamment d'asseoir juridiquement les IRF, de former les équipes à une nouvelle forme de gouvernance, de leur transférer les budgets de la formation, de définir et d'installer les instances. Certains ajustements sont encore en cours dans certaines zones. La création des IRF est une étape essentielle dans la mise en œuvre du Cap 2030 car ils sont la garantie de la qualité des enseignements.

Que répondez-vous à ceux qui craignent que les personnels qui seront formés dans ces instituts proposent un enseignement « au rabais » par rapport à celui des professeurs de l'Éducation nationale ?

Les titulaires de l'Éducation nationale n'ont jamais représenté la majorité des personnels du réseau. Cela n'empêche pas les établissements homologués de figurer parmi les meilleurs établissements au monde, avec une excellence pédagogique reconnue, des taux de réussite aux examens qui avoisinent les 100%, et l'accès des élèves aux meilleures études supérieures. Mais, en



▲ Olivier Brochet.

« LES ÉTABLISSEMENTS HOMOLOGUÉS FIGURENT PARMI LES MEILLEURS

AU MONDE. »

OLIVIER BROCHET

l'absence d'objectifs de croissance ambitieux, nous ne nous étions pas suffisamment posé collectivement la question de la formation des personnels non titulaires, en particulier des néo-recrutés. C'est aujourd'hui un axe central de la politique de l'AEFE car le renforcement de la qualité est la condition de l'attractivité des établissements. Nous répondons au besoin quantitatif et qualitatif de formation de ce réseau en expansion avec un dispositif complet : les IRF, les formateurs du réseau qui sont des titulaires expérimentés de l'Éducation nationale, et des partenariats renforcés avec les opérateurs du ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse. À titre d'exemple, les nouveaux parcours de formation ont été développés avec le réseau Canopé, qui reconnaît par ailleurs les *open badges* délivrés certifiant les compétences acquises.

Dans quelle mesure le contexte géopolitique constitue un frein à la réalisation de cette prospection ?

Le réseau compte aujourd'hui 567 établissements dans 138 pays. Bien sûr le climat géopolitique peut influencer sur le développement. Mais nous prenons un engagement fort à l'égard des familles : malgré les contextes de crises, nous veillons à pouvoir poursuivre autant que

possible notre mission pédagogique et offrir l'accès à l'éducation française. Le meilleur exemple actuellement est le lycée Anne-de-Kiev au sein duquel les enseignements se poursuivent.

L'inflation étant galopante dans un certain nombre de pays du monde, des évolutions sont-elles prévues en ce qui concerne les professeurs en contrat local ?

Tous les établissements du réseau sont confrontés aux effets de l'inflation qui pèse sur les salariés comme sur les familles. Il y a un exercice délicat à mener pour garantir l'équilibre économique des écoles, répondre aux attentes légitimes des personnels et tenir compte des difficultés des familles. Cela passe par le dialogue. S'agissant des personnels recrutés localement, l'AEFE n'a de responsabilité que pour ceux qui travaillent dans les EGD (*établissements gérés directement, ndlr*). Elle s'attache à mettre en œuvre cette démarche. Les établissements conventionnés et partenaires sont dans la même logique.

Des évolutions sont-elles aussi prévues pour le montant des bourses allouées aux élèves ?

L'Agence est consciente de la dégradation de la situation économique de certaines familles due à l'inflation. L'examen des dossiers se fera, comme tous les ans, avec toute la bienveillance requise par l'Agence et les services consulaires. Nous sommes attentifs à toutes les demandes et veillerons, conformément aux instructions données par nos autorités, à ce qu'aucune famille française ne soit exclue du dispositif. ♦

**L'ENSEIGNEMENT
FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

 pour relever
les défis de

demain
 demain
 demain

Un tournant pour L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Il y a cinq ans, le Président de la République fixait un objectif de développement au réseau d'enseignement français à l'étranger : doubler les effectifs pour atteindre 700 000 élèves en 2030. Depuis lors, de nombreuses étapes ont été franchies.

Les objectifs

Le Cap 2030 et le plan de développement présenté en octobre 2019 partent d'un constat simple : la demande d'éducation internationale est en forte hausse, partout dans le monde. On le voit très bien à l'aide d'un chiffre : selon l'institut ISC, entre 2013 et 2023, le nombre d'écoles internationales dans le monde a progressé de 50%. Dans ce contexte, le réseau des écoles françaises doit pouvoir s'appuyer sur ses atouts : des valeurs éducatives fortes recherchées par les familles, une pédagogie qui garantit l'excellence éducative, la francophonie et le plurilinguisme. L'enjeu est de soutenir le développement de notre offre et d'aider les lycées français internationaux à être mieux connus.

Les forces

Au cœur de l'enseignement français : offrir une pédagogie d'excellence aux élèves, créer les conditions de leur épanouissement, leur permettre d'accéder aux meilleures études supérieures, en France et partout dans le monde. C'est un projet origi-

nal et cohérent qui propose une continuité pédagogique de la maternelle jusqu'au baccalauréat, et souvent aux études supérieures en France. Concrètement, des élèves de CM1 à Auxerre, Mexico, Paris ou Beyrouth suivent le même programme. Il y a aussi continuité dans l'organisation des établissements et la vie scolaire, avec des valeurs partagées. Parmi ces valeurs, l'ouverture aux autres, qui est vécue au quotidien dans les établissements et grâce aux liens qui unissent tous les lycées français du monde. C'est enfin une participation des familles à la vie de l'établissement et donc à l'éducation de leurs enfants. Ces caractéristiques communes dans les 138 pays n'existent dans aucun autre système éducatif au monde. Elles sont garanties par l'homologation accordée par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, révisée tous les 5 ans. Enfin, tous les membres qui constituent le réseau forment une communauté solidaire. Dans ce cadre, personne, que ce soit les établissements, les personnels ou les familles, n'est laissé de côté. On a pu le constater durant la crise COVID : l'AEFE, établissement public

dépendant du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a apporté un soutien pédagogique et financier dès l'apparition de la crise, avec un plan d'urgence de 150 millions d'euros ayant permis de garantir la pérennité de tous les lycées et d'apporter aide et soutien aux familles de toutes nationalités.

Les avancées en faveur de la qualité

Le premier objectif des 45 000 personnels qui travaillent dans les 567 établissements du réseau, c'est de garantir aux familles la qualité de l'éducation. C'est pourquoi l'AEFE a mis en place un dispositif de formation renforcé. Il s'appuie sur 16 Instituts régionaux de formation. De nouveaux parcours de professionnalisation dédiés aux nouveaux personnels ont été mis en place depuis 2021, et la formation continue ouverte à tous les personnels met l'accent sur l'innovation pédagogique. Pour simplifier, fluidifier et sécuriser les usages, l'AEFE a réalisé une transformation numérique. Elle a développé l'application de gestion et suivi de la formation ATENA (100 000 connexions). Elle a créé 42 000 adresses de messagerie sécurisées et harmonisées pour tous les personnels du réseau. Enfin, elle a développé ORION, l'Intranet collaboratif qui compte près de 25 000 usagers.

Vers 2030

Aujourd'hui l'ambition de l'Agence est de permettre à toutes les familles souhaitant une éducation internationale de qualité pour leurs enfants, ouverte sur le monde, porteuse de valeurs et leur offrant les clés pour affronter le monde de demain, d'accéder à un établissement d'enseignement français à l'étranger. C'est ce qui guide nos travaux, c'est l'exigence que nous nous sommes donnée.

www.aefe.fr



▲ Lycée Louis-Massignon

NOUVEAUTÉ

Zoom sur l'institut régional de formation d'Abu Dhabi

Philosophie, chant choral, comptabilité : entre 50 et 80 personnels de la zone Moyen-Orient de l'AEFE viennent chaque semaine à l'institut régional de formation (IRF) d'Abu Dhabi pour suivre l'une des 48 formations proposées par l'institut depuis son ouverture en janvier 2023.

Comme les 15 autres instituts régionaux de formation, l'IRF d'Abu Dhabi a officiellement ouvert ses portes le 1^{er} janvier 2023. Il se situe au sein du lycée français Louis-Massignon, un établissement en gestion directe de l'AEFE et dispose d'un bâtiment dédié, distinct des salles de classes. « Les personnels étaient bien sûr déjà formés », précise Anne-Sophie Goux, la proviseure du lycée. *Ce qui change avec la création des IRF, c'est que cette formation entre dans le cadre du Cap 2030 fixé par le chef de l'État.*

Ce cap, qui vise à doubler le nombre d'élèves dans le réseau de l'AEFE d'ici 2030, s'accompagne nécessairement d'un approfondissement en matière de formation des enseignants, « mais pas seulement » : personnels administratifs et techniques doivent également y suivre

des formations. Celles-ci ne concernent pas seulement les établissements en gestion directe : « Tous les établissements de la zone sont concernés, et tous les personnels, quel que soit leur statut. »

Des infrastructures adaptées

Pour recevoir ces stagiaires, « nous avons quatre salles équipées », poursuit la proviseure. Ceux qui les utilisent viennent des 35 établissements que compte la zone Moyen-Orient : Égypte, Arabie Saoudite, péninsule arabique, Iran, Kazakhstan, etc. « Notre IRF a une antenne au Caire qui dispose également de salles de formation et permet à la fois de répondre aux besoins du réseau égyptien, en pleine expansion, et d'offrir un calendrier de formations plus adapté. » Car au sein de la zone Moyen-Orient, certains pays ont en effet calqué leurs week-ends sur le calendrier occiden-

tal, quand d'autres suivent le calendrier musulman (vendredi et samedi). Au lycée Louis-Massignon, entre 50 et 80 stagiaires se relaient chaque semaine pour deux jours de formation en moyenne. L'IRF s'occupe de toute la logistique : déplacements, logement à Abu Dhabi, restauration dans les locaux de l'établissement, etc. « Les élèves restent notre priorité et nous prévoyons donc les pauses méridiennes des stagiaires en décalé par rapport à eux », précise Anne-Sophie Goux.

Cursus initial pour les « néoprofesseurs »

Si une majorité des stagiaires vient à Abu Dhabi pour de la formation continue, les enseignants non titulaires de l'Éducation nationale peuvent également y suivre leur formation initiale. « Ce parcours de professionnalisation, qui existe dans les 16

IRF, représente 6 offres sur les 48 que nous proposons sur l'année. Il dure deux ans : la première année est consacrée à la connaissance du système français, la seconde aux enjeux disciplinaires. » Appelés « néoprofesseurs », ces enseignants sont inscrits d'office à cette formation dès lors qu'ils entrent dans le réseau. « Il s'agit souvent de personnels déjà recrutés dans nos équipes, mais pour des remplacements. Nous avons aussi des personnels de vie scolaire qui souhaitent changer de poste pour devenir enseignants. » À ce stade, la formation n'est pas sanctionnée par des examens, mais l'AEFE travaille sur un parcours diplômant qui pourrait être mis en place à terme.

Une formation tous les deux ans

Les modules de formation continue sont quant à eux essentiellement proposés sur la base du volontariat. Après avoir pris connaissance des différentes offres de formation toujours publiées en fin d'année scolaire, les enseignants peuvent se préinscrire à l'une ou plusieurs d'entre elles à partir du mois de septembre. « C'est ensuite la cellule de formation continue qui arbitre : elle se compose des membres de la direction de l'établissement mais aussi de personnels. Le but est d'assurer la continuité des cours tout en permettant à ceux qui le désirent de se former. Nous souhaitons permettre à tous les personnels d'avoir accès à une formation tous les deux ans. » Dans certains cas, la direction peut aussi désigner des personnels pour suivre certaines formations, notamment lorsque celles-ci répondent à des besoins précis liés au projet d'établissement.

Des stages élaborés à partir des remontées de terrain

L'IRF d'Abu Dhabi propose en effet des formations variées afin de pouvoir répondre à un maximum de besoins, que ce soit pour les enseignants ou pour le personnel administratif. À chaque fois, le plan de formation est établi à partir des remontées de terrain, avec un recueil des besoins qui est effectué auprès de tous les personnels : enseignants, agents administratifs ou de maintenance, etc. Ces remontées sont ensuite analysées au sein d'une cellule de formation continue où tous les acteurs sont représentés. « Lors d'une seconde phase, les inspecteurs pédagogiques de l'Éducation nationale et les formateurs commencent à construire le plan de formation continue avant de le faire valider par diverses instances, notamment pour la partie budgétaire », explique Anne-Sophie Goux.



Aujourd'hui, 42 stages thématiques ou disciplinaires figurent sur la liste de l'IRF d'Abu Dhabi. « Cela va du chant choral à l'école élémentaire à l'utilisation d'outils techniques pour les comptables en passant par l'étude des nouveaux auteurs qui figurent au programme de philosophie en terminale », énumère la proviseure.

Une académie partenaire pour chaque IRF

Pour assurer des stages aussi variés, il faut des formateurs aux profils qui le sont tout autant. Pour cela, l'institut sollicite surtout des personnels de l'AEFE mais aussi des cadres des établissements. « Chaque IRF a aussi une académie partenaire pour la formation continue. Au Moyen-Orient, nous sommes rattachés à celle de Créteil. Des formateurs de cette académie peuvent intervenir chez nous lorsque nous n'avons pas la ressource nécessaire », indique la proviseure. Enfin, les IRF peuvent faire appel à des prestataires pour certaines formations spécifiques. « Lors du séminaire de rentrée, les directeurs du premier degré – maternelle et élémentaire – ont par exemple reçu une formation de la part d'un spécialiste de la communication interculturelle. » Des stages « interzones » dédiés la politique des langues sont par ailleurs proposés : « Cela concerne notamment l'enseignement de l'arabe. Ce stage est à l'attention de nos enseignants, mais aussi de leurs collègues de la zone Proche-Orient par exemple. » Enfin, des stages « agence » regroupant des personnels issus de l'ensemble du réseau ont régulièrement lieu en France. Ils portent sur les grandes valeurs du système éducatif français, le sport scolaire, l'orientation. ♦

OÙ SE SITUENT LES 16 INSTITUTS RÉGIONAUX DE FORMATION DE L'AEFE ?

- **Zone Afrique australe et orientale :** lycée français Jules-Verne de Johannesburg (Afrique du Sud)
- **Zone Afrique centrale :** lycée français de Lomé (Togo)
- **Zone Afrique occidentale :** lycée français Jean-Mermoz de Dakar (Sénégal)
- **Zone Amérique du Nord :** lycée Paul-Cludel d'Ottawa (Canada)
- **Zone Amérique latine Nord :** lycée français Louis-Pasteur de Bogota (Colombie)
- **Zone Amérique latine Sud :** lycée Jean-Mermoz de Buenos Aires (Argentine)
- **Zone Asie Pacifique :** lycée français Alexandre-Yersin de Hanoi (Vietnam)
- **Zone Europe centrale et orientale :** lycée français Jean-Renoir de Munich (Allemagne)
- **Zone Europe du Nord-Ouest et scandinave :** lycée français Jean-Monnet de Bruxelles (Belgique)
- **Zone Europe du Sud-Est :** lycée Chateaubriand de Rome (Italie)
- **Zone Maghreb Est :** lycée Pierre-Mendès-France de Tunis (Tunisie)
- **Zone Maroc :** lycée Descartes de Rabat (Maroc)
- **Zone Moyen-Orient :** lycée Louis-Massignon d'Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis)
- **Zone océan Indien :** lycée français de Tananarive (Madagascar)
- **Zone péninsule ibérique :** lycée français de Barcelone (Espagne)
- **Zone Proche-Orient :** collège protestant français de Beyrouth (Liban)



On vous donne rendez-vous en France : rejoignez les 400 000 étudiants du monde entier !

1

Un enseignement de rang mondial

Dans le **classement de Shanghai**, la **France occupe la 3^e place mondiale** et dans le domaine des mathématiques, la 1^{re} université au monde est française. En 2022, le top 5 des meilleurs masters en finance du *Financial Times* est 100 % français.

Faites votre choix parmi 3 500 établissements publics et privés, sur l'ensemble du territoire français, et obtenez un diplôme accrédité par l'État français et reconnu dans le monde. Profitez des nombreuses possibilités de stages et d'alternances en entreprise.

2

Une grande nation de recherche et d'innovation

Au 2^e rang mondial pour les médailles Fields (mathématiques) et 4^e pour les Prix Nobel, la France est aussi le 2^e pays européen le plus innovant (Office européen des brevets).

3

Des études à coût modéré, financées par l'état

Dans une université publique française, un étudiant non-européen contribue pour moins de 4 000 euros à une année de master, et un Européen étudie quasi-gratuitement. L'État prend en charge la plus grande partie du coût de vos études. Sans oublier les **nombreuses possibilités de bourses** !



Campus France est l'agence nationale chargée de la promotion de l'enseignement supérieur français à l'étranger et de l'accueil des étudiants et des chercheurs internationaux en France.





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAMPUS
FRANCE

RENDEZ-VOUS

EN

FRANCE

Skills & Friends for life

Galerie Rollin
Escalier C





© Sergey Noddyov

MATTHIEU PEYRAUD

« Nous espérons dépasser la barre des 400 000 élèves à la rentrée 2023 »

« Cap 2030 » : où en est-on ? Le point avec le directeur de la culture, de l'enseignement, de la recherche et du réseau au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

L'objectif du doublement du nombre d'élèves dans le réseau d'ici 2030 se poursuit : où en est-on ?

Cinq ans après que l'objectif a été fixé, nous constatons que le développement de l'enseignement français à l'étranger se confirme, et cela malgré la crise sanitaire qui a eu un impact très lourd sur la vie des établissements. Non seulement nos écoles ont été soutenues et ont survécu à cette crise, mais en plus, le réseau a continué à croître. Nous comptons aujourd'hui 567 établissements, soit 72 de plus qu'il y a cinq ans, et le taux de croissance annuel du réseau s'établit aujourd'hui à 3%. Nous constatons un dynamisme particulièrement visible en Égypte, au Maroc et aux Émirats arabes unis. Dans une moindre

mesure, la demande d'un enseignement français continue de croître également en Afrique subsaharienne : c'est le cas en Côte d'Ivoire ou au Sénégal.

390 000 élèves effectuaient leur rentrée dans l'un des établissements du réseau en septembre 2022. L'objectif de la rentrée 2023 est-il fixé ?

Nous ne fixons pas d'objectif quantitatif global par année. Chacun des 567 établissements du réseau connaît sa propre croissance, ses avancées mais aussi ses difficultés, parfois liées au contexte international, qui viennent freiner son développement. Ces derniers mois nous avons ainsi passé beaucoup de temps à épauler les établissements que nous avons en Russie, en

Ukraine, au Mali, au Burkina Faso, en Haïti mais aussi en Chine où les restrictions liées à la crise sanitaire se sont poursuivies jusqu'à récemment. Sans fixer d'objectif, je peux simplement dire que nous espérons dépasser la barre des 400 000 élèves à la rentrée 2023.

Comment travaillez-vous aujourd'hui dans les pays en conflit, notamment en Ukraine ?

L'État joue tout son rôle pour protéger l'établissement Anne-de-Kiev et lui permettre de survivre à un conflit dont on ne connaît pas la fin. Des mécanismes de solidarité ont été mis en place au sein du réseau afin de permettre aux 70 élèves restés sur place – sur les 450 inscrits avant le conflit – de

poursuivre leur scolarité. L'enseignement doit régulièrement basculer en distanciel mais, lorsque les autorités ukrainiennes le permettent, les cours reprennent au sein de l'établissement, sachant qu'il dispose d'abris.

Face à une concurrence croissante, notamment celle du réseau anglo-saxon, quels atouts les établissements français peuvent-ils mettre en avant pour attirer davantage d'élèves ?

Les élèves qui sortent des établissements du réseau ont un niveau en langues très supérieur à la moyenne nationale. Ils y étudient en français, apprennent aussi au moins l'anglais et la langue du pays de résidence : à la sortie, ils maîtrisent donc au moins trois langues, de manière approfondie s'ils ont en plus choisi de suivre une section internationale. La scolarisation dès la maternelle séduit aussi beaucoup de parents, il s'agit d'une spécificité française reconnue. Nos établissements favorisent par ailleurs l'inclusion via des bourses scolaires – sachant que les lycées français sont toujours moins chers que ceux de la concurrence anglo-saxonne –, mais aussi des dispositifs spécifiques pour les élèves atteints de handicap.

« L'éducation à la française » autour de la transmission des valeurs de la République et la qualité de l'enseignement que nous proposons grâce à des professeurs formés en continu sont également salués par les familles qui nous confient leurs enfants. Autre atout : la possibilité de réaliser ses études supérieures sur le territoire national pour les élèves français comme étrangers nous permet d'attirer un public varié. Enfin, notre réseau permet à des parents qui passent d'une expatriation à une autre de facilement retrouver une école pour leurs enfants, qui peuvent bénéficier d'une véritable continuité dans leur scolarité.

Le baccalauréat français international (BFI) a été lancé en 2022 : de quoi s'agit-il ? Comment ce dispositif peut-il rendre le réseau plus concurrentiel ?

Ce projet est porté par le ministère de l'Éducation nationale et favorise l'éducation bilingue. Les élèves qui préparent cet examen suivent des cours spécifiques dans une langue autre que le français, en plus de la préparation des épreuves classiques du baccalauréat. Il s'agit à la fois de cours de langue (anglais, arabe, chinois, espagnol, etc.)

et de cours de disciplines thématiques (sciences, histoire, etc.) donnés dans la langue choisie. Le bachelier qui obtient son BFI américain a ainsi un niveau de français comparable au bachelier français, et un niveau d'anglais équivalent à celui de ceux qui terminent le secondaire aux États-Unis. Les élèves titulaires d'un BFI peuvent d'ailleurs faire reconnaître leur diplôme par le système d'enseignement partenaire, car ces filières sont fondées sur des accords de reconnaissance avec les différents pays. Les premiers candidats au BFI sortiront diplômés en 2024.

L'Éducation nationale a aujourd'hui du mal à recruter et fidéliser les enseignants. Dans quelle mesure le réseau de l'AEFE en pâtit ?

Le réseau est très attractif : les professeurs souhaitant être détachés sont nombreux, sachant que les conditions de détachement se sont améliorées ré-

**« LES ÉLÈVES QUI
SORTENT DES
ÉTABLISSEMENTS
DU RÉSEAU ONT UN
NIVEAU EN LANGUES
TRÈS SUPÉRIEUR À LA
MOYENNE NATIONALE. »**
MATTHIEU PEYRAUD

cemment, avec une prise en charge des frais liés au changement de résidence. Néanmoins, la pénurie d'enseignants en France oblige le ministère de l'Éducation nationale à arbitrer entre les besoins sur le territoire national et les demandes de détachement. Ces décisions sont prises de manière déconcentrée, au niveau des académies, certaines étant plus déficitaires que d'autres. Mais à partir du moment où le réseau se développe, il pourrait sembler logique que le nombre de professeurs détachés augmente afin d'assurer ce développement. Pour l'heure, le réseau de l'AEFE dispose chaque année d'environ 5 500 professeurs détachés.

L'inflation sévit partout dans le monde et pénalise lourdement les professeurs recrutés localement. Comment l'État agit-il ou compte-t-il agir pour



▲ Matthieu Peyraud.

soulager ces travailleurs d'un point de vue financier ?

Une série de décisions a été prise dans les établissements en gestion directe – où l'AEFE est l'employeur – pour augmenter les rémunérations au cas par cas, en fonction du coût de la vie dans chaque pays. Dans les établissements conventionnés ou partenaires – où l'employeur est le comité de gestion – des arbitrages mettant en perspective l'augmentation du coût de la vie et les finances de l'établissement ont également eu lieu, permettant dans un certain nombre de cas d'augmenter les salaires. Nous sommes par ailleurs très attentifs aux pays qui connaissent une hyperinflation : l'ajustement entre les frais d'écologie, la rémunération des personnels et les charges fixes de l'établissement y est permanent. Le cas le plus délicat est celui du Liban. Dans ce pays notre priorité est de conserver les enseignants et un certain nombre de mesures ont été prises en ce sens, par exemple par les établissements de la Mission laïque française notamment.

Dans quelle mesure l'ouverture récente des instituts régionaux de formation va changer la donne pour la formation des professeurs ?

Chaque institut dispose d'un plan régional de formation, bâti avec une académie partenaire en France. Celle-ci envoie des formateurs aux côtés de ceux de l'AEFE pour assurer, au sein de l'institut, les formations des enseignants – détachés ou locaux – mais aussi des personnels administratifs. Un projet de formation initiale doit par ailleurs être développé pour les personnels locaux dans tous ces instituts. L'idée est de proposer le même niveau de formation qu'en France, avec un petit plus : la dimension interculturelle qui est intégrée à la formation. ♦

JEAN-MARC MERRIAUX

« La Mission laïque française a aujourd'hui trois conventions avec l'État »

Partenaire historique de l'État en matière d'éducation française à l'étranger, la Mission laïque française (MLF) participe à l'objectif « Cap 2030 » en ciblant plus particulièrement deux territoires : l'Égypte et l'Afrique subsaharienne. Interview de Jean-Marc Merriault, son directeur général.



▲ Jean-Marc Merriault.

Quel bilan de votre activité faites-vous pour l'année 2022 ?

Après un recul du nombre d'inscriptions dans nos établissements pendant la pandémie, nous constatons une reprise et sommes revenus à un niveau qui est pratiquement celui d'avant la pandémie. La période du Covid nous ayant permis de booster nos offres de formations, nous avons par ailleurs assisté à une explosion du nombre d'usages de nos plateformes numériques, notamment en ce qui concerne notre écosystème de développement professionnel. Enfin, la rentrée de septembre 2022 a vu l'ensemble des élèves revenir dans les classes après des mois en distanciel un peu partout dans le monde.

La convention de partenariat avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a été renouvelée en février : sur quoi porte-t-elle et comment se matérialise ce partenariat au quotidien ?

La Mission laïque française a aujourd'hui trois conventions avec l'État qui font de nous le partenaire de premier plan de l'ensemble des acteurs publics de l'enseignement français à l'étranger. Nous

sommes d'abord amenés à renouveler tous les cinq ans notre partenariat avec le MEAE. Cela permet de confirmer notre rôle dans le développement de l'enseignement français à l'étranger, d'être reconnus comme un opérateur de formation et de renforcer – du fait de la mission d'intérêt général qui nous est confiée – notre capacité à accompagner les politiques publiques sur le sujet. Nous avons par ailleurs une convention avec le ministère de l'Éducation nationale qui rappelle notamment que nous sommes capables d'accompagner des établissements dans le processus d'homologation octroyé par le ministère. Enfin, la troisième convention a été signée en 2022 avec l'AEFE. Elle donne le cadre de nos relations pour certains sujets ou dans certains territoires qui sont plus en difficulté que d'autres. Je peux par exemple mentionner le soutien plein et entier que nous avons reçu de la part de l'État français, à travers l'AEFE, pour nos établissements du Liban.

Comment travaillez-vous avec ces différents acteurs publics sur l'objectif « Cap 2030 » ?

Nous ciblons un territoire en particulier : l'Égypte. La Mission laïque française a été très présente pendant longtemps dans ce pays avant de devoir le quitter pour des raisons géopolitiques. Le lien a néanmoins été conservé et nous avons décidé il y a maintenant trois ans de créer un poste pour reprendre notre développement sur ce territoire. Nous y avons investi pour favoriser l'implantation de nouveaux établissements et pourrions à terme ac-

compagner jusqu'à dix établissements en Égypte si l'ensemble des accords aboutit.

D'autres territoires font-ils l'objet d'une attention particulière de votre part ?

Nous sommes en train de structurer une politique de développement en Afrique subsaharienne avec comme base locale notre lycée d'Abidjan (Côte d'Ivoire), le lycée Jean-Mermoz. Nous avons d'ores et déjà un certain nombre de partenaires, notamment en Mauritanie, en Angola ou au Gabon. Cela constitue autant de pistes de développement pour les années à venir. Enfin, notre réseau au Maroc est important avec ses 11 500 élèves, et il continue de se développer. Début mars, nous avons par exemple assisté à la pose de la première pierre d'un nouvel établissement à Casablanca : il devrait ouvrir ses portes à la rentrée 2024.

Pour la formation de vos enseignants, vous avez créé des centres locaux de développement professionnel (CDP). Comment fonctionnent-ils ?

Ces centres permettent d'identifier au plus près du terrain l'ensemble des demandes en matière de formation et d'accompagnement des personnels de la MLF dans leur cheminement professionnel. Nous avons par ailleurs créé deux centres de développement professionnel, à Abidjan et Rabat (Maroc), pour accompagner nos établissements dans leur politique de formation mais aussi pour renforcer la coopération éducative avec des acteurs de proximité. ♦

**« LA RENTRÉE DE
SEPTEMBRE 2022
A VU L'ENSEMBLE
DES ÉLÈVES REVENIR
DANS LES CLASSES. »
JEAN-MARC MERRIAUX**



Les établissements du réseau Mlf monde

L'excellence par la différence

2022 : Nos écoles ont du talent

Lycée français international Louis-Massignon (Casablanca, Maroc) - Les éco-ambassadeurs du lycée ont mis en place le 'Green Lab', une éco cabane inédite. En 2021-2022, des éco-ambassadeurs ont été élus dans toutes les classes du CP à la terminale sur les sites de Bouskoura et Val d'Anfa, soit 90 élèves. Tous les ans, ils organisent "une semaine pour la Terre", encadrés par un groupe d'enseignants volontaires issus de toutes les disciplines. Le 'Green Lab' a été présenté au "prix de l'action éco-déléguée de l'année" organisé par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la jeunesse et des sports, catégorie collège, et a été sélectionné pour représenter les établissements français à l'étranger à la finale nationale parmi 17 établissements de 12 pays différents. Cet engagement collectif a permis à l'établissement d'obtenir une labellisation E3D de niveau 1 en 2021 en partenariat avec l'académie de Dijon.

Lycée Français de Séville (LFS)

- La Mission Laïque française et le LFS vont construire un site pilote en Andalousie : le centre français de technologie et d'innovation. Point de synergie entre l'innovation technologique, éducative et entrepreneuriale, il accueillera en son cœur le nouveau LFS. Devant ouvrir ses portes à l'automne 2025, le Centre français de technologie et d'innovation sera conçu comme un espace dédié à l'innovation éducative et technologique. Résolument tourné vers l'international, ce Centre aura pour vocation de favoriser la collaboration entre les entreprises espagnoles, françaises, internationales avec le parc scientifique et technologique de Cartuja. Il abritera également un FabLab et des espaces de collaborations : un pôle d'innovation technologique durable doté d'installations dernier cri au sein duquel élèves, étudiants, chercheurs, universitaires et jeunes entreprises pourront partager leurs talents et leurs connaissances

afin de contribuer au développement économique, social, environnemental dans tous leurs secteurs d'activités.

• *Les projets pédagogiques avec la webradio : une autre façon d'apprendre !*

Depuis six ans, la Mlf a mis en place des formations webradio dans différents établissements afin de permettre aux élèves de s'approprier ce nouveau média, outil au service des apprentissages.

• Les élèves de Terminale du lycée français international de Bahreïn ont renouvelé leur expérience de la webradio en réalisant une émission spéciale dédiée à l'égalité femmes-hommes.

• La webradio de l'école française d'Aberdeen (Écosse, Grande-Bretagne), Scot'FR, a été lancée au mois de septembre 2022, et les élèves, apprentis journalistes, ont déjà produit 5 émissions.

• La French International webradio par les élèves de CM2 accompagnés de leurs enseignants de l'école française internationale de l'Oregon (Portland, États-Unis).



Un excellent taux de réussite aux examens qui se confirme année après année

Ces résultats sont la preuve du dynamisme et du professionnalisme des équipes éducatives des divers établissements qui suivront vos élèves.

Les élèves ont pour leur grande majorité pu s'inscrire dans un établissement supérieur de leur choix, accompagnés par les professionnels de leur établissement scolaire au sein de notre réseau.



Entre 2020 et 2021

Français : **+1,72 %**
Nationaux : **+0,14 %**
Tiers : **+7,62 %**

La Mission laïque française (Mlf) crée et gère des écoles, collèges, lycées dans le monde. Elle accueille et réunit dans son réseau d'établissements des enfants et des enseignants de toutes les origines et de toutes les cultures. Elle a développé une pédagogie de la rencontre entre deux cultures, renforcée par l'apprentissage de trois langues. Un réseau d'écoles qui tire le meilleur parti de l'excellence de l'enseignement français, l'ancrage dans la culture locale et l'ouverture sur l'international.



mlfmonde.org



Collectif de
L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE
Responsable et Engagé



Offrir une alternative ou un complément à la scolarité en expatriation

Comment choisir la meilleure option pour la scolarité de ses enfants lors d'un départ à l'étranger ? Il peut parfois être difficile de s'inscrire en cours d'année dans un établissement du réseau de l'AEFE ou dans une école locale. L'enseignement à distance présente de nombreux avantages, en tant qu'alternative ou complément à une scolarité à l'étranger. Le collectif CEDRE France regroupe depuis 2021 trois écoles à distance que sont Hattemer Academy, l'EIB à distance et le Cours Sainte-Anne, et propose des programmes de cours à distance de la maternelle à la terminale, particulièrement adaptés aux familles expatriées. Qu'il s'agisse d'un enseignement complet, partiel ou de programmes de révisions, les écoles à distance du collectif CEDRE France offrent une alternative sérieuse pour la scolarité de votre enfant.

L'école à la maison pour un suivi pédagogique personnalisé, au rythme de l'enfant

Les lycées français sont souvent implantés dans les grandes villes et leurs effectifs chargés peuvent parfois rendre difficile l'inscription de nouveaux élèves. Et même si certains d'entre eux présentent un niveau académique très élevé, certains établissements peuvent au contraire ne pas répondre aux attentes de parents exigeants ou dont l'enfant présente un profil particulier ou encore des élèves préparant des études supérieures sélectives. En ce sens, l'enseignement à distance représente une véritable alternative qui garantit une couverture complète de toutes les matières d'une année scolaire, sur la base de supports de

cours riches et d'un accompagnement quotidien des équipes pédagogiques. « Les dernières recherches en neurosciences montrent que la qualité de l'apprentissage se joue beaucoup sur la capacité à personnaliser l'apprentissage pour chaque enfant », nous explique Marie-Laure Le Lourec, directrice de l'enseignement à distance du collectif CEDRE France. « Le sur-mesure est la raison d'être de nos trois écoles à distance. Nous recherchons avec la famille ce qui va correspondre, par rapport à ses attentes et à ses objectifs. Nous pouvons adapter le programme, le niveau, que ce soit dans le cadre d'une scolarité complémentaire ou dans le cadre de cours complets à distance. » En effet, pour chaque inscription, un entretien pédagogique afin de déterminer où se situe l'enfant par rapport au contenu des programmes. Sur le plan de l'organisation,

l'enfant travaille à son rythme, en investissant ses apprentissages. Les élèves bénéficient en effet de tous les éléments pédagogiques nécessaires: des supports de cours, des exercices, des corrections et des évaluations. Ils peuvent aussi compter sur le suivi d'enseignants diplômés et la délivrance de relevés de notes, de bulletins trimestriels et d'attestations de scolarité. Des séances en visioconférence sont également proposées pour de nombreuses matières, soit en petit groupe, soit en individuel, l'objectif étant de trouver le bon équilibre entre cours synchrones et asynchrones, et donc de présence devant les écrans selon l'âge des élèves. L'équipe pédagogique accompagne par ailleurs les élèves dans le choix de leurs spécialités de première et tout au long de la procédure Parcoursup. Des examens blancs en visioconférence pour les épreuves orales du baccalauréat sont également organisés. Ainsi, où qu'il soit, l'élève est suivi et scolarisé de façon individualisée jusqu'à son retour en France.

Une inscription possible à tout moment de l'année, et n'importe où dans le monde

L'inscription dans un établissement d'enseignement à distance du collectif CEDRE France est très simple pour toutes les familles expatriées. Elle peut s'effectuer à tout moment, même en cours d'année. C'est par exemple le cas de la famille de Joseph, expatriée à Abu Dhabi, pour qui le rythme de l'école anglaise ne convenait pas: *«Il devait se lever à 5h30 chaque matin pour prendre le bus, il n'avait pas de véritable pause déjeuner... Avec la chaleur, c'était compliqué, d'autant plus qu'il s'ennuyait en classe. En discutant avec d'autres mamans, j'ai découvert l'EIB à distance et cela nous a convaincus: la semaine suivante, on inscrivait notre fils !»*

• À noter : Les élèves expatriés n'ont pas à effectuer de **demande d'autorisation** d'instruction en famille pour suivre une scolarité à distance. L'inscription dans l'une des écoles à distance du collectif CEDRE France est donc possible à tout moment de l'année, c'est notamment

précieux pour les familles qui résident dans l'hémisphère sud avec un calendrier scolaire différent.

Les cours à distance en complément d'une scolarité en présentiel

L'enseignement à distance peut également servir à compléter la scolarité en approfondissant une ou plusieurs disciplines, par exemple pour suivre une option qui n'est pas proposée dans l'établissement du pays d'accueil ou pour renforcer ses connaissances dans une matière spécifique. Vincent Viard, responsable pédagogique à l'EIB à distance, constate que *«les familles expatriées ont souvent un niveau d'exigence élevé quant à la qualité de l'enseignement dispensé à leurs enfants. Certains parents souhaitent donc un renforcement dans certaines matières, comme le français, les mathématiques, voire une langue étrangère»*. Aude, expatriée au Canada, a choisi de scolariser ses enfants dans une école canadienne pour favoriser leur intégration dans le pays. Elle a souhaité compléter la scolarité de ses enfants en les inscrivant au Cours Sainte-Anne: *«Les programmes sont adaptés aux enfants qui suivent une scolarité en parallèle. Ils continuent de progresser et ont des devoirs corrigés. Les cours à domicile permettent de moduler, en fonction de l'emploi du temps de chacun, de la fatigue de chaque enfant. Nous avons aussi apprécié l'accompagnement des parents.»*

De nombreuses options pour favoriser le bilinguisme en anglais

Dès le collège, les écoles membres de CEDRE France proposent des options pour renforcer l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais. Les élèves ont ainsi la possibilité de préparer un double diplôme français-américain, le Dual Diploma. En travaillant sur l'anglais, l'histoire, le gouvernement et l'économie des États-Unis pendant 3 à 4 heures par semaine, via un programme complémentaire entièrement en ligne, les élèves sont bilingues à la fin de la terminale. Ils auront alors acquis des compétences pour travailler avec des interlocuteurs américains et auront une meilleure opportunité d'accéder aux universités américaines, tout en ayant obtenu le baccalauréat français en parallèle. Riwen, qui a

obtenu ce double diplôme avec Hattemer Academy, témoigne: *«Les cours du Dual Diploma sont intéressants à la fois sur le plan philosophique, géopolitique, historique, économique et simplement culturel.»* Par ailleurs, il est aussi possible de préparer les certifications de Cambridge à distance pour le collège et le lycée. *«J'ai eu environ dix-huit heures de cours avec un professeur d'anglais qui m'a beaucoup aidé sur des domaines aussi vastes que la grammaire, la prononciation en anglais et le vocabulaire. L'examen s'est très bien passé et je pense que c'est parce que j'avais été très bien préparé ! Les séances étaient ludiques parce qu'on discutait de sujets en anglais, tout en apprenant !»* témoigne Ylan qui a suivi ce programme à distance.

Le retour en France après l'expatriation facilité par cet enseignement

L'enseignement à distance permet aux enfants de maintenir un lien avec le système éducatif français et de maintenir un bon niveau en langue française, notamment lorsque l'enfant est scolarisé dans un établissement qui ne propose pas de programme en français. À la fin de son parcours à distance, le relevé de notes atteste du niveau acquis dans la matière concernée, ce qui facilite le passage en classe supérieure. Le retour en France et la réintégration dans l'établissement sont ainsi simplifiés, et les enfants peuvent facilement se réadapter et réussir leur baccalauréat, par exemple, avec de très bons résultats.

L'enseignement à distance peut permettre de compléter le cursus des élèves expatriés ou être une alternative à la scolarité locale. Ce mode de scolarité offre aux enfants établis hors de France la possibilité de progresser à leur rythme à travers un suivi approfondi de la part des équipes pédagogiques.

Pour en savoir plus sur les programmes proposés par les écoles à distance du collectif CEDRE France, rendez-vous sur le site cedre-france.com ou contactez les équipes au +33 (0)9 70 71 76 76 ou par email à contact@cedre-france.com



HATTEMER BILINGUE

Une méthode pédagogique unique

Depuis 1885, les écoles primaires Hattemer Bilingue accueillent les enfants de la maternelle au CM2 dans des classes à petits effectifs. Hattemer Bilingue possède deux établissements, dans le 8^{ème} arrondissement, rue de Londres et dans le 16^{ème} arrondissement : rue Decamps. Etablissement laïc et totalement indépendant, Hattemer Bilingue offre une remarquable stabilité dans ses programmes. Nombreuses sont les familles qui viennent inscrire leurs enfants pour la qualité et la richesse de sa **méthode d'enseignement**, la rigueur de la pédagogie transmise et le sérieux et l'expérience de son **équipe pédagogique**.

Une école bilingue

L'école a choisi d'adapter ses élèves au monde de demain en leur permettant de devenir parfaitement bilingues. Hattemer Bilingue a pour mission de conduire chaque élève vers la réussite académique avec un haut niveau d'anglais, l'épanouissement personnel et la curiosité extra-scolaire. Ses établissements ont toujours prôné les valeurs de l'excellence afin de permettre à ses élèves d'intégrer les filières de leur choix et d'être acteur dans le monde de demain. En s'appuyant sur sa propre méthode pédagogique et ses propres manuels, l'instruction d'Hattemer Bilingue est axée sur la maîtrise des disciplines fondamentales (français, mathématiques, anglais) et la diversité des matières enseignées (Histoire, géographie, sciences). C'est ainsi qu'Hattemer Bilingue construit les bases solides d'une scolarité réussie tout en développant la curiosité, l'adaptabilité et l'ouverture sur le monde de tous ses élèves.

Des programmes d'anglais approfondis

Pour préparer ses élèves à évoluer dans le monde de demain et dans un milieu international, Hattemer Bilingue leur offre un environnement véritablement bi-culturel et les encourage à développer leur curiosité, leur ouverture sur le monde. L'apprentissage et la maîtrise de l'anglais dès la première année d'école en sont l'étape fondatrice. L'apprentissage de l'anglais est quotidien dans toutes les classes :

- Dans les trois classes de maternelle, les programmes sont étudiés dans les deux langues avec un enseignement à 50-50 (français-anglais) selon un emploi du temps conçu au plus près des besoins et du rythme de chaque élève.
- Du CP au CM2, l'enseignement de l'anglais et en anglais est dispensé au rythme de sept heures par semaine. Les programmes d'anglais ont été écrits par les enseignant(e)s expérimenté(e)s et natif(ve)s d'Hattemer Bilingue.

Des programmes plus approfondis que ceux de l'Education Nationale

Les écoles primaires Hattemer Bilingue assurent aux élèves un développement intellectuel sans faille et l'acquisition d'une bonne méthode de travail. Hattemer Bilingue s'attache également à développer la sensibilité esthétique et humaine, la culture générale et la curiosité. Ses programmes étudient à chaque niveau les attendus de l'Education Nationale en les enrichissant, notamment en français, en calcul mental et de façon très significative en anglais.

Chaque semaine se présente le traditionnel « **Grand Cours** » :

- Le Grand Cours Ecrit évalue à l'écrit l'assimilation du programme étudié durant la semaine.
- Le Grand Cours Oral, lui, prend appui sur le programme hebdomadaire pour familiariser les élèves à la maîtrise de la prise de parole en public.

Le Grand Cours oral est accessible aux parents (à distance ou en présentiel). Ces derniers peuvent ainsi apprécier les acquis des enfants et la progression de leur aisance à l'oral.

Une école à taille humaine

En tant qu'école à taille humaine, Hattemer Bilingue place chaque élève au centre des attentions pour permettre un travail serein tout au long du parcours scolaire tout en favorisant l'épanouissement personnel à travers les **nombreuses activités extrascolaires** proposées. Grâce à des activités périscolaires variées, Hattemer Bilingue s'attache à développer la sensibilité artistique et humaine, la tolérance et la solidarité chez les élèves, qui sont les valeurs centrales de la vie des deux écoles. Une école de l'exigence qui a parfaitement instruit **d'anciens élèves** devenus célèbres depuis et qui continue de répondre aux ambitions de chaque famille pour une scolarité épanouie et prometteuse pour leurs enfants.

Hattemer Bilingue Paris 8e
Maternelle - Élémentaire
52 rue de Londres 75008 Paris
01 43 87 59 48 | admission@hattemer.fr

Hattemer Bilingue Paris 16e
Maternelle - Élémentaire
43 rue Decamps 75116 Paris
01 84 79 29 99 |
administration16@hattemer.fr
www.hattemer.fr

Découvrez nos écoles primaires lors d'une visite privée



Etablissements
de la petite section
(dès 2 ans) au CM2



Enseignement bilingue
50% en français et 50% en anglais
dès la maternelle



Méthode reconnue
fondée sur la **maîtrise**
des disciplines fondamentales



Inscriptions ouvertes
pour 2023/2024

ACTEUR HISTORIQUE

La « révolution copernicienne » du Cned

Le Centre national d'enseignement à distance (Cned) a su tirer avantage de la crise Covid mais aussi de la réforme du lycée en France pour se réinventer, notamment à travers l'innovation pédagogique et une hybridation entre présentiel et distanciel.

Avec plus de 20 000 inscrits à l'international, dont 17 000 scolaires, le Cned s'impose plus que jamais aujourd'hui comme le premier opérateur de formation à distance tout au long de la vie en Europe et dans le monde francophone. « Nous sommes de plus en plus dans une logique de complémentarité, explique Jean-Noël Tronc, directeur du Cned. Même des enfants qui sont scolarisés en présentiel ont besoin d'un accès à toute l'offre pédagogique française, et nous sommes heureux de pouvoir proposer cette offre au réseau. » Le Cned vient ainsi, par exemple,

de renouveler sa convention cadre avec l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) et de se réengager notamment dans le déploiement des enseignements de spécialité auprès des élèves de cycle terminal et dans la mise à disposition de son agent conversationnel numérique – Jules – pour aider les collégiens à faire leurs devoirs. Le Cned a également lancé cette année, en collaboration avec l'AEFE, un projet pilote sur des parcours de formations hybrides pour les élèves de BTS commerce international et tourisme dans trois lycées français au Maroc et en Grèce.

« Nous sommes partenaires d'un grand nombre d'acteurs-clés mais le Cned agit également directement auprès des expatriés, précise M. Tronc. Beaucoup de nos familles ont opté pour une scolarisation de leurs enfants en distanciel avec le Cned car elles se trouvent trop éloignées des établissements scolaires français. En Norvège, par exemple, l'école française de Stavanger a dû fermer ses portes et les enfants de militaires du détachement français de



▲ Jean-Noël Tronc.

« NOUS SOMMES DE PLUS EN PLUS DANS UNE LOGIQUE DE COMPLÉMENTARITÉ. »
JEAN-NOËL TRONC

l'Otan, sans possibilité de scolarisation française en présentiel, ont eu recours au Cned. D'autres enfants sont inscrits dans un établissement local et ont choisi en plus la scolarité complémentaire internationale (SCI) du Cned pour conserver un lien avec la France et les programmes officiels français. Cette mission de service public est absolument centrale pour nous. »

Le monde a basculé

Comme tous les autres opérateurs, le Cned a eu à traverser la période de la pandémie de Covid-19. « Ce serait une erreur de se dire que c'était une parenthèse qui va se refermer et que tout va redevenir comme avant, met en garde M. Tronc.

Le monde a basculé dans un modèle différent. Au début de la crise, l'État nous a mandaté et nous avons ouvert à tous les publics, élèves, enseignants et parents, une plateforme en ligne. 530 000 enseignants français, soit plus de la moitié, ont ainsi utilisé les outils mis à leur disposition par le Cned. » C'est donc une véritable « révolution copernicienne » qu'a vécue l'institution, à la fois par la Covid mais aussi avec la réforme du lycée et avec la mise en place du contrôle continu. « Ils ont beau être indépendants l'un de l'autre, ces deux éléments ont totalement bouleversé notre modèle pédagogique et nous

ont fait faire un bond en avant en termes de modernisation », affirme M. Tronc.

Un acteur de la francophonie

Ancien PDG des activités internationales de Canal+, ex-directeur général de la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), Jean-Noël Tronc met en avant son expérience de plus de vingt ans sur le terrain à l'étranger et l'importance, selon lui, de la francophonie. « Démographiquement, le français est la langue qui croît le plus rapidement aujourd'hui dans le monde, en Afrique, mais aussi en Amérique. C'est un outil de "soft power" (diplomatie douce, ndlr) absolument central mais il est aujourd'hui concurrencé par d'autres réseaux d'influence culturelle majeurs. Le distanciel a indiscutablement un rôle à jouer et le Cned sa part à prendre dans l'objectif de développement de l'enseignement français à l'étranger », affirme-t-il.

• Aller plus loin : www.cned.fr



UNE DOUBLE MISSION D'ÉDUCATION ET DE FORMATION AU SERVICE DE TOUTES LES RÉUSSITES

En France, en Europe et dans le monde

Opérateur public de l'enseignement à distance, le Cned a une double mission d'éducation et de formation. Il s'adresse à tous les publics, en France ou à l'étranger, quelle que soit leur nationalité. Il leur offre la possibilité de suivre à distance un enseignement scolaire ou supérieur français, ainsi que des formations initiales ou professionnelles.

Premier opérateur de formation à distance tout au long de la vie en Europe et dans le monde francophone, le Cned est un acteur incontournable à l'international. Il compte plus de 20.000 inscrits répartis sur les cinq continents. De la grande section de maternelle à la terminale, le Cned propose les programmes scolaires officiels français selon un format adapté aux besoins de l'expatriation et de la scolarisation à l'étranger.

La classe complète : elle couvre l'intégralité d'un niveau du programme français sur une année scolaire, en cursus officiel ou en parcours libre.

Le cours à la carte : il permet à un élève de découvrir ou d'approfondir, à titre personnel ou en cursus scolaire, une ou plusieurs matières de son choix.

La scolarité complémentaire internationale : elle s'adresse aux élèves français ou francophones qui sont inscrits dans un établissement scolaire local et qui souhaitent préparer une poursuite d'études dans le système éducatif français ou entretenir et développer un lien avec la langue et la culture françaises.

Formation à l'étranger

Le Cned permet aux expatriés et aux publics étrangers de préparer à distance des diplômes français, de se former et de compléter leur culture générale.

Enseignement supérieur : le Cned contribue à la promotion des études supérieures françaises en proposant des cursus universitaires à distance.

Formation continue : le Cned accompagne les expatriés français dans leur projet de carrière et les aide à préparer leur retour en France (concours, formation professionnelle, langues étrangères avec le programme #JeVeuxParler, culture personnelle, etc.).

Français langue étrangère (FLE) : le Cned contribue au rayonnement de la langue française en formant les professeurs de français (diplôme d'aptitude à l'enseignement du français langue étrangère-DAEFLE, PROFLE+, cursus FLE) et les étudiants (cursus FLE, préparation aux certifications DELF et DALF, etc.).

Appui opérationnel aux établissements scolaires

Outre les nombreux inscrits individuels, le Cned répond également aux besoins émanant d'établissements scolaires relevant du réseau des établissements de l'enseignement français à l'étranger (de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger -AEFE-, de la Mission laïque française -MLF-) ou hors réseau. Le Cned permet notamment aux établissements scolaires homologués de proposer une offre large d'enseignements, difficile de dispenser en

présentiel faute d'enseignants ou d'élèves en nombre suffisant (langues à faible diffusion, options peu répandues, enseignements de spécialité du cycle terminal, etc.) et aux établissements étrangers à programmes français ou bilingues, d'intégrer un parcours complémentaire en français à leur cursus national.

Dispositifs hybrides enseignement à distance/ accompagnement en présence : l'exemple de la formation professionnelle

Le Cned a lancé en 2022 un projet pilote sur des parcours de formation au brevet de technicien supérieur (BTS) dans trois établissements de l'AEFE, au Maroc et en Grèce, respectivement pour un BTS commerce international et un BTS tourisme. Ces parcours s'organisent autour d'une formation hybride, combinant des temps d'enseignement à distance auprès du Cned et des temps d'accompagnement administratif et pédagogique au sein de l'établissement scolaire d'accueil. Une offre de formation professionnelle qualifiante qui répond aux besoins du marché local de l'emploi.

Plus d'informations :
www.cned.fr



France Education international, établissement-pivot de la coopération éducative internationale du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, est un acteur majeur de la diffusion du français à l'international et de l'évaluation des compétences en langue étrangère : certifications (en lien étroit avec les postes diplomatiques), formations en français langue étrangère, déclinaisons internationales et numériques des BELC, liens partenariaux avec les grands acteurs du domaine, y compris les universités.

Il vient en appui aux dispositifs d'enseignement *du et en français* dans le monde à travers des projets de coopération et la production de ressources, notamment dans le domaine du bi/plurilinguisme, et par des actions de formation adaptées aux besoins des cadres et enseignants des pays partenaires. L'ensemble des dispositifs gérés dans ce cadre a été articulé en une offre de formation intégrée, hybride et renouvelée. L'objectif de FEI est de maintenir le statut d'excellence des formations dispensées sur ses dispositifs phares, tout en garantissant aux bénéficiaires un choix plus grand de modalités et la possibilité d'options « sur mesure ».

Une offre de formation diversifiée

• FEI+, la formation en ligne au service des acteurs des métiers du français dans le monde

Depuis 2017, la plateforme de formation continue FEI+ propose aux enseignants de français langue étrangère une offre de formation orientée vers des compétences métier, telles que « Développer ses compétences d'enseignant en section bilingue », « Communiquer pour valoriser un dispositif bilingue francophone » ou encore « Utiliser une capsule vidéo dans une séquence pédagogique », « Identifier les principes de la classe inversée » et « Découvrir le CECRL et le dispositif DELF-DALF ». Cette offre s'est enrichie grâce aux partenaires de FEI, spécialistes de la langue française, et grâce aux projets européens

comme FOCAALE (Français opérationnel et contextualisé pour adultes en apprentissage de la lecture-écriture) qui a produit trois modules en libre accès : *Didactiser des supports authentiques*, *Développer la compétence écrite* et *Développer la compétence orale*. Les quatre modules suivants sont particulièrement plébiscités : 1/ *Utiliser les médias en classe (TV5MONDE et RFI)* – 2/ *Découvrir les associations de professeurs de français (FIPF)* – 3/ *Enseigner le FLE avec une fiction radio (RFI)* – 4/ *La démarche « Action culturelle et langue française » (DGLFLF)*.

FEI+ offre des modules élaborés par des experts du FLE, un nombre important de modules gratuits en autoformation avec une charte qualité du tutorat, et des badges et des attestations de suivi !

https://plus.france-education-international.fr/local/course_offer/

• BELC

Les universités BELC- *les métiers du français dans le monde* sont des formations intensives destinées aux professionnels de l'enseignement du français, exerçant en France ou à l'étranger. Reconnues internationalement, elles permettent aux bénéficiaires d'obtenir un certificat de stage qui atteste du perfectionnement dans un domaine particulier. Différentes déclinaisons sont proposées, en France, avec des formations qui se déroulent en été et en hiver, ou bien à l'étranger, tout au long de l'année, pour les BELC dits « régionaux ». Ces derniers sont organisés par les postes diplomatiques (ambassades de France ou instituts français) avec l'appui de FEI. Qu'elles soient régionales ou or-

ganisées en France, les universités BELC forment les professionnels du/en français aux techniques actualisées dans les domaines de la pédagogie et de la didactique du FLE. Très prisées, ces formations constituent de véritables carrefours de rencontres des acteurs clés de la profession mais aussi un espace d'échanges entre pairs. Participer au BELC donne l'opportunité de découvrir ou d'approfondir de nouvelles pratiques.

www.france-education-international.fr/belc

Des ressources variées à destination des enseignants

• LISEO, des ressources pédagogiques sélectionnées pour les enseignants

Avec un catalogue de 40 000 références, le portail LISEO permet de suivre l'actualité internationale de l'éducation et de l'enseignement des langues dans le monde. Il s'adresse aux enseignants, aux enseignants-chercheurs, aux cadres de l'éducation ou encore aux étudiants. Afin de répondre aux besoins précis des enseignants qui, pour leurs élèves, recherchent des ressources ludiques, pédagogiques ou des documents authentiques, l'équipe du Laboratoire d'innovation et de ressources en éducation (le LIRE) de FEI vous propose des sélections variées de ressources à lire, à écouter et à regarder. L'offre de LISEO se concentre sur le signalement de ressources issues des grands opérateurs, de sites ministériels, institutionnels ou de sites d'enseignants en France et

France Éducation international a été créé en 1945 sous le nom de Centre international d'études pédagogiques.



Photos © France Éducation international

dans la francophonie (Belgique, Canada, Suisse), en complément des ressources pédagogiques d'excellente qualité produites par des partenaires comme TV5 Monde et RFI, bien connues du réseau culturel français à l'étranger. De nombreux dossiers thématiques sont disponibles, tels que « Enseigner au développement durable en français », « Enseigner les arts en français » ou encore « Enseigner le français aux enfants ». Les professeurs intéressés peuvent interroger la rubrique « Ressources pédagogiques » du catalogue, en croisant un ou plusieurs critères : discipline, support, âge de l'élève, public. Ils peuvent aussi s'abonner et créer des alertes pour recevoir chaque mois une sélection de ressources.

https://liseo.france-education-international.fr/index.php?lvl=cmspage&pageid=6&id_rubrique=142

• France EduNum international, un catalogue des solutions numériques éducatives françaises

FEI coordonne la plateforme-catalogue de l'initiative publique-privée France EduNum International portée par les ministères de l'éducation nationale et de la Jeunesse et de l'Europe et des affaires étrangères, avec des opérateurs publics et associations professionnelles de l'EdTech. Cette initiative valorise des solutions numériques éducatives françaises existantes et permet aux acteurs qui le souhaitent de se développer à l'international. Ces solutions s'adressent aux enseignants, aux familles, ou encore aux administrations.



Elles visent à accompagner le développement des compétences des élèves, du préscolaire à l'université, dans les domaines des langues, de la lecture, des mathématiques, de la culture, des sciences, ou encore des « compétences de vie ».

<https://france-edu-num.projets.app/dashboard>

• Projet KEEP : 20 enseignants présentent des pratiques novatrices déployées durant la pandémie

La pandémie de la COVID-19 a contraint les enseignants et les établissements à adapter dans l'urgence leurs cours à des modalités d'enseignement à distance. Le projet Erasmus+ KEEP, coordonné par FEI et porté par la France, la Belgique, la Grèce et la Pologne, s'est intéressé aux pratiques novatrices utilisées par les enseignants du secondaire afin de garder à distance le lien avec les élèves et prévenir le décrochage scolaire. Afin de diffuser des exemples de bonnes pratiques déployées dans le cadre de l'enseignement à distance, 20 portraits d'enseignants, exerçant dans les quatre pays partenaires, ont été réalisés. Chaque portrait présente brièvement l'environnement scolaire et



EV@LANG COLLÈGE

L'année 2022 a été particulièrement importante pour Ev@lang, le test de positionnement proposé par France Éducation international dans 3 langues : français, anglais et arabe. En effet plus de 45 000 tests dit « tout public » ont été réalisés à travers le monde. Également décliné dans une version anglaise spécifiquement conçue pour les collégiens, Ev@lang collège s'inscrit dans le cadre du plan d'action, dit Plan langues vivantes, du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. Le test de positionnement numérique en anglais Ev@lang collège concerne les élèves des classes de troisième. Au cours de l'année 2022, le test Ev@lang collège a été généralisé à l'ensemble des élèves de 3ème, en France et dans les établissements d'enseignement français à l'étranger. Le dispositif, reconduit en 2023, est proposé à plus de 875 000 élèves répartis dans plus de 8 600 établissements. Parmi ces établissements, on en compte 322 au sein du réseau d'enseignement français à l'étranger, qui regroupe les établissements du réseau AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) mais aussi ceux de la Mlf (Mission laïque française). Les épreuves ont débuté le 27 février et se poursuivront jusqu'au 21 avril 2023. Le test Ev@lang collège propose de positionner les élèves sur trois activités langagières : compréhension écrite, compréhension orale et grammaire et lexique. D'une durée totale d'environ 35 minutes, ce test permet d'évaluer le niveau des collégiens jusqu'au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues. www.france-education-international.fr/evalang?langue=fr

met en avant les solutions adoptées par chacun pour relever les défis posés par la pandémie ainsi que les résultats obtenus. Conceptualisés par le Groupement d'intérêt public (GIP) de l'académie de Nancy-Metz, ces portraits seront publiés sous forme d'infographie et diffusés à un grand nombre d'acteurs éducatifs, en priorité aux enseignants du secondaire confrontés aux défis de l'enseignement à distance. Vous pourrez découvrir quatre de ces portraits à travers un podcast prochainement lancé par France Éducation international, « Keep it up ! ». www.france-education-international.fr/article/portraits-denseignants

PLATEFORME REFLEXES

L'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers, un défi du quotidien

Réseaux scolaires à l'étranger, associations de parents d'élèves, docteurs en psychologie de l'éducation... Tous étaient invités à participer à un webinaire organisé par la plateforme Reflexes le 16 mars 2023. Leur défi commun ? Sensibiliser aux questions d'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers.



« Il est grand temps de regarder ces enfants comme une chance plutôt que comme une contrainte pour le réseau » : voilà ce qu'estimait Corinne Truffier, référente handicap de la Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger (FAPEE) lors du webinaire organisé le 16 mars 2023 par la plateforme Reflexes. La thématique ? « L'inclusion et le bien-être des élèves à besoins éducatifs particuliers ».

Une consultation pour évaluer les besoins

En amont de ce rendez-vous auquel participaient différents acteurs de l'écosystème éducatif français à l'étranger, Reflexes avait lancé une consultation pour évaluer les besoins ressentis en la matière au sein du réseau. Premier constat : plus de la moitié des répondants sont des parents d'élèves, et près de 80% déclarent être confrontés à des « problématiques de besoins éducatifs particuliers ». Si 78% des répondants confirment qu'il existe des dispositifs de prise en charge de ces élèves dans leur établissement, seulement 40% en sont satisfaits. « Le réseau est très inégalitaire en termes d'accompagnement, certains établissements bénéficient d'avantages beaucoup plus conséquents que les autres », confirme Samantha Cazebonne, sénatrice des Français établis hors de France.

Pour pallier ces inégalités, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) a créé aux côtés de la Mission laïque française (MLF) une instance visant à améliorer le système scolaire et à favoriser l'inclusion : l'Observatoire pour les élèves à besoins éducatifs particuliers (Obep). Selon la référente égalité de l'AEFE, Raphaëlle Dutertre, il permet notamment « d'identifier les axes prioritaires de progrès », de « mutualiser les bonnes pratiques d'un établissement » ainsi que de « renforcer le dialogue entre tous les acteurs ». Elle rappelle également que si à la création de l'Obep seuls les élèves à besoins particuliers de nationalité française étaient concernés par l'encadrement du réseau, ce champ de préoccupation s'est élargi en 2021 à tous les élèves des établissements français à l'étranger, quelle que soit leur nationalité.

La formation de tous les acteurs

La création de cet observatoire a aussi donné lieu à la mise en place d'une formation à destination des personnels des établissements français à l'étranger.

Elle leur permet d'avoir des clés pour accompagner au mieux un élève à besoins éducatifs particuliers : savoir l'encadrer et l'intégrer mais avant tout l'identifier. « Nous allons livrer ce parcours pour l'été 2023, se réjouit l'inspecteur pédagogique de l'AEFE, Alain Trintignac. Nous savons que la demande d'inscriptions pour cette formation sera au rendez-vous. » Elle pourrait même excéder les attentes, selon Corinne Truffier : « Je pense qu'il faudra, en temps voulu, élargir cette formation aux parents d'élèves. Pendant très

« LE RÉSEAU EST TRÈS INÉGALITAIRE EN TERMES D'ACCOMPAGNEMENT. » SAMANTHA CAZEBONNE

longtemps les parents ont été les moteurs des politiques inclusives. Ce sont eux qui allument la petite étincelle pour que les chefs d'établissements lancent de nouvelles initiatives. » Certaines familles pourraient néanmoins se montrer plus réticentes : « Les parents dont les enfants ne présentent pas de besoins éducatifs particuliers peuvent parfois constituer des freins à ces politiques », prévient la spécialiste.

Le défi du financement des AESH

Faire en sorte que l'ensemble des parents s'empare du sujet constitue néanmoins un enjeu crucial dans la mesure où, dans les établissements français de l'étranger, « les parents sont les employeurs », rappelle Dominique Collado, représentante de la MLF. Si près d'un tiers du financement des lycées français à l'étranger provient d'aides gouvernementales, ils fonctionnent en majorité grâce aux frais de scolarité payés par les familles chaque année. Et pour les familles qui nécessitent un aménagement pour leurs enfants à besoin éducatif particulier, notamment les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), il a fallu attendre 2019 pour que l'État mette en place des aides pour payer ce type d'accompagnement. Initialement prévu pour les familles françaises boursières uniquement, le dispositif a été élargi en 2021 à toutes les familles françaises sans condition de bourse. Le dispositif présente néanmoins des limites : la plupart des élèves n'étant pas français, « le problème de la prise en charge persiste », selon la représentante MLF. Quant aux familles qui bénéficient des aides pour les

AESH, elles se voient obligées de payer en avance, avant de demander un remboursement. « Le financement actuel n'est pas optimal, observe Samantha Cazebonne. On ne peut plus se permettre de ne pas rembourser immédiatement ces familles. » En 2022, le gouvernement a consacré 1,3 million d'euros aux Français de l'étranger pour les aides AESH. « L'ensemble du montant a été dépensé [...] et on ne sait pas si ce sera suffisant en 2023 », note Raphaëlle Dutertre, référente égalité à l'AEFE.

Détecter et accompagner les élèves

L'enjeu du financement concerne également les projets de recherche dans le domaine de l'inclusion. Le représentant de la MLF Samuel Cazenave évoque les fonds mobilisés par l'État pour le développement d'un outil numérique permettant de détecter les besoins des élèves, notamment ceux des élèves à besoins éducatifs particuliers. Encore au stade d'expérimentation, Lisa (*Learning through iterative system for social and emotional achievement*) est un projet de plateforme numérique qui a pour ambition de mieux « qualifier les profils des élèves à travers une grille de lecture et de compréhension ». Son déploiement est prévu sur cinq ans dans le réseau éducatif national et à l'étranger. Le développement de cet outil reposera sur une multitude de critères : le comportement, les émotions, la cognition mais aussi la santé, la nutrition, etc. L'outil doit à terme permettre aux acteurs de l'éducation d'adapter leurs méthodes d'accompagnement ainsi que l'environnement de travail pour les élèves à besoins particuliers. « Lisa est basé sur des données probantes : l'environnement, mais aussi l'interprétation que les enfants en tirent ont un impact direct sur leur motivation à l'école », confirme Emmanuel Bernet, docteur en psychologie de l'éducation. ♦

UNE PLATEFORME QUI FÈDÈRE

La plateforme ReflexeS, lancée par la sénatrice des Français établis hors de France Samantha Cazebonne, rassemble tous les acteurs du réseau des établissements français à l'étranger et propose depuis le début de l'année scolaire plusieurs rendez-vous en ligne.

Voici les prochains :

- 11 mai 2023 : « L'enseignement du et en français »
- Courant juin : Bilan annuel et perspectives 2024

<https://reflexe-s.com>



Une éducation internationale et personnalisée

AU CŒUR DE PARIS



ICS PARIS est une école internationale située dans le 15^{ème} arrondissement de Paris. L'établissement accueille des élèves de plus de 70 nationalités différentes, de la Petite section de Maternelle à la Terminale, dans un environnement rigoureux, chaleureux et inclusif. Privilégiant des classes à effectifs réduits, son cursus anglophone est enrichi par des cours de français réguliers dès l'âge de trois ans. De plus, en tant qu'école internationale située au cœur même de Paris, ICS Paris fait en sorte que chaque élève soit immergé dans les différents aspects de la culture française grâce à des sorties dans la capitale et des voyages dans d'autres régions de France, ce qui permet de leur offrir une expérience d'apprentissage particulièrement riche.

Offrir un enseignement permettant la réussite de toute une vie

En tant que membre des écoles ICS, l'établissement enseigne à ses élèves les valeurs qui constituent le fondement de l'éducation selon l'IB, de la maternelle au lycée.

En effet, ICS Paris propose les programmes du Baccalauréat international (IB Diploma) depuis plus de 20 ans. Au primaire, les élèves suivent le Programme primaire (PYP) et au collège, le Programme de premier cycle secondaire (MYP) du Baccalauréat International, ce qui leur permet de développer leur esprit critique et leur curiosité. ICS Paris est un établissement candidat pour le Programme Primaire (PYP) et le Programme de premier cycle secondaire (MYP).

Bien que la langue d'enseignement soit l'anglais, les élèves multilingues d'ICS Paris emploient de nombreuses langues dans les salles de classe au cours de leur apprentissage. Il est donc important qu'ils continuent à développer leur langue maternelle. Pour cela, ICS Paris propose approche personnalisée de l'apprentissage, le « Bilingual & Multilingual Learners programme (BML) », qui vise à créer des ajustements en classe afin de pouvoir leur proposer le programme le mieux adapté à leurs besoins. Leurs compétences en matière d'alphabétisation (lecture, écriture, expression orale et écoute) sont continuellement étudiées.

Déterminés à former des citoyens du monde désireux de parfaire leur éducation tout au long de leur vie, ICS Paris forme ses élèves dans l'optique de créer un monde meilleur pour demain en les préparant dès aujourd'hui aux défis qui les attendent. Ainsi, les diplômés d'ICS Paris sont très bien préparés pour leurs études supérieures, qu'ils poursuivent dans les meilleures universités du monde entier.

La technologie en classe

ICS Paris utilise la technologie pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage grâce aux tableaux numériques interactifs (TNI) installés dans chaque salle de classe. L'école a lancé un programme d'iPads individuels pour les élèves au collège, ainsi qu'un large éventail de ressources numériques accessibles dans toute l'école.

La méthodologie STEAM est proposée dans le programme du MYP. Celle-ci s'appuie sur des techniques et des

approches issues du monde des sciences, de la technologie, de l'ingénierie, des arts et des mathématiques pour favoriser la résolution de problèmes et la réflexion basée sur la recherche. De la sixième à la troisième (Grades 6 - 9), les élèves ont régulièrement accès au Fab Lab de l'école, où ils peuvent apprendre de manière pratique et créer leurs propres objets à l'aide d'outils tels qu'une imprimante 3D et une découpeuse laser.

Des opportunités internationales

Les élèves peuvent participer à diverses activités extra-scolaires, notamment les arts visuels, la musique ou le théâtre. Ainsi, ICS Paris incite ses élèves à développer leurs compétences, leurs talents et leurs passions, en favorisant un sentiment d'appartenance à une communauté, tout en leur donnant les moyens de relever les défis globaux d'un monde en constante évolution. En tant que membre de Globeducate, un groupe éducatif européen de premier plan, les élèves ont la possibilité de participer à des échanges culturels, en se rendant dans d'autres écoles en Europe pour des compétitions académiques, sportives et musicales tout au long de l'année.

23 rue de Cronstadt
75015 Paris - France
Admissions : +33 (0)1 56 56 60 31
admissions@icsparis.fr
www.icsparis.fr



ICSPARIS
INTERNATIONAL SCHOOL

Education for a lifetime of success

Private International School in Paris 15th district



Unique and personalised
learning journeys

Developing confident, independent
thinkers (ages 3-18)

Enrichment beyond the classroom

An inclusive, dynamic international
network of 70 + nationalities

Last places available for September 2023.
Visits by appointment with our Admissions Manager.

ICS PARIS
23 rue de Cronstadt, 75015 Paris
www.icsparis.com

Admissions enquiries:
+33 (0)1 56 56 60 31 | admissions@icsparis.fr

 a proud member of
globeeducate

MIREILLE RABATÉ

« Permettre à chaque élève de penser dans les deux langues »

Depuis 2015, le lycée international Winston-Churchill de Londres propose un enseignement bilingue à des élèves français et internationaux, de la maternelle jusqu'au bac. Entretien avec Mireille Rabaté, la proviseure de l'établissement.



Quand et pourquoi le lycée Winston-Churchill a-t-il été créé ?

Notre établissement a ouvert en septembre 2015 dans des bâtiments achetés par la fondation French Education Charitable Trust (FECT). L'idée était d'offrir la possibilité de passer le baccalauréat français à un plus grand nombre d'élèves, qu'ils soient français ou étrangers. À l'ouverture, il comptait 460 élèves. Ils sont désormais presque 850, sachant que nous disposons de locaux pour en accueillir jusqu'à 1200. En 2015, nous n'avions pas tous les niveaux. C'est désormais le cas : depuis 2018 nous proposons une scolarité de la petite section de maternelle jusqu'à la terminale. Aujourd'hui, nous comptons 230 élèves en maternelle et primaire, 270 au collège et 345 au lycée. Parmi eux, il y a 56% de Français, 19% de binationaux, 12% de Britanniques et 13% d'internationaux.

Vous proposez un enseignement bilingue. Comment est-il dispensé en fonction des classes ?

L'enseignement est totalement bilingue entre 3 et 11 ans. Chaque classe a deux instituteurs : un francophone et un anglophone. Ainsi, les cours sont en anglais le matin et en français

« L'ENSEIGNEMENT EST TOTALEMENT BILINGUE ENTRE 3 ET 11 ANS. »

MIREILLE RABATÉ

l'après-midi, ou inversement. L'objectif est de permettre à chaque élève de penser dans les deux langues et de s'approprier les deux cultures, sachant que certains d'entre eux arrivent dans notre établissement sans parler ni le français ni l'anglais. À partir de la sixième, ils optent pour une langue dominante. S'ils choisissent le français, c'est pour préparer le baccalauréat français ou le bac français international. Si c'est l'anglais, ils passeront les IGCSE suivi par l'IB, le bac international. Dans les deux cas, ils continuent néanmoins à avoir des cours dans l'autre langue, avec toujours cet objectif d'en faire des adultes totalement bilingues et qui maîtrisent les deux cultures.

Concernant l'ouverture au monde justement, vous avez mis en place des *opening minds classes* (« classes d'ouverture d'esprit »). De quoi s'agit-il ?

C'est notre marque de fabrique. Entre

la sixième et la troisième, les élèves suivent obligatoirement des cours qui vont au-delà du programme officiel. Les professeurs y enseignent des notions parfois complexes : il y a eu par exemple un cours sur l'histoire anthropologique de la sorcellerie. Un autre portait sur la biologie vue à travers le prisme de la médecine. Ces classes sont en français ou en anglais et les élèves peuvent choisir celles qu'ils veulent suivre. Il n'y a pas de devoirs ni de notes, c'est juste pour le plaisir d'apprendre.

Le bien-être de l'élève est au cœur de votre pédagogie. Comment ?

C'est l'ensemble de l'équipe qui veille quotidiennement au bien-être des élèves : infirmière, surveillants, etc. Nous avons par ailleurs deux *visiting doctors*, des chiens qui viennent une à deux fois par semaine depuis 2016. Ils sont certifiés et ont été spécialement dressés pour accompagner les adolescents au cours de sessions individuelles ou de groupe : leur présence est très efficace pour combattre le stress et le manque de confiance.

Vous mettez en avant une pédagogie innovante qui mise sur l'autonomie des élèves. Par quels biais ?

Nous avons tout d'abord à temps plein un directeur d'innovation et de recherche pédagogique. Ensuite, les professeurs sont là pour accompagner les élèves dans leur apprentissage, pas pour faire cours. Ils y apprennent à s'interroger sur le monde, à comprendre qu'il y a parfois plusieurs réponses à une question, à se lancer dans des projets, échouer, puis s'y remettre. Cela passe par les moments en classe, mais aussi par les activités que nous proposons comme le sport, le jardinage, la musique, etc. Les élèves peuvent par ailleurs s'inscrire dans les clubs conçus par et pour eux : lecture, échecs, sport, etc. ♦

www.lyceeinternational.london



Rochambeau French International School

L'école française accréditée dans la région de Washington, DC.

- ✓ **IB DIPLOMA, BAC FRANÇAISE, HIGH SCHOOL DIPLOMA**
- ✓ **DES PROGRAMMES D'ANGLAIS ADAPTÉS PAR NIVEAU**
- ✓ **NOUVEAU CAMPUS POUR LA PRIMAIRE**
- ✓ **L'ESPAGNOL À PARTIR DE LA CLASSE DE CM1**



MULTICULTURELLE | INTERNATIONALE | EXCEPTIONNELLE

FOLLOW OUR
SOCIAL MEDIA:



ROCHAMBEAU
THE FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL

ASSOCIATIONS FLAM

Pour la promotion de la langue française à l'étranger

Présentes dans 35 pays, les associations non lucratives Français langue maternelle (Flam) proposent aux enfants francophones expatriés âgés entre 3 et 18 ans des activités leur permettant de pratiquer le français.



française à l'étranger, toutes les associations membres du programme Flam ont à leur disposition des ressources pédagogiques numériques relayées par différentes chaînes audiovisuelles (TV-5Monde, France Médias Monde, etc) et, plus largement, une vaste diversité de contenus autour de différentes thématiques, à retrouver sur le site des associations Flam (<https://www.associations-flam.fr>). L'AEFE met également à la disposition des associations une plateforme de formation autour de trois modules : « S'initier au dispositif et structurer une association Flam », « Identifier et concevoir des activités extrascolaires » et « Mettre en œuvre les activités extrascolaires ».

Plusieurs types de subventions

Pour aider financièrement ces associations dans leur création ou leur développement, le programme Flam propose différentes subventions. Celles-ci sont attribuées à condition de respecter plusieurs critères. D'abord, le projet doit être porté par un organisme à but non lucratif, c'est-à-dire des associations de droit local ou de droit français (selon la loi de 1901).

Il existe trois formes de subventions financées par le dispositif Flam. La première porte sur l'aide au démarrage des associations, la deuxième sur l'accompagnement de projets francophones, que ce soit des projets de nature éducative et culturelle ou bien encore l'extension des activités des associations Flam. La dernière subvention, quant à elle, vise à favoriser les échanges entre les associations Flam localisées dans le même pays ou dans la même région. Ces différentes subventions peuvent se cumuler. En 2022, plus d'une cinquantaine d'associations ont eu recours aux aides Flam. ♦

www.associations-flam.fr

Créé en 2001 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et confié depuis 2009 à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), le programme Flam est un dispositif visant à soutenir des associations qui proposent des activités extrascolaires autour de la langue française à des enfants français âgés entre 3 et 18 ans résidant à l'étranger, en particulier ceux qui ne sont pas scolarisés dans un établissement d'enseignement local français. Ce dispositif de soutien de la langue française à l'international comptabilise aujourd'hui 150 associations présentes dans 35 pays dans le monde, dont la majorité d'entre elles sont présentes sur le continent européen.

Une logique de partenariat

Flam a en effet pour objectif de développer des initiatives en dehors du cadre scolaire afin de permettre aux

EN 2022, PLUS D'UNE CINQUANTAINES D'ASSOCIATIONS ONT EU RECOURS AUX AIDES FLAM.

enfants expatriés de ne pas perdre leur culture française. A noter que les associations Flam ne remplacent nullement l'enseignement scolaire ou les cours de FLE (français langue étrangère) pouvant être organisés par des organismes qui proposent des cours de français aux non francophones. En revanche, ce programme encourage les partenariats entre les associations Flam et les institutions francophones appartenant au réseau scolaire et culturel, que ce soit pour le partage de ressources ou pour l'organisation de rencontres. Pour faire la promotion de la langue



ROCHAMBEAU
THE FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL

L'excellence académique dans un bien-être collectif



Rochambeau, la seule école accréditée par le ministère français de l'Éducation nationale dans la région de Washington, et fondée en 1955, a récemment ouvert un nouveau campus primaire. Installé sur 4.5 hectares, ce campus comporte entre autres 37 classes de la Toute Petite Section jusqu'en CM2, un laboratoire de sciences, quatre salles polyvalentes, deux gymnases intérieurs.

Il est 9 heures du matin. Elodie Sutton Domenge prépare des livres et des affiches pour le "Printemps des Poètes". Elle attend l'arrivée des élèves de la classe de CE1 avec leur professeur.

Un lieu épanouissant

Les élèves choisiront leurs fiches, travailleront sur leurs projets artistiques. Ici, au sein du plus bel espace de l'école, ils auront la possibilité d'explorer diverses frontières culturelles. *"Ce nouveau campus nous offre un potentiel incroyable"*, explique Domenge, bibliothécaire de l'école élémentaire depuis 2011. Elle raconte qu'au sein de cette belle bibliothèque, des espaces multifonctionnels permettent quotidiennement des échanges collaboratifs entre élèves. Domenge, franco-américaine, est par ailleurs la mère d'une fille en CE2 au sein de l'école. Elle se réjouit que sa fille soit parfaitement bilingue et qu'elle suive un programme rigoureux lui assurant un bagage académique solide dans les deux langues. Ce qu'elle apprécie, c'est *"que le programme anglais est adapté à tous les niveaux"*.

Des outils avancés

En sortant de la bibliothèque, direction la salle de musique où se trouve une

classe de CM1. Munis d'un xylophone, de castagnettes et de cymbales, les élèves préparent leur prochain concert. Les chants sont en plusieurs langues. Du français et de l'anglais bien sûr, mais également de l'espagnol, de l'arabe, de l'hébreu, du wolof, de l'italien, du slovaque. Il y a surtout une belle harmonie qu'on retrouve non seulement en musique mais aussi dans n'importe quel coin de l'école. La cuisine en est le parfait exemple. Dans l'atelier culinaire, les élèves de Grande Section se retrouvent pour préparer un gâteau. Sous le regard bienveillant de leur professeure et d'une grand-mère, ils découvrent et préparent des tacos mexicains. Auparavant, ils avaient préparé des cookies à l'occasion de la fête de la Saint-Patrick. Elodie Corbel, professeure de français qui a rejoint l'école récemment, insiste sur un point : *"J'apprécie la technologie à laquelle on a accès. Des tableaux numériques dernière génération et du matériel pédagogique sont mis à la disposition de chaque enfant. Tout cet équipement est un plus pour nous les enseignants"*. Près de la cuisine, se tient un cours d'éducation physique et sportive pour une classe de CM2. Yacouba Ouattara, professeur de sport, qui enseigne au sein du lycée Rochambeau depuis 14 ans, note

sourire aux lèvres : *"Ici, on a la chance d'utiliser des gymnases spacieux, d'offrir des activités extrascolaires"*. Il ajoute qu'avant, certains élèves trouvaient tout genre d'excuses pour ne pas faire de sport, maintenant, ils ont tous envie d'être au gymnase. Après avoir terminé le sport, direction la classe où Mme Marie Comninos va reprendre son cours. Guettant l'arrivée de ses élèves, l'enseignante a choisi d'exercer son métier au sein de cet établissement depuis plus de 46 ans. Elle exprime sa joie d'être là auprès de ses élèves. *"Vous voyez Akin ? Son père, Boladji, vient de m'envoyer son bulletin scolaire datant de 1987 quand lui-même était mon ancien élève. Le père tient à ce que ses enfants vivent une expérience éducative similaire. C'est ça, Rochambeau, une expérience qui nous marque et qu'on a envie de transmettre de génération en génération"*. Akin n'est pas le premier élève dont les parents sont des anciens de Rochambeau. *"La fille d'une de mes anciennes élèves vient d'avoir le bac. De génération en génération, Rochambeau a su tenir son pari. Former des élèves qui savent marier multilinguisme et compréhension multiculturelle du monde"*.

<https://fr.rochambeau.org>



© Institut International Saint-Dominique

BILINGUISME ET RÉUSSITE

Scolarité internationale à l'Institut Saint-Dominique à Rome

L'institut Saint-Dominique est connu à Rome pour son enseignement français ainsi que pour son ancienneté – plus de soixante ans d'existence ! L'établissement s'offre une deuxième jeunesse, conservant son enseignement français, poursuivant vers l'excellence et s'ouvrant à l'international avec son programme bilingue. Présentation par le directeur, M. Bernard Locicero.

Pouvez-vous nous présenter l'ISD ainsi que sa pédagogie ?

Avant son rachat, l'ISD appartenait à la congrégation des sœurs dominicaines. Les sœurs ne pouvaient plus tout assumer et le projet pédagogique vieillissait. Elles ont cédé leurs locaux à Odyssey il y a deux ans. Nous poursuivons l'enseignement en français et proposons un enseignement bilingue (*half-half*) dès la petite section qui se répartit entre le français et anglais, avec une partie en italien. Le bilinguisme est au cœur du projet avec la bienveillance et l'accompagnement de tous les élèves. Nous avons par exemple mis en place « SOS matières » pour le collège et le lycée, sur le temps libre des professeurs et des élèves. Ces derniers peuvent demander un soutien ou aller plus loin dans les matières souhaitées. Il existe aussi le dispositif « passerelle » pour les nouveaux élèves non bilingues. Un parcours est aménagé pendant deux, trois mois jusqu'à ce qu'ils soient plus à l'aise pour réintégrer le cursus normal et leur classe. Après les cours,

une deuxième vie commence : « l'after school ». Les élèves peuvent suivre des activités artistiques, musicales, théâtrales ou sportives pour acquérir un bagage culturel qui leur sera utile au cours de leur vie. Nous profitons aussi du patrimoine historique et culturel de Rome en faisant des sorties ou, comme cette année, en participant au Prix Goncourt-Le choix de l'Italie. Nous prenons en compte les besoins des élèves dans leur apprentissage, mais aussi pour leur santé en valorisant l'éducation physique et sportive grâce à la découverte de différents sports.

L'ISD propose un internat unique en Europe. Quels sont ses atouts pour les élèves ?

L'AEFE propose très peu d'internat dans le monde, mais nous en faisons partie ! D'importants travaux de rénovation ont été effectués dans l'ancien hôtel pour ouvrir un internat de très grande qualité, avec des équipements modernes et 120 places. Nous souhaitons que nos internes soient autonomes, actifs et force de proposition

concernant leurs activités culturelles et sportives au sein de l'internat. Ceux qui restent le week-end ont une sortie organisée le samedi et un dimanche plus calme. Le tout sous la surveillance d'éducateurs bien sûr. Nous utilisons aussi ces locaux pour accueillir des groupes d'élèves, en séjours scolaires. Cet été nous proposerons des « summer camps », pour que des élèves étrangers profitent de Rome avec des cours d'initiation au français et à l'italien. Notre objectif est d'alterner un internat en période scolaire et avec l'accueil d'externes pendant les vacances.

La rénovation de l'hôtel était l'un des nombreux projets pour le lieu. Quels sont les prochains ?

Les salles de classe ont aussi été rénovées de fond en comble. Par exemple nous avons ajouté une salle de motricité pour la maternelle, une BCD, le CDI a été modernisé... Les travaux importants à venir concernant les parties extérieures, qu'elles soient sportives – les terrains de basket et volley notamment

– ou récréatives, avec des jeux plus adaptés. Un investissement pour répondre à nos exigences pédagogiques et être dans l'air du temps.

Qu'est-ce que l'International Baccalaureat proposé au sein de l'Institut ?

Après la 3^e, les élèves peuvent choisir entre le bac français avec une équivalence italienne (l'Esabac, 8 heures de cours en italien en plus) et l'IB Certificate, qui ouvre les portes des grandes universités anglo-saxonnes, américaines, canadiennes et de certaines universités européennes. IB est composé de trois « grades » et s'obtient en deux ans sur contrôle continu. 80 % des cours se font en anglais, avec 4 heures de français et 4 heures d'italien. Le modèle pédagogique est à l'anglo-saxonne, avec plus d'échanges avec les professeurs, entre les élèves et l'accent mis sur l'interdisciplinarité. Ce qui demande adaptation, souplesse et autonomie de la part des élèves.

<https://institutssaintdominique.fr>



Institut International
Saint-Dominique

institutsaintdominique.fr



Rejoignez un internat d'exception à Rome.

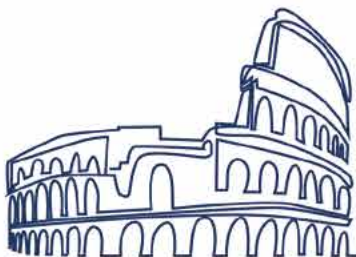
1 Campus de 5 hectares

1 Enseignement plurilingue & international
Programme IB (International Baccalauréat)

+ de 40 nationalités

120 chambres simples ou doubles

+ de 30 Activités culturelles,
sportives & artistiques



ÉTABLISSEMENT
PARTENAIRE



aefe

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

ODYSSEY

LYCÉES FRANÇAIS. INTERNATIONAL EDUCATION





SOUTIEN SCOLAIRE

Des formules nouvelles et un accompagnement sur mesure

En France, le chiffre d'affaires généré par les activités de soutien scolaire est estimé à plus de deux milliards d'euros, ce qui fait de l'Hexagone l'un des champions en la matière. Cette offre pédagogique suscite l'intérêt des familles expatriées et, depuis une dizaine d'années, de nouvelles entreprises sont apparues sur ce marché. Présentation de trois d'entre elles.



Née en 2016, la plateforme de soutien scolaire Axiom Academic s'adresse en priorité aux élèves scolarisés dans les établissements français de l'étranger, mais aussi à ceux inscrits dans les écoles « IB », où la scolarité est sanctionnée par le passage d'un bac international. « *L'ouverture à un public plus international est permise grâce au recrutement de professeurs anglophones* », précise Constantin Mardoukhaev, le cofondateur. Au total, 5 000 professeurs sont inscrits sur la plateforme. Ils proposent des cours à domicile dans une vingtaine de villes et des leçons en ligne. Pour l'heure, c'est à Dubaï, Singapour et Hong-Kong que les élèves sont les plus nombreux. « *Nous proposons des cours dans toutes les matières mais plus de 75% des demandes concernent le français ou les mathématiques. Les cours de langue représentent aussi une part importante de notre activité* », explique Constantin Mardoukhaev. Ces cours peuvent être commandés à l'unité ou par forfait. « *Aujourd'hui plus de la moitié de nos clients nous viennent d'autres usagers* », se félicite-t-il. Un système de parrainage a d'ailleurs été mis en place et permet de gagner des heures de cours.



Plateforme de soutien scolaire née en 2021, Skoolup s'adresse aux élèves scolarisés en France ou dans des établissements français à l'étranger en proposant des cours de soutien scolaire 100% en ligne, ce qui « *permet à n'importe quel élève où qu'il soit de se connecter* », affirme Marion Blatrix, cofondatrice du site. Sur les 1200 élèves inscrits sur la plateforme, un tiers vit à l'étranger. « *Nous proposons des cours dans toutes les matières. Mais les demandes varient en fonction du niveau scolaire de l'élève*. » Au primaire et au collège, il s'agit principalement de soutien en français et en mathématiques. Au lycée, « *nous avons aussi des demandes en physique-chimie ou en philosophie en vue du baccalauréat* », poursuit Marion Blatrix. Les cours sont donnés de manière individuelle ou par groupe de cinq personnes maximum, ce qui permet d'avoir accès à des prix plus attractifs. Outre le bouche-à-oreille, l'entreprise mise sur les réseaux sociaux et sa chaîne Discord pour se faire connaître. On peut y trouver des dictées en ligne, des clubs de lecture par tranche d'âge ou encore des *masterclass* pour aider les élèves de terminale dans leur orientation post-bac.



Selon Xavier de Bellay, qui a créé les cours Griffon en 2013, un quart des élèves utilisant la plateforme de soutien scolaire vivent à l'étranger. Ils sont principalement installés aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Afrique de l'Ouest. Parmi la trentaine de professeurs qui leur dispensent des cours, une partie est également expatriée. Pour le fondateur, il s'agit d'un avantage puisqu'au-delà du seul aspect de soutien scolaire, les enseignants peuvent plus efficacement accompagner ces élèves en connaissant leur situation. L'entreprise propose des cours dans toutes les matières, même si les demandes concernent avant tout le français, les mathématiques et l'anglais. Aux cours Griffon, les élèves de primaire disposent d'un manuel à l'année pour étudier, le but étant de ne pas utiliser d'écran avant l'âge de dix ans. Les cours en ligne, quant à eux, sont proposés à partir du collège. Ils permettent de revenir en détail sur des notions parfois compliquées. Xavier du Bellay se dit fier du succès que connaît la plateforme qui fonctionne principalement par le bouche-à-oreille et grâce au système de parrainage qu'elle propose. ♦

COURS À DISTANCE

Quelles options pour les Français de l'étranger ?

Les plateformes d'enseignement à distance ont adapté leurs offres aux enfants français de l'étranger avec des approches diversifiées. En voici quelques-unes.



© Irina Steinhilber



Plusieurs des écoles du réseau d'établissements bilingues Globeducate proposent des cursus entièrement à distance avec accès aux programmes à la fois en ligne et au format papier, quel que soit le niveau de classe. Elles sont regroupées au sein de la plateforme Cedre France. C'est notamment le cas d'EIB à distance, ouverte aux enfants de 3 à 18 ans, qui propose à la fois le cursus complet de l'Éducation nationale et la possibilité pour les élèves à partir de la fin du collège de préparer un double baccalauréat français et américain (*High School Diploma*), mais aussi des cours optionnels comme une option anglais bilingue à partir du collège, la possibilité de préparer les certifications de Cambridge ou, au primaire, des programmes de français condensés pour les enfants français scolarisés en établissement local. Le Cours Sainte-Anne est également un des établissements d'enseignement à distance répertoriés sur la plateforme avec une offre permettant aussi aux enfants d'expatriés jusqu'à 13 ans de suivre cette formation depuis leur pays de résidence. Pour les enfants à besoins éducatifs particuliers, Cedre France étudie avec les parents le programme qui conviendra le mieux à leur(s) enfant(s) au sein des trois établissements de la plateforme, avec des aménagements possibles en fonction des profils. Pour les personnes qui souhaitent seulement développer

leurs compétences linguistiques, la plateforme cours en visioconférence Learnissimo offre une large sélection de langues étrangères pour les élèves à partir de 10 ans.

CNED

AU SERVICE DE TOUTES LES RÉUSSITES

Avec plus de 20 000 inscrits hors de France selon son dernier bilan annuel, le Cned représente « le premier opérateur de formation à distance [...] en Europe et dans le monde francophone ». Il propose trois types de formules. La première option, celle de classes complètes, permet de suivre l'intégralité du programme scolaire français, avec délivrance de certificat de scolarité et bulletins de notes. Le Cned propose également des cours « à la carte » : ils permettent de s'inscrire à des enseignements optionnels dans le but de suivre des enseignements que leur établissement ne proposerait pas – le centre a notamment signé des accords de partenariats avec 80 établissements des réseaux de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et de la Mission laïque française. Quant à l'option de scolarité complémentaire, elle sert d'accompagnement supplémentaire aux offres de formation d'établissements non homologués par l'Éducation nationale et permet aux élèves de réaliser une transition vers des cursus français par la suite.



Membre de la Fédération nationale de l'enseignement privé, les Cours académiques de France (CAF) sont une plateforme de formation privée qui existe depuis 1953. Ils sont accessibles à tous les enfants éligibles de suivre un programme à distance conforme à l'Éducation nationale française. Cursus complet ou à la carte, ils proposent notamment des emplois du temps informatifs pour aider à l'organisation des cours ainsi qu'un service de tutorat téléphonique. Leur dernière campagne d'inscriptions a débuté le 1^{er} mars 2023 et prendra fin le 31 mai de cette année pour la prochaine rentrée.



Créée en 2016 par un groupe de professeurs en établissements privés, la plateforme d'éducation internationale musulmane Pazapa propose des cursus en ligne conformes aux programmes officiels français et britannique. Elle offrait initialement des cours de soutien scolaire et s'est élargie à une formation complète à la suite de demandes de la part de parents pour devenir une institution de 195 enseignants et 8 conseillers pédagogiques. Ses formations vont de la maternelle au lycée et comportent des formules bilingues français-anglais et français-arabe. ♦



ODYSSEY
LYCÉES FRANÇAIS. INTERNATIONAL EDUCATION

GROUPE ODYSSEY Un enseignement d'excellence en Asie-Pacifique

Réunir « le meilleur des deux mondes » en associant la tradition d'excellence de l'enseignement français et une ouverture sur le monde propre aux standards internationaux. Telle est la philosophie d'Odyssey, dont les enfants peuvent profiter dès leur plus jeune âge grâce au réseau « Les Petites Écoles » qui s'étend avec l'ouverture de nouveaux établissements. Entretien avec Anthony Chaumuzeau, directeur général Asie-Pacifique.

Pouvez-vous revenir sur les valeurs, la vision et les missions du groupe Odyssey ?

Le groupe occupe une place importante dans le secteur des écoles internationales, en fort développement depuis vingt ans. Il y avait 4 000 écoles internationales en 2000, elles sont 13 000 aujourd'hui. Odyssey souhaite renforcer la présence des écoles françaises dans le monde, en contribuant à l'objectif affiché par le chef de l'État en 2018 qui consiste à doubler les effectifs des établissements français à l'étranger d'ici 2030. Pour ce faire, nous voulons réunir le meilleur des « deux mondes » : celui de l'éducation française et des écoles internationales.

Quels sont les projets d'Odyssey en Asie-Pacifique ?

Nous développons depuis 2021 trois écoles en Asie du Sud-Est. Ce sont des établissements à taille humaine. En proposant un accès à des écoles de proximité, dans des quartiers recherchés par les expatriés et par les populations locales, Odyssey comble un vide créé par les établissements français qui se sont souvent éloignés des centres-villes. La Petite Ecole à Singapour, qui déménage à Holland Village, proposera dès septembre 2023 un programme unique : un parcours trilingue français, anglais, mandarin. Ces contenus sont créés avec des experts en plurilinguisme et en partenariat avec

l'AEFE. Cette réponse à un réel besoin est aussi le fruit de la longue réflexion que nous avons menée sur ce sujet. Au Vietnam, l'école à Hô Chi Minh-Ville accueille déjà 350 enfants de la crèche à l'élémentaire. Elle est située dans le quartier de Thao Dien et possède des infrastructures sportives, des classes lumineuses et une excellente équipe pédagogique. En outre, grâce à la volonté des autorités locales, nous accueillons 25% d'élèves vietnamiens. Nous allons aussi créer une Petite Ecole à Hanoi dans le quartier de Tay Ho. Elle doit ouvrir en septembre 2023 et proposera une crèche ainsi qu'une maternelle. À l'avenir, ce sera aussi une école élémentaire. Une autre Petite Ecole va aussi ouvrir ses portes à Perth en Australie, dans le quartier de Claremont, d'ici l'été prochain. Nous travaillons à son homologation par les autorités australiennes. Conformément à notre ambition d'être un groupe global mais intégré dans l'espace local, nous proposerons également un enseignement de la culture et de la langue de la communauté aborigène présente dans le Western Australia. Pour chacun de ces projets nous travaillons avec des acteurs locaux, tant au niveau des bâtiments que de la constitution des équipes. En termes de recrutement, nous veillons à collaborer avec des professeurs titulaires de l'Éducation nationale ainsi que des professeurs anglophones

diplômés, expérimentés, afin d'être homologués auprès du ministère français de l'Éducation nationale et ainsi être partenaires de l'AEFE.

Existe-t-il une « marque » Odyssey dans la région ?

Nous travaillons effectivement à une identité commune aux établissements qui va au-delà d'une charte graphique et d'un logo, afin que les enfants se sentent bien dans nos écoles. Attentifs aux enjeux environnementaux, nous visons aussi le « net zéro » et cela passe aussi par le choix des matériaux dans l'aménagement des différents espaces.

Quelles ont été vos motivations personnelles pour intégrer le Groupe Odyssey ?

Je l'ai rejoint dans le cadre d'une mobilité car je suis un diplomate français spécialisé dans le domaine de la diplomatie d'influence. J'ai été six fois en poste dans la région, et quatre fois conseiller de coopération et d'action culturelle. J'avais notamment en charge la supervision des écoles françaises à l'étranger. Ces expériences m'ont donc conféré une connaissance précise de ce réseau, ce qui est un réel atout pour la mission qui m'a été confiée.

• **Les inscriptions sont ouvertes !**
Contact : <https://odyssey.education>

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS 2023-2024 DANS LES ÉCOLES ODYSSEY EN ASIE PACIFIQUE

**NOUVEAU
EN 2023!**

Ouverture de
La Petite Ecole Perth,
Australie,
et La Petite Ecole
Hanoi, Vietnam

Choisir une école
Odyssey, c'est
faire le choix...

...d'une pédagogie innovante centrée
sur l'épanouissement de l'enfant
...d'un enseignement d'excellence plurilingue
...d'une équipe expérimentée et passionnée
...d'un établissement homologué par le
Ministère de l'éducation nationale

 **La Petite Ecole
BANGKOK**
FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL • ODYSSEY EDUCATION



Depuis 2017

ECOLE MATERNELLE

A PARTIR DE 2,5 ANS

www.lpebangkok.com

 **La Petite Ecole
HO CHI MINH CITY**
FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL • ODYSSEY EDUCATION



Depuis 2017

CRECHE, ECOLE MATERNELLE
ET ELEMENTAIRE

A PARTIR DE 1 AN

www.lpehochiminh.com

 **La Petite Ecole
SINGAPORE**
FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL • ODYSSEY EDUCATION



Depuis 2012

ECOLE MATERNELLE ET
ELEMENTAIRE

A PARTIR DE 2,5 ANS

NOUVEAU :
UNE CLASSE TRILINGUE
EN FRANÇAIS, ANGLAIS ET
MANDARIN
DÈS 3 ANS

www.lpesingapore.com



Les établissements La Petite Ecole sont partenaires de
l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger.

CRÈCHES, GARDERIES

Où faire ses premiers pas dans un environnement plurilingue ?

Avant l'entrée à l'école maternelle, certains parents, expatriés ou non, souhaitent faire évoluer leurs enfants dans un environnement francophone. Panel des différents types de crèches et garderies francophones ou plurilingues qui existent à travers le monde.



LEMBARRAS DU CHOIX POUR LES FRANCOPHONES AU CANADA

Le Canada présente de loin le plus grand nombre d'options en termes de garderies en langue française, en raison de sa large population francophone. Celle-ci s'élève, sans compter le Québec, à 2,8 millions d'habitants selon la Fédération des francophones hors-Québec. Aussi, certains organismes publics tels que la municipalité de Toronto, la province du Nouveau-Brunswick, ou encore le Conseil des écoles fransaskoises (province de la Saskatchewan) répertorient sur leurs sites différentes adresses de garderies francophones. Plusieurs associations établissent également ce type de liste : l'Association canadienne-française de l'Ontario ou encore l'Association des centres de la petite enfance francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces dernières années, l'action groupée de certaines communautés de parents a par ailleurs permis d'ouvrir des établissements. C'est le cas dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador où la Fédération des parents francophones administre aujourd'hui quatorze pré-maternelles et garderies de la région.

Les établissements privés francophones à l'étranger

À la recherche d'une crèche ou d'une garderie bilingue ? À l'étranger, il existe tout d'abord un certain nombre de structures privées qui accueillent les très petits. Aux Émirats arabes unis, le réseau Odyssey Nursery se compose de plusieurs crèches installées à Dubaï et Abu Dhabi. Elles proposent une éducation bilingue aux enfants avec le choix de l'anglais ou du français ainsi que l'apprentissage de l'arabe. À Dubaï toujours, la crèche indépendante «Le jardin enchanté» est également francophone et accueille depuis 2007 des enfants âgés de huit mois à cinq ans. Ces crèches privées sont parfois créées par les expatriés français eux-mêmes : c'est le cas de «Little Agnes nursery» à Londres. Constatant une forte demande de garde pour les très jeunes enfants francophones, trois Français ont créé cet établissement bilingue en 2021.

Les services de crèches proposés par des associations françaises

Les associations françaises à l'étranger proposent aussi parfois des services de

crèches et de garderies. C'est le cas en Allemagne où l'association «Français du monde Hambourg» a créé «Le Petit Prince», un établissement français situé dans cette ville du nord du pays et destiné aux très jeunes enfants.

Toujours en Allemagne, la crèche francophone «Klein Gallier» a été fondée à Hanovre (ville située entre Berlin et la frontière française) par des parents franco-allemands. Elle accueille 30 enfants qui parlent ou apprennent le français.

Les services de garderie des établissements français

En plus d'une offre de scolarisation qui peut commencer dès la maternelle, certains lycées français ont mis en place des services de garderie. C'est notamment le cas de l'école internationale franco-japonaise de Tokyo. Plusieurs options y sont proposées pour les plus petits : la crèche classique – avec un choix de langue comprenant le français, l'anglais, et le japonais – ou la halte-garderie. Cette deuxième alternative permet aux enfants en bas âge d'être intégrés dans

des classes de maternelle ou élémentaire à titre temporaire. En plus de jouer le rôle de garderie bilingue, cela permet aux parents de tester l'établissement pour décider d'y scolariser leurs enfants par la suite.

Pour les enfants scolarisés à partir de la maternelle, certains établissements français proposent également un service de garderie en dehors des heures de cours classiques. Ce système existe notamment en Espagne au lycée français international d'Alicante, et au lycée français de Lisbonne au Portugal. On le retrouve également en Arabie Saoudite avec les lycées français de Djeddah et d'Al Khobar, tous deux membres du réseau de la Mission laïque française. ♦

LES TABLES RONDES VIRTUELLES DU JFAE*

Enseignement en français à distance : l'exemple Cedre France

L'enseignement en français à distance constitue une bonne solution pour les familles qui vivent à l'étranger lorsqu'il n'existe pas d'école française là où elles sont installées, pour compléter un cursus ou encore pour préparer le retour dans le système éducatif français. Certaines optent alors pour l'enseignement à distance privé.

L'accès à l'enseignement en français est la première préoccupation des administrés de Christopher Weissberg, député Renaissance des Français de l'étranger d'Amérique du Nord. Avec 20 millions de kilomètres carrés, sa circonscription est gigantesque et les familles se demandent comment faire pour que les enfants ne soient pas très vite complètement « américanisés ».

« Comment garder un lien avec la France pendant l'expatriation dès qu'on sort des grandes villes comme San Francisco ou New-York ? », se demande le député. Il se réjouit néanmoins qu'il existe de nombreux cours en ligne, proposés par le secteur public, mais aussi les opérateurs privés, afin de toucher tous les publics qui n'ont pas accès aux vaisseaux amiraux des lycées français. C'est le cas des écoles du réseau Flam⁽¹⁾, par exemple, mais aussi des établissements d'enseignement à distance privés qui permettent une bonne complémentarité du réseau éducatif en français.

Une scolarité sur mesure

Parmi ces acteurs privés, il y a Cedre (Collectif de l'enseignement à distance responsable et engagé) France, qui appartient au groupe d'écoles Globeducate, un acteur important de l'éducation à distance. Trois écoles à distance se trouvent dans le collectif Cedre France : Hattemer Academy, l'école à distance du Cours Hattemer ; le cours Legendre à distance – désormais baptisé EIB à distance ; et le Cours Sainte-Anne. Les trois établissements se retrouvent sur ce portail internet commun baptisé Cedre. Les programmes diffèrent d'une école à l'autre, les méthodes pédagogiques peuvent également varier mais ces écoles ont des points communs : tout d'abord, les programmes sont faits pour l'école à la maison, afin que les parents soient transmetteurs. « Ils peuvent donc poser toutes leurs questions ou assister à des ateliers en



▲ Marie-Laure Lelourec et Christopher Weissberg autour de Juliette Rengeval.

ligne », comme le souligne Marie-Laure Lelourec, la directrice de l'enseignement à distance de Cedre France.

Ensuite, explique-t-elle, « ces établissements proposent véritablement une scolarité sur-mesure en s'adaptant aux besoins des familles ». Les familles s'engagent au minimum pour un trimestre, souvent pour l'année complète. Au plan administratif, ces cours par correspondance fonctionnent comme un établissement « classique » avec bulletins, avis de passage dans la classe supérieure, etc.

L'enjeu du bilinguisme

Pour les Français établis hors de France, il existe des programmes concentrés sur les apprentissages essentiels pour maintenir un bon niveau de français à l'oral ou à l'écrit. Il s'agit de cours plus légers que les cours complets. Il existe également des programmes pour l'apprentissage de l'anglais afin de développer le bilinguisme

français-anglais. Enfin, Cedre France propose aux élèves qui le souhaitent de passer un *dual diploma* avec un partenaire américain : en parallèle de la préparation du baccalauréat français ils passent le *High School Diploma*. Un argument qu'ils pourront mettre en avant dans Parcoursup ou dans les dossiers de candidature pour les universités étrangères. ♦

(1) Le dispositif Flam (français langue maternelle) vise à soutenir des associations qui proposent des activités autour de la pratique du français en tant que langue maternelle, dans un contexte extrascolaire, à des enfants français à l'étranger, non scolarisés dans un établissement local d'enseignement français.



* La vidéo de cette table ronde est à retrouver sur : www.francaisaletranger.fr – mot clé : Cedre France. Pour en savoir plus sur Cedre France : www.cedre-france.com (26 000 vue de vidéos)

LES TABLES RONDES VIRTUELLES DU JFAE*

Le défi de la formation des enseignants à l'international

Les besoins de formation pour les personnels de l'enseignement français à l'étranger sont immenses alors que les effectifs de l'AEFE connaissent une croissance de 3% par an sur la période 2018-2022. C'est notamment le cas du réseau Canopé qui, en appui des actions de formation de l'AEFE ou de la Mission laïque française, propose de former les enseignants, notamment autour du numérique.



experts à l'occasion d'un garage pédagogique. Pour former les enseignants, mais aussi pour aider à mieux diffuser la formation auprès de la communauté éducative, l'AEFE a, elle, mis en place des Instituts régionaux de formations. Le réseau Canopé intervient en partenariat avec l'AEFE et la MLF. Signe de l'ampleur des besoins, souligne Marie-Caroline Missir, sa directrice général, le réseau a multiplié par 5 en deux ans ses interventions à l'international. Des interventions marquées par l'urgence, souvent dans un contexte de conflit ou d'éloignement des élèves, avec un accent mis sur la formation au numérique et par le numérique, mais Marie-Caroline Missir insiste : le réseau garde sa capacité à intervenir sur place, dans des missions très concrètes. « *Le réseau Canopé ne calque pas des contenus tout faits et une expertise sur le numérique : nous nous appuyons sur les acteurs locaux et l'expertise collaborative, et nous intervenons aussi dans des zones où le numérique n'est pas disponible* », explique-t-elle.

▲ De g. à dr. : Rozenn Le Guennec (AEFE), Jean-Marc Merriaux (MLF), Marie-Caroline Missir, Juliette Rengeval (JFAE) et Marie-Caroline Missir (réseau Canopé).

L'enseignement français contribue au rayonnement de la France mais il fait face à une rude concurrence internationale. Surtout, la croissance du secteur entraîne un besoin de personnels : enseignants mais aussi personnel de direction ou administratif, détachés par le ministère de l'Éducation nationale ou recrutés avec des contrats de droit local comme l'explique de Rozenn le Guennec, directrice de l'enseignement, de l'orientation et de la formation à l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger). Au sein du réseau de l'AEFE, les établissements de la Mission laïque française (MLF) accueillent principalement des élèves locaux et du personnel local. Pour ces établissements, la formation

doit permettre de relever trois défis, selon Jean Marc Merriaux, son directeur général. Tout d'abord elle doit permettre de valider les connaissances et les savoir-faire des enseignants. Il faut également garder ces enseignants dans le réseau en leur permettant de construire une carrière professionnelle dans le temps. Enfin, grâce à la formation peuvent se développer des communautés d'apprentissage : la capacité des enseignants à travailler ensemble et à mettre en place des méthodes collaboratives. C'est pour cela, ajoute Jean-Marc Merriaux, que la MLF dispose de centres locaux de formation professionnels au sein de ses établissements et qu'elle propose à ses enseignants en difficulté de se retrouver avec des

Une priorité pour 2023 : l'éducation aux médias

L'année 2023 a été placée sous le sceau de l'éducation aux médias par l'AEFE. Pour répondre à ce défi, le réseau Canopé s'appuie sur le Clemi (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information). Quant à la Mission laïque française, c'est aussi l'une de ses priorités : il y a d'ailleurs toujours dans ses établissements, a minima, une web radio pour aider à former les élèves sur ces questions. ♦



* La vidéo de cette table ronde est à retrouver sur : www.francaisaletranger.fr – mots clés : Formation des enseignants dans l'enseignement français à l'étranger. (76 000 vues de vidéos)

Le réseau mlfmonde recrute

2023-2024



300

postes à pourvoir*
dans 36 pays

SÛREMENT UN
FAIT POUR VOUS !

REJOIGNEZ-NOUS !

**Chefs d'établissements, enseignants,
professionnels de l'éducation,
personnels administratifs...*



recrutement.mlfmonde.org

réseau mlfmonde

Partout dans le monde, ayez le réflexe Cned !

Formez-vous sans frontières

Suivre des cursus
scolaires et universitaires
français

Se préparer aux métiers
du français langue étrangère

Développer ses compétences
professionnelles

Apprendre une langue
étrangère et obtenir
une certification

